

Internationale communiste

Manifestes, thèses
et résolutions du
quatrième congrès
de l'Internationale communiste
Novembre 1922

Textes complets.



QUATRIÈME CONGRÈS

Novembre 1922.

- 4.1 [Résolution sur la tactique de l'I.C.](#)
- 4.2 [Thèses sur l'unité du front prolétarien.](#)
- 4.3 [Résolution sur le rapport du Comité Exécutif.](#)
- 4.4 [Résolution sur le programme de l'Internationale Communiste.](#)
- 4.5 [Résolution sur la Révolution russe.](#)
- 4.6 [Résolution sur le Traité de Versailles.](#)
- 4.7 [Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical.](#)
- 4.8 [Thèses générales sur la question d'Orient.](#)
- 4.9 [Programme d'action agraire.](#)
- 4.10 [Résolution sur la coopération.](#)
- 4.11 [Thèses sur la question nègre.](#)
- 4.12 [Résolution sur l'Internationale des Jeunesses Communistes.](#)
- 4.13 [Résolution sur l'action féminine.](#)
- 4.14 [Résolution sur la question de l'éducation.](#)
- 4.15 [Résolution sur l'assistance prolétarienne à la Russie soviétique.](#)
- 4.16 [Résolution sur l'aide aux victimes de la répression capitaliste.](#)
- 4.17 [Résolution sur la réorganisation de l'Exécutif et son activité future.](#)
- 4.18 [Résolution sur la question française.](#)
- 4.19 [Programme de travail et d'action du Parti Communiste français.](#)
- 4.20 [Résolution sur la question italienne.](#)
- 4.21 [Résolution sur la question tchécoslovaque.](#)
- 4.22 [Résolution sur la question norvégienne.](#)
- 4.23 [Résolution sur l'Espagne.](#)
- 4.24 [Résolution sur la question yougoslave.](#)
- 4.25 [Résolution sur le Parti danois.](#)
- 4.26 [Résolution sur l'Irlande.](#)
- 4.27 [Résolution sur le Parti Socialiste d'Égypte.](#)
- 4.28 [Lettre de Lénine, Moscou, le 4 novembre 1922.](#)
- 4.29 [Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale.
Rapport présenté au 4e congrès de l'Internationale Communiste, le 13 novembre 1922.](#)

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 1 -

Résolution sur la tactique de l'I.C.

I. — Confirmation des résolutions du 3e Congrès

Le 4^e Congrès constate avant tout que les résolutions du 3^e Congrès mondial :

- 1) *Sur la crise économique mondiale et les tâches de l'I.C. ;*
- 2) *Sur la tactique de l'I.C.,*

Ont été complètement confirmées par le cours des événements et le développement du mouvement ouvrier dans l'intervalle entre les 3^e et 4^e Congrès.

II. La période de décadence du Capitalisme

Après avoir analysé la situation économique mondiale, le 3^e Congrès put constater avec la plus complète précision que le capitalisme, après avoir accompli sa mission de développement des forces productrices, est tombé dans la contradiction la plus irréductible avec les besoins, non seulement de l'évolution historique actuelle, mais aussi avec les conditions d'existence humaine les plus élémentaires. Cette contradiction fondamentale se refléta particulièrement dans la dernière guerre impérialiste et fut encore aggravée par cette guerre qui ébranla, de la manière la plus profonde, le régime de la production et de la circulation. Le capitalisme, qui se survit ainsi à lui-même, est entré dans la phase où l'action destructrice de ses forces déchaînées ruine et paralyse les conquêtes économiques créatrices déjà réalisées par le prolétariat dans les liens de l'esclavage capitaliste.

Le tableau général de la ruine de l'économie capitaliste n'est en rien atténué par les fluctuations inévitables qui sont propres au système capitaliste, dans son déclin comme dans son ascension. Les tentatives faites par les économistes nationaux bourgeois et social-démocrates pour présenter l'amélioration constatée dans la seconde moitié de 1921 aux États-Unis et, dans une mesure bien moindre, au Japon et en Angleterre, en partie aussi en France et dans d'autres pays, comme un indice de rétablissement de l'équilibre capitaliste reposent en partie sur la volonté d'altérer les faits et en partie sur le manque de perspicacité des valets du capital. Le 3^e Congrès, même avant le commencement de la reprise industrielle actuelle, avait prévu cette reprise dans un avenir plus ou moins rapproché, et il l'avait définie dès lors de la façon la plus précise comme une vague superficielle sur le fond de la destruction croissante de l'économie capitaliste. On peut prévoir nettement dès à présent que si la reprise actuelle de l'industrie n'est pas susceptible, même dans un avenir éloigné, de rétablir l'équilibre capitaliste ou même de guérir les plaies béantes laissées par la guerre, la prochaine crise cyclique, dont l'action coïncidera avec la ligne principale de la destruction capitaliste, ne fera qu'aggraver toutes les manifestations de cette dernière, et par conséquent aussi, dans une mesure extraordinaire, la situation révolutionnaire.

Jusqu'à sa mort, le capitalisme sera en proie à ces fluctuations cycliques. Seules, la prise du pouvoir par le prolétariat et la Révolution mondiale socialiste pourront sauver l'humanité de cette catastrophe permanente provoquée par la persistance du capitalisme moderne.

Ce que le capitalisme traverse aujourd'hui n'est autre que son agonie. L'écroulement du capitalisme est inévitable.

III. La situation politique internationale

La situation politique internationale reflète aussi la ruine progressive du capitalisme.

La question des réparations n'est toujours pas résolue. Tandis que les conférences des États de l'Entente se succèdent, la ruine économique de l'Allemagne se poursuit toujours et menace l'existence du capitalisme dans toute l'Europe Centrale. L'aggravation catastrophique de la situation économique de l'Allemagne contraindra l'Entente à renoncer aux réparations, ce qui accélérera la crise économique et politique de la France ou bien déterminera la formation d'un bloc industriel franco-allemand sur le continent ; et ce fait aggravera la situation économique de l'Angleterre et sa position sur le marché mondial ; il opposera politiquement l'Angleterre au Continent.

Dans le Proche-Orient, la politique de l'Entente a subi une faillite complète. Le traité de Sèvres a été déchiré par les baïonnettes turques. La guerre gréco-turque et les événements subséquents ont montré avec évidence l'instabilité de l'équilibre politique actuel. Le fantôme d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste est apparu clairement. Après avoir, pour des motifs de concurrence avec l'Angleterre, aidé à déterminer l'œuvre commune de l'Entente dans le Proche-Orient, la France impérialiste est de nouveau poussée par ses intérêts capitalistes dans le front commun du capitalisme contre les peuples de l'Orient. Par-là, la France capitaliste prouve aux peuples du Proche-Orient qu'ils ne sauraient mener leur lutte de défense contre l'oppression qu'aux côtés de la Russie des Soviets et avec l'appui du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

En Extrême-Orient, les États victorieux de l'Entente ont essayé de réviser, à Washington, la paix de Versailles, mais ils n'ont fait ainsi que se donner un répit en réduisant pour quelques années une catégorie seulement d'armements, à savoir le grand nombre des navires de guerre. Ils n'ont pas obtenu une solution de la question. La lutte se poursuit toujours entre l'Amérique et le Japon, elle entretient la guerre civile en Chine. La côte du Pacifique reste, après comme avant Washington, un foyer de grands conflits.

L'exemple des mouvements de libération nationale aux Indes, en Égypte, en Irlande et en Turquie, montre que les pays coloniaux et semi-coloniaux constituent les foyers d'un mouvement révolutionnaire grandissant contre les puissances impérialistes et des réservoirs inépuisables de forces révolutionnaires qui, dans la situation actuelle, se tournent objectivement contre toute l'existence de l'ordre bourgeois mondial.

La paix de Versailles est liquidée par les faits. Mais elle ne fait pas place à un accord général des États capitalistes, à une suppression de l'impérialisme ; elle crée au contraire de nouveaux antagonismes, de nouveaux armements. La reconstruction de l'Europe est impossible dans la situation donnée. L'Amérique donnée. L'Amérique capitaliste ne veut faire aucun sacrifice pour la

restauration de l'économie capitaliste européenne. L'Amérique capitaliste plane comme un vautour sur l'agonie du capitalisme européen dont elle sera l'héritier. L'Amérique réduira l'Europe capitaliste en esclavage si la classe ouvrière européenne ne s'empare pas du pouvoir politique et ne s'applique pas à réparer les ruines de la guerre mondiale et à commencer la construction d'une République Fédérative des Soviets d'Europe.

Les derniers événements qui se sont déroulés en Autriche sont éminemment caractéristiques de la situation politique de l'Europe. Sur l'ordre de l'impérialisme de l'Entente, salué avec joie par la bourgeoisie autrichienne, la fameuse démocratie — fierté des leaders de l'Internationale de Vienne, pour laquelle ces derniers ont constamment trahi les intérêts du prolétariat et qu'ils avaient confiée à la garde des monarchistes, des social-chrétiens et des nationalistes, qu'elle aidait à se rétablir au pouvoir — a été anéantie d'un trait de plume à Genève et remplacée par la dictature ouverte d'un simple plénipotentiaire de l'Entente. Le Parlement bourgeois même est supprimé en fait et remplacé par un commis des banquiers de l'Entente. Après un court semblant de résistance, les social-démocrates ont capitulé et aidé à l'exécution de ce honteux traité. Ils se sont même déclarés prêts à entrer de nouveau dans la coalition sous une forme à peine masquée, pour empêcher une résistance du prolétariat.

Ces événements en Autriche, ainsi que le dernier coup d'état fasciste en Italie, démontrent d'une manière frappante l'instabilité de toute la situation et prouvent surabondamment que la démocratie n'est qu'un simulacre, qu'elle n'est en réalité que la dictature masquée de la bourgeoisie, que cette dernière remplace, le moment venu, par la réaction ouverte la plus brutale.

En même temps, la situation politique internationale de la Russie des Soviets, le seul pays où le prolétariat ait vaincu la bourgeoisie et maintenu son pouvoir pendant cinq années contre les assauts de ses ennemis, est renforcée dans une mesure considérable.

À Gênes et à La Haye, les capitalistes de l'Entente ont tenté de contraindre la République des Soviets de Russie à renoncer à la nationalisation de l'industrie et de la charger d'un fardeau de dettes qui la transformerait, en fait, en une colonie de l'Entente. L'état prolétarien de la Russie des Soviets fut cependant assez fort pour résister à ces prétentions. Dans le chaos du système capitaliste en cours de dissolution, la Russie des Soviets, de la Bérézina à Vladivostok, de la côte de Mourmansk aux montagnes d'Arménie, est un facteur croissant de puissance en Europe, dans le Proche et l'Extrême-Orient. Malgré les tentatives du monde capitaliste, pour étouffer la Russie au moyen du blocus financier, celle-ci sera en état d'aborder sa restauration économique. Dans ce but, elle utilisera aussi bien ses propres ressources économiques que la concurrence entre capitalistes, qui contraindra ceux-ci à mener des négociations séparées avec la Russie des Soviets. Un sixième du globe est au pouvoir des Soviets. L'existence seule de la République des Soviets de Russie agit sur la société bourgeoise comme un élément de la Révolution mondiale. Plus la Russie Soviétique se relève et se consolide économiquement, et plus ce facteur révolutionnaire prédominant accroîtra son influence dans la politique internationale.

IV. L'offensive du Capital

Le prolétariat de tous les pays, excepté la Russie, n'ayant pas profité de l'état de faiblesse du capitalisme, déterminé par la guerre, pour lui porter des coups décisifs, la bourgeoisie put, grâce à l'aide des socialistes-réformistes, écraser les ouvriers révolutionnaires prêts au combat, consolider son pouvoir politique et économique et commencer une nouvelle offensive contre le prolétariat. Toutes les tentatives de la bourgeoisie pour remettre en marche la production et la réparation industrielle après l'orage de la guerre mondiale furent faites aux dépens du prolétariat. L'offensive universelle et systématique organisée par le capital contre toutes les conquêtes de la classe ouvrière entraîna tous les pays dans son tourbillon. Partout le capital réorganisé réduit impitoyablement le salaire réel des ouvriers, prolonge la journée de travail, rogne les modestes droits du prolétariat dans l'industrie, oblige dans les pays à bas cours les ouvriers, réduits à la mendicité, à payer les frais de la misère déterminée dans la vie économique par la dépréciation du change, etc...

L'offensive du capital, qui a pris au cours de ces dernières années des proportions gigantesques, oblige les ouvriers de tous les pays à mener des luttes défensives. Des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers ont accepté le combat, dans les branches les plus importantes de la production. Des groupes toujours nouveaux d'ouvriers entrent dans la lutte, venant des branches les plus déterminantes de la vie économique (cheminots, mineurs, métallurgistes, fonctionnaires de L'état et employés municipaux). La plupart de ces grèves n'ont eu jusqu'à présent aucun succès immédiat ; mais cette lutte engendre dans des masses nouvelles et de plus en plus considérables d'ouvriers autrefois retardataires une haine infinie contre les capitalistes et le pouvoir d'état qui les protège. Cette lutte imposée au prolétariat ruine la politique de communauté de travail avec les entrepreneurs, menée par les social-réformistes et les bureaucrates syndicaux. Cette lutte montre même aux couches les plus arriérées du prolétariat le rapport évident entre l'économie et la politique. Chaque grande grève devient aujourd'hui un grand événement politique. À cette occasion, il est apparu que les partis de la 2^e Internationale et les chefs syndicaux d'Amsterdam, non seulement n'apportent aucune aide aux masses ouvrières engagées dans de durs combats défensifs, mais même les abandonnent et les trahissent au profit des entrepreneurs, des patrons et des gouvernements bourgeois.

C'est une des tâches des Partis Communistes de clouer au pilori cette trahison inouïe et continue et de l'illustrer dans les luttes quotidiennes des masses ouvrières. C'est le devoir des Partis Communistes de tous les pays d'étendre et d'approfondir les nombreuses grèves économiques qui éclatent partout et, si possible, de les transformer en grèves et en luttes politiques. C'est de même le devoir naturel des Partis Communistes de profiter des luttes défensives pour renforcer la conscience révolutionnaire et la volonté de combat des masses prolétariennes de façon que, lorsqu'elles seront assez fortes, elles puissent passer de la défensive à l'offensive.

L'aggravation systématique des antagonismes entre le prolétariat et la bourgeoisie par suite de l'existence de ces luttes est inévitable. La situation reste objectivement révolutionnaire et la moindre occasion peut aujourd'hui devenir le point de départ de grandes luttes révolutionnaires.

V. Le fascisme international

La politique offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, telle qu'elle se manifeste de la manière la plus éclatante dans le fascisme international, est dans le plus étroit rapport avec l'offensive du capital sur le terrain économique. Étant donné que la misère accélère l'évolution de l'esprit des masses dans un sens révolutionnaire, processus qui englobe les classes moyennes y compris les fonctionnaires, et ébranle la sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile, les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus à la bourgeoisie. C'est pourquoi elle s'applique partout à créer des gardes-blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du prolétariat et qui servent en effet le plus en plus à écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation.

Le trait caractéristique du fascisme italien, du fascisme « classique », qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat, en utilisant adroitement pour leurs buts contre-révolutionnaires les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie.

Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays en Tchécoslovaquie, en Hongrie, dans presque tous les pays balkaniques, en Pologne, en Allemagne (Bavière), en Autriche, en Amérique et même dans des pays comme la Norvège. Sous une forme ou sous une autre, le fascisme n'est pas impossible non plus dans des pays comme la France et l'Angleterre.

Une des tâches les plus importantes des Partis Communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables.

Mais la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie. La domination ouverte des gardes-blancs est dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise. Les plus grandes masses du peuple travailleur se persuadent de plus en plus du fait que la domination de la bourgeoisie n'est possible que par une dictature non déguisée sur le prolétariat.

VI. La possibilité de nouvelles illusions pacifistes

Ce qui caractérise la situation politique internationale au moment actuel, c'est le fascisme, l'état de siège et la vague montante de la terreur blanche contre le prolétariat. Mais cela n'exclut pas la possibilité que, dans un temps assez rapproché, dans des pays très importants, la réaction bourgeoise ouverte soit remplacée par une ère « démocratique-pacifique ».

En Angleterre (renforcement du Labour Party aux dernières élections), en France (prochaine période inévitable du « bloc des gauches »), cette phase de transition « démocratique-pacifiste » est vraisemblable et elle peut ranimer les espoirs pacifistes dans l'Allemagne bourgeoise et social-démocrate.

Entre la période actuelle de la domination de la réaction bourgeoise ouverte et la victoire complète du prolétariat révolutionnaire sur la bourgeoisie, il y a diverses étapes, et différents épisodes

passagers sont possibles. L'Internationale Communiste et ses sections doivent envisager aussi ces éventualités, elles doivent savoir défendre les positions révolutionnaires dans toutes les situations.

VII. La Situation dans le Mouvement ouvrier

Pendant que, par suite de l'offensive du capital, la classe ouvrière se voit obligée de prendre une attitude défensive, le rapprochement et finalement la fusion des partis du Centre (Indépendants) avec les socialistes-traîtres déclarés (social-démocrates), s'accomplissent.

À l'époque de l'élan révolutionnaire, même les centristes, sous la pression de l'état d'esprit des masses, se déclarèrent pour la dictature du prolétariat et cherchèrent la voie menant à la 3^e Internationale. Pendant la vague descendante de la révolution, qui n'est d'ailleurs que temporaire, ces centristes retombent dans le camp de la social-démocratie d'où au fond ils ne s'étaient jamais dégagés. Alors qu'aux époques de lutte révolutionnaire de masse, ils avaient adopté une attitude sans cesse hésitante et vacillante, ils refusent de participer maintenant aux luttes défensives et retournent au camp de la 2^e Internationale, qui a toujours été, consciemment ou non, contre-révolutionnaire. Les partis centristes et l'Internationale 2 ½ sont en cours de décomposition. La meilleure partie des ouvriers révolutionnaires, qui se trouvait momentanément dans le camp du centrisme, passera avec le temps à l'Internationale Communiste. Par-ci, par-là, ce passage est déjà commencé (Italie). L'écrasante majorité des chefs centristes liés actuellement à Noske, Mussolini, etc... deviendront au contraire des contre-révolutionnaires endurcis.

Objectivement, la fusion des partis de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 ½ peut être utile au mouvement ouvrier révolutionnaire. La fiction d'un parti révolutionnaire en dehors du camp communiste disparaît ainsi. Dans la classe ouvrière, deux groupes seulement lutteront désormais pour la conquête de la majorité la 2^e Internationale, qui représente l'influence de la bourgeoisie au sein du prolétariat, et la 3^e Internationale, qui a levé le drapeau de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat.

VIII. La division dans les Syndicats

La fusion des Internationales 2 et 2 ½ a indubitablement pour but de préparer une « atmosphère favorable » à une campagne systématique contre les communistes. La scission méthodique des syndicats par les chefs de l'Internationale d'Amsterdam est une partie de cette campagne. Les hommes d'Amsterdam reculent devant toute lutte contre l'offensive du capital et continuent plutôt leur politique de collaboration avec les patrons. Pour n'être pas gênés par les communistes dans cette alliance avec les entrepreneurs, ils cherchent à supprimer complètement et systématiquement l'influence des communistes dans les syndicats. Mais comme les communistes ont cependant, dans beaucoup de pays déjà, conquis la majorité dans les syndicats ou sont en train de la conquérir, les hommes d'Amsterdam ne reculent ni devant les exclusions en masse, ni devant la scission formelle des syndicats. Rien n'affaiblit autant les forces de la résistance prolétarienne contre l'offensive du capital que la division des syndicats. Les chefs réformistes des syndicats le savent bien. Mais comme ils s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous eux et que leur faillite est inévitable et proche, ils s'empressent de diviser les syndicats, ces instruments irremplaçables de la lutte de classe

prolétarienne, pour que les communistes ne recueillent plus que les débris et les éclats des anciennes organisations syndicales. Depuis août 1914, la classe ouvrière n'a pas vu pire trahison.

IX. La conquête de la Majorité

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du 3^e Congrès mondial : « Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe », subsiste dans toute sa force.

La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du 3^e Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le facteur « subjectif », c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde, acquiert une importance énorme.

La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée ; c'est la tâche essentielle de l'I.C. à présent comme auparavant.

10. Dans les pays coloniaux

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'I.C. a deux tâches : 1) créer un noyau de parti communiste qui défende les intérêts généraux du prolétariat ; 2) appuyer de toutes ses forces le mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement et mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national.

11. Le gouvernement ouvrier

Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme *un mot d'ordre de propagande général*. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la 2^e Internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la 2^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir

bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'état devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires. Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non-communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes :

- 1° La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale Communiste ;*
- 2° Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur parti ;*
- 3° Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses ;*
- 4° Le parti communiste maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.*

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'Internationale Communiste doit envisager les éventualités suivantes :

- 1° Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre ;*

- 2° *Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne) ;*
- 3° *Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc... ;*
- 4° *Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;*
- 5° *Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un Parti Communiste.*

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces « gouvernements ouvriers » sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'état, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux « gouvernements ouvriers ». Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois. Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers, social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc..., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes.

XII. Le mouvement des conseils de fabrique

Aucun Parti Communiste ne saurait être considéré comme un parti communiste de masses véritable, sérieux et solide, s'il n'a pas de forts noyaux communistes dans les entreprises, les usines, les mines, les chemins de fer, etc... Dans les circonstances actuelles, un mouvement ne saurait être considéré comme systématiquement organisé dans les masses prolétariennes s'il ne réussit pas à créer, pour la classe ouvrière et ses organisations, des comités d'usines comme base de ce mouvement. La lutte contre l'offensive du capital et pour le contrôle de la production est sans espoir si les communistes ne disposent de points d'appui solides dans toutes les entreprises et si le prolétariat ne sait créer ses propres organes prolétariens de combat dans les entreprises (comités de fabriques, conseils ouvriers).

Le Congrès estime que c'est une des tâches essentielles de tous les partis communistes de s'ancrer dans les industries bien plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent et d'appuyer le mouvement des conseils de fabriques ou de prendre l'initiative de ce mouvement.

XIII. L'Internationale Communiste : parti mondial

L'Internationale Communiste doit de plus en plus être organisée en un Parti Communiste Mondial, chargé de la direction de la lutte dans tous les pays.

XIV. La discipline internationale

Pour appliquer internationalement et dans les divers pays la tactique du front unique, la discipline internationale la plus stricte est plus nécessaire que jamais dans l'Internationale Communiste et dans ses différentes sections.

Le 4^e Congrès exige catégoriquement de toutes ses sections et de tous ses membres la plus stricte discipline dans l'application de la tactique, qui ne saurait être fertile que si elle est appliquée dans tous les pays, non seulement en paroles, mais aussi en actes.

L'acceptation des 21 conditions implique l'application de toutes les décisions tactiques des Congrès mondiaux et de l'Exécutif comme organe de l'I.C. dans l'intervalle des Congrès mondiaux.

Le Congrès charge l'Exécutif de déterminer et de surveiller de la manière la plus stricte l'application des décisions tactiques par tous les partis. Seule, la tactique révolutionnaire nettement tracée par l'I.C. assurera la victoire la plus prompte possible de la révolution prolétarienne internationale.

Le Congrès décide d'ajouter comme supplément à cette résolution le texte des thèses adoptées par l'Exécutif, en décembre 1921, relativement au front unique, ces thèses exposant exactement et en détail la tactique du front unique ¹.

¹. Ce sont ces thèses qui sont publiées immédiatement après.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 2 -

Thèses sur l'unité du front prolétarien

[Retour à la table des matières](#)

1. Le mouvement international traverse en ce moment une période de transition qui pose devant l'Internationale Communiste et devant ses sections de nouveaux et importants problèmes tactiques.

Cette période est principalement caractérisée par les faits suivants :

La crise économique mondiale s'aggrave. Le chômage s'accroît. Dans presque tous les pays, le Capital international a déclenché contre la classe ouvrière une offensive systématique, dont le but avoué est tout d'abord de réduire les salaires et d'avilir les conditions d'existence des travailleurs. La faillite de la paix de Versailles devient de plus en plus évidente pour les masses laborieuses elles-mêmes. Il est clair que si le prolétariat international n'arrive pas à détruire le régime bourgeois, une ou même plusieurs guerres impérialistes ne sauraient tarder à éclater. C'est ce qu'a démontré avec éloquence la Conférence de Washington.

2. Les illusions réformistes qui, par suite de diverses circonstances, avaient bénéficié d'un regain de faveur dans les grandes masses ouvrières, font place, en présence des dures réalités, à un état d'esprit tout différent. Les illusions démocratiques et réformistes qui, après la guerre impérialiste, avaient repris du terrain parmi une catégorie de travailleurs privilégiés, ainsi que parmi les ouvriers les plus arriérés au point de vue politique, se dissipent avant même d'avoir pu s'épanouir. Les résultats des travaux de la Conférence de Washington leur porteront le coup de grâce. Si l'on pouvait, il y a six mois, parler avec un semblant de raison d'une certaine évolution à droite des masses ouvrières d'Europe et d'Amérique, l'on ne saurait nier en ce moment le début d'une nouvelle orientation à gauche.
3. D'autre part, l'offensive capitaliste a suscité dans les masses ouvrières une tendance spontanée à l'unité, que rien ne saurait contenir et qui va de pair avec l'accroissement de la confiance dont les communistes bénéficient auprès du prolétariat.

Maintenant seulement, des milieux ouvriers de plus en plus importants commencent à apprécier la vaillance de l'avant-garde communiste qui engagea la lutte, pour la défense des intérêts prolétariens, à une époque où les grandes masses demeuraient encore indifférentes, voire hostiles, au communisme. Les ouvriers comprennent de plus en plus que les communistes ont réellement défendu, souvent au prix des plus grands sacrifices et dans les circonstances les plus pénibles, les intérêts économiques et politiques des travailleurs. De nouveau, le respect et la confiance vont à l'avant-garde intransigeante que constituent les communistes ; reconnaissant enfin la vanité des

espérances réformistes, les travailleurs les plus arriérés se convainquent qu'il n'est, contre la spoliation capitaliste, de salut que dans la lutte.

4. Les Partis Communistes peuvent et doivent recueillir maintenant le fruit des luttes qu'ils ont naguère soutenues dans les circonstances les plus défavorables au milieu de l'indifférence des masses. Mais, portés par une confiance croissante vers les éléments les plus irréductibles, les plus combattifs de leur classe — vers les communistes — les travailleurs témoignent plus que jamais d'un irrésistible désir d'unité. Éveillées désormais à une vie plus active, les couches les moins expérimentées de la classe ouvrière rêvent de la fusion de tous les partis ouvriers, sinon de toutes les organisations prolétariennes. Elles espèrent accroître ainsi leur capacité de résistance à la poussée capitaliste. Des ouvriers qui, jusqu'à présent, s'étaient à peu près désintéressés des luttes politiques, veulent vérifier désormais, par leur expérience personnelle, la valeur du programme politique du réformisme. Les ouvriers qui adhèrent aux vieux partis social-démocrates et qui constituent une fraction importante du prolétariat n'admettent plus les campagnes des calomnies des social-démocrates et des centristes contre l'avant-garde communiste ; bien plus, ils commencent à réclamer une entente avec cette dernière. Cependant ils ne sont pas encore complètement émancipés des croyances réformistes, et nombreux sont ceux qui accordent leur appui aux Internationales Socialistes et à celle d'Amsterdam. Sans doute leurs aspirations ne sont-elles pas toujours nettement formulées, mais il est certain qu'elles tendent impérieusement à la création d'un front prolétarien unique, à la formation, par les partis de la 2^e Internationale et les syndicats d'Amsterdam alliés aux communistes, d'un bloc puissant contre lequel viendrait se briser l'offensive patronale. En ce sens, ces aspirations représentent le progrès même. La foi au réformisme est à peu près éteinte. Dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, toute action sérieuse, même si elle a son point de départ dans des revendications partielles, amènera fatalement les masses à poser les questions fondamentales de la révolution. L'avant-garde communiste ne pourra que gagner à l'expérience des nouvelles couches ouvrières, qui se convaincront par elles-mêmes de l'inanité des illusions réformistes et des effets déplorables de la politique de conciliation.
5. Lorsque commença la protestation organisée et consciente des travailleurs contre la trahison des leaders de la 2^e Internationale, ceux-ci disposaient de l'ensemble du mécanisme des organisations ouvrières. Ils invoquèrent l'unité et la discipline ouvrière pour bâillonner impitoyablement les révolutionnaires protestataires et briser toutes les résistances qui les eussent empêchés de mettre au service des impérialistes nationaux la totalité des forces prolétariennes. La gauche révolutionnaire fut ainsi forcée de conquérir, coûte que coûte, sa liberté de propagande, afin de faire connaître aux masses ouvrières la trahison infâme qu'avaient commise — et que continuent de commettre — des partis et des syndicats créés par les masses elles-mêmes.
6. Après s'être assuré une complète liberté de propagande, les partis communistes s'efforcent aujourd'hui, dans tous les pays, de réaliser une unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique. Les gens d'Amsterdam et ceux de la 2^e Internationale,

eux aussi, prônent l'unité, mais tous leurs actes sont la négation de leurs paroles. N'ayant pas réussi à étouffer dans les organisations les protestations, les critiques et les aspirations des révolutionnaires, les réformistes, avides de compromis, cherchent maintenant à sortir de l'impasse où ils se sont engagés, en semant la désorganisation et la division parmi les travailleurs et en sabotant leur lutte. Démasquer en ce moment leur récidive de trahison est un des devoirs les plus importants des partis communistes.

7. La profonde évolution intérieure provoquée dans la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique par la nouvelle situation économique du prolétariat, oblige même les dirigeants et les diplomates des Internationales socialistes et de l'Internationale d'Amsterdam à mettre au premier plan le problème de l'unité ouvrière. Alors que, chez les travailleurs récemment arrivés à une vie politique consciente et encore inexpérimentés, le mot d'ordre du Front Unique est l'expression sincère du désir d'opposer à l'offensive patronale toutes les forces de la classe ouvrière, ce mot d'ordre n'est, de la part des leaders réformistes, qu'une nouvelle tentative de duper les ouvriers pour les ramener dans l'ornière de la collaboration de classe. L'imminence d'une nouvelle guerre impérialiste, la course aux armements, les nouveaux traités secrets des puissances impérialistes, non seulement ne détermineront pas les dirigeants de la 2^e Internationale, de l'Internationale 2 ½ et de l'Internationale d'Amsterdam à sonner l'alarme et aider effectivement à l'union internationale de la classe ouvrière, mais ils susciteront infailliblement parmi eux les mêmes dissensions que dans la bourgeoisie internationale. C'est là un fait d'autant plus inévitable que la solidarité des « socialistes » réformistes avec « leurs » bourgeoisies nationales respectives, constitue la pierre angulaire du réformisme.

Telles sont les conditions générales dans lesquelles l'Internationale Communiste et ses sections ont à préciser leur attitude envers le mot d'ordre de l'unité du front ouvrier.

8. Tout bien pesé, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste estime que le mot d'ordre du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste : « *Aux masses !* » ainsi que les intérêts généraux du mouvement communiste, exigent que l'Internationale Communiste et ses sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des partis communistes s'inspirera des conditions particulières à chaque pays.
9. En Allemagne, le Parti Communiste, à la dernière session de son Conseil National, s'est prononcé pour l'unité du front prolétarien et a reconnu possible d'appuyer un « gouvernement ouvrier unitaire » qui serait disposé à combattre sérieusement le pouvoir capitaliste. L'Exécutif de l'Internationale Communiste approuve sans réserve cette décision, persuadé que le Parti Communiste Allemand, tout en sauvegardant son indépendance politique, pourra ainsi pénétrer dans de plus larges couches prolétariennes et y fortifier l'influence communiste. En Allemagne plus que partout ailleurs, les grandes masses comprennent de mieux en mieux que leur avant-garde communiste avait raison de se refuser à déposer les armes dans les moments les plus difficiles et de dénoncer l'inanité absolue des remèdes réformistes à une situation que la révolution

prolétarienne seule peut dénouer. En persévérant dans cette voie, le Parti Allemand ne tardera pas à rallier à lui tous les éléments anarchistes et syndicalistes qui sont restés jusqu'à présent en dehors de la lutte des masses.

10. En France, le Parti Communiste englobe la majorité des travailleurs politiquement organisés. Par suite, le problème du front unique y revêt un aspect quelque peu différent de celui qu'il a dans les autres pays. Mais en France également, il faut que toute la responsabilité de la rupture du front ouvrier retombe sur nos adversaires. La fraction révolutionnaire du syndicalisme français combat avec raison la scission dans les syndicats et défend l'unité de la classe ouvrière dans la lutte économique. Mais cette lutte ne s'arrête pas au seuil de l'usine. L'unité n'est pas moins indispensable contre la vague de réaction, contre la politique impérialiste, etc... La politique des réformistes et des centristes, après avoir provoqué la scission dans le Parti, menace à cette heure l'unité du mouvement syndical, ce qui prouve que, de même que Jean Longuet, Jouhaux sert en réalité la cause de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de l'unité politique et économique du front prolétarien contre la bourgeoisie est le meilleur moyen de faire avorter les manœuvres scissionnistes.

Quelles que soient les trahisons de la C.G.T. réformiste que dirigent Jouhaux, Merrheim et consorts, les communistes, et avec eux tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière française, se verront forcés de proposer aux réformistes, avant toute grève générale, avant toute manifestation révolutionnaire, avant toute action de masses, de s'associer à cette action, et, sitôt que les réformistes s'y seront refusés, de les démasquer devant la classe ouvrière. La conquête des masses ouvrières apolitiques nous sera ainsi facilitée. Il va de soi que cette méthode n'implique nullement pour le Parti français une restriction de son indépendance et ne saurait l'engager, par exemple, à soutenir le Bloc des gauches en période électorale, ou à faire preuve d'une indulgence exagérée envers les « communistes » indécis qui ne cessent de déplorer la scission d'avec les social-patriotes.

11. En Angleterre, le Labour Party (Parti Ouvrier) réformiste avait refusé d'admettre en son sein le Parti Communiste au même titre que les autres organisations ouvrières. Mais, sous la pression des masses ouvrières dont nous avons indiqué les aspirations, les organisations ouvrières londoniennes viennent de voter l'admission du Parti Communiste dans le Labour Party.

À cet égard, l'Angleterre constitue évidemment une exception. Par suite de conditions particulières, le Labour Party forme en Angleterre une sorte de coalition embrassant toutes les organisations ouvrières du pays. Il est maintenant du devoir des communistes d'exiger par une campagne énergique, leur admission dans le Labour Party. La récente trahison des leaders des trade-unions dans la grève des mineurs, l'offensive capitaliste contre les salaires, etc..., provoquent une effervescence considérable dans le prolétariat anglais. Les communistes doivent s'efforcer à tout prix de pénétrer au plus profond des masses laborieuses sous le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie.

12. En Italie, le jeune Parti Communiste, qui avait eu jusqu'ici une attitude des plus intransigeantes à l'égard du Parti Socialiste réformiste et des dirigeants social-traîtres de la Confédération Générale du Travail — dont la trahison envers la révolution prolétarienne est maintenant définitivement consommée — entreprend néanmoins, en présence de l'offensive patronale, une agitation énergique en faveur de l'unité du front prolétarien. L'Exécutif approuve entièrement cette tactique des communistes italiens et insiste sur la nécessité de la développer encore davantage. L'Exécutif est convaincu que le Parti Communiste Italien, s'il fait preuve d'une perspicacité suffisante, deviendra, pour l'Internationale Communiste, un modèle de combativité marxiste et, tout en dénonçant impitoyablement les hésitations et les trahisons des réformistes et des centristes, saura poursuivre une campagne de plus en plus vigoureuse dans les masses ouvrières pour l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie.

Il va de soi que le Parti Italien ne devra rien négliger pour gagner à l'action commune les éléments révolutionnaires de l'anarchisme et du syndicalisme.

13. En Tchécoslovaquie, où le Parti groupe la majorité des travailleurs politiquement organisés, les tâches des communistes sont, sous certains rapports, analogues à celles des communistes français. Tout en affermissant son indépendance et en rompant les derniers liens qui le rattachent aux centristes, le Parti Tchécoslovaque doit savoir populariser le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie et mettre en lumière le rôle véritable des social-démocrates et des centristes, agents du Capital. Les communistes tchécoslovaques ont aussi à intensifier leur action dans les syndicats, restés dans une large mesure au pouvoir des leaders jaunes.

14. En Suède, le résultat des dernières élections parlementaires permet à un Parti Communiste numériquement faible de jouer un rôle important. M. Branting, leader des plus éminents de la 2e Internationale en même temps que président du Conseil des Ministres de la bourgeoisie suédoise, se trouve dans une situation telle que l'attitude de la fraction parlementaire communiste ne peut lui être indifférente pour la constitution d'une majorité parlementaire. L'Exécutif estime que la fraction communiste ne pourra pas refuser d'accorder, sous certaines conditions, son appui au gouvernement menchevique de M. Branting, comme l'ont d'ailleurs fait avec raison les communistes allemands pour certains gouvernements régionaux (Thuringe). Mais il n'en résulte nullement que les communistes suédois doivent abandonner quoi que ce soit de leur indépendance ou cesser de dénoncer le caractère véritable du gouvernement menchevique. Au contraire, plus les mencheviks auront de pouvoir, plus ils trahiront la classe ouvrière et plus les communistes devront s'efforcer de les démasquer devant les masses ouvrières.

15. Aux États-Unis, l'union de tous les éléments de gauche du mouvement ouvrier syndical et politique commence à se réaliser. Les communistes américains ont ainsi l'occasion de pénétrer dans les grandes masses laborieuses et de devenir le centre de cristallisation de cette union des gauches. Formant des groupes partout où il se trouve des communistes, ils doivent savoir prendre la direction du mouvement de ralliement des éléments révolutionnaires et propager avec énergie l'idée du front

unique (par exemple, pour la défense des intérêts des sans-travail). L'accusation principale qu'ils devront porter contre les organisations de M. Gompers sera que ces dernières se refusent obstinément à constituer l'unité du front prolétarien pour la défense des chômeurs. Néanmoins, la tâche essentielle du Parti sera d'attirer à lui les meilleurs éléments des I.W.W.

16. En Suisse, notre parti a déjà remporté certain succès dans la voie que nous avons indiquée. La propagande communiste pour le front unique a obligé la bureaucratie syndicale à convoquer un congrès extraordinaire qui doit se tenir prochainement et où nos amis sauront mettre à nu les mensonges du réformisme et développer, pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, la plus grande activité.
17. Dans une série d'autres pays, la question se présente, selon les conditions locales, sous un aspect plus ou moins différent. Mais l'Exécutif est persuadé que les sections sauront appliquer, conformément aux conditions particulières de chaque pays, la ligne de conduite générale qu'il vient de tracer.
18. Le Comité Exécutif stipule, comme condition rigoureusement obligatoire pour tous les Partis Communistes, la liberté, pour toute section passant une convention quelconque avec les partis de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 ½, de continuer la propagande de nos idées et la critique des adversaires du communisme. Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception. En aucun et sous aucun prétexte, cette clause ne saurait souffrir d'infraction. En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières dans chaque action contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui, seuls, constituent l'expression logique des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière.
19. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste croit utile de rappeler à tous les partis frères les expériences des bolchéviks russes, dont le parti est le seul qui ait jusqu'à présent réussi à vaincre la bourgeoisie et à s'emparer du pouvoir. Pendant les quinze années qui s'étendent entre la naissance du bolchevisme et sa victoire (1903-1917), celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme, ou, ce qui revient au même, le menchevisme. Mais pendant ce même laps de temps, les bolchéviks ont, à plusieurs reprises, passé des accords avec les mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de 1905. Mais sous l'influence irrésistible d'un mouvement ouvrier de vaste envergure, les bolchéviks formèrent, la même année, un front commun avec les mencheviks. La seconde scission formelle eut lieu en janvier 1912. Mais de 1905 à 1912, la scission alterna avec des unions et des accords temporaires (en 1906, 1907 et 1910). Unions et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties de la lutte entre fractions, mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du menchevisme s'écartaient véritablement de la révolution. Peu avant la guerre impérialiste, le nouveau mouvement révolutionnaire qui suivit la grève de la Léna

engendra dans les masses prolétariennes une puissante aspiration à l'unité, que les dirigeants du menchevisme s'évertuèrent à exploiter à leur profit, comme le font aujourd'hui les leaders des Internationales « socialistes » et ceux de l'Internationale d'Amsterdam. À cette époque, les bolchéviks ne se refusèrent pas au front unique. Loin de là : pour contrebalancer la diplomatie des chefs mencheviks, ils adoptèrent le mot d'ordre de « l'unité par la base », c'est-à-dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie. L'expérience montra que c'était là la seule vraie tactique. Modifiée selon les temps et les lieux, cette tactique gagna au communisme l'immense majorité des meilleurs éléments prolétariens mencheviks.

20. Adoptant le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et admettant des accords entre ses diverses sections et les partis et syndicats de la 2e Internationale et de l'Internationale 2 ½, l'Internationale Communiste ne saurait évidemment renoncer elle-même à passer des accords analogues sur l'échelle internationale. Dans la question du secours aux affamés de Russie, l'Exécutif a proposé un accord à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Il a renouvelé ses propositions en vue d'une action commune contre la terreur blanche en Espagne et en Yougoslavie. Il soumet actuellement aux Internationales socialistes et à l'Internationale d'Amsterdam une nouvelle proposition au sujet des travaux de la Conférence de Washington, laquelle ne peut que précipiter l'explosion d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais les dirigeants de ces trois organisations internationales ont montré que, dès qu'il s'agit d'en venir aux actes, ils renoncent entièrement à leur mot d'ordre d'unité ouvrière. Par suite, la tâche précise de l'Internationale Communiste et de ses sections sera de dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie à l'unité des travailleurs révolutionnaires et, en restant dans le Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations, participent par là même à la Conférence impérialiste de Washington, au lieu de mener une campagne contre elle. Mais le refus opposé à nos propositions ne nous fera pas renoncer à la tactique que nous préconisons, tactique profondément conforme à l'esprit des masses ouvrières et qu'il faut savoir développer méthodiquement, sans relâche.

Si nos propositions d'action commune sont repoussées, il faudra en informer le monde ouvrier afin qu'il sache quels sont les destructeurs réels de l'unité du front prolétarien. Si nos propositions sont acceptées, notre devoir est d'accentuer et d'approfondir les luttes engagées. Dans les deux cas, il importera de faire en sorte que les pourparlers des communistes avec les autres organisations éveillent et attirent l'attention des masses laborieuses. Car il faut absolument intéresser ces dernières à toutes les péripéties du combat pour l'unité du front révolutionnaire de tous les travailleurs.

21. En fixant ce plan d'action, l'Exécutif tient à attirer l'attention des partis frères sur les périls qui peuvent en résulter. Tous les partis communistes sont loin d'être suffisamment affermis et organisés et d'avoir vaincu définitivement les idéologies centriste et semi-centriste. Des excès peuvent se produire et amener la transformation des partis et groupes communistes en blocs

hétérogènes informes. Pour appliquer avec succès la tactique préconisée, il importe que le parti soit fortement organisé et que sa direction se distingue par la clarté parfaite de ses idées.

22. Au sein même de l'Internationale Communiste, dans les groupements que l'on considère à tort ou à raison comme droitiers ou semi-centristes, il existe indubitablement deux courants. Le premier, réellement émancipé de l'idéologie et des méthodes de la 2^e Internationale, n'a pourtant pas su se défaire d'un sentiment de respect à l'égard de l'ancien pouvoir organisateur et voudrait, consciemment ou non, rechercher les bases d'une entente idéale avec la 2^e Internationale et, partant, avec la société bourgeoise. Le second, qui combat le radicalisme formel et les erreurs d'une prétendue « gauche », voudrait donner à la tactique du jeune parti communiste plus de souplesse et d'aptitude à la manœuvre afin de lui permettre de pénétrer plus facilement les masses ouvrières. L'évolution rapide des partis communistes a parfois poussé ces deux courants à se rejoindre, voire à n'en former qu'un. Une application attentive des méthodes indiquées plus haut, dont le but est de donner à l'agitation communiste un appui dans les actions des masses unifiées, contribuera efficacement à l'affermissement révolutionnaire de nos partis, tant en faisant l'éducation expérimentale des éléments impatientes et sectaires qu'en les débarrassant du poids mort du réformisme.
23. Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes. Dans divers pays, ces éléments peuvent utilement s'associer aux actions révolutionnaires. Dès ses débuts, l'Internationale Communiste a toujours préconisé une attitude amicale à l'égard de ces éléments ouvriers qui surmontent progressivement leurs préjugés et adhèrent peu à peu au communisme. Les communistes devront dorénavant leur accorder d'autant plus d'attention que le front unique contre le capitalisme est en voie de réalisation.
24. Dans le but de fixer définitivement le travail ultérieur dans les conditions indiquées, l'Exécutif décide de convoquer prochainement une assemblée extraordinaire à laquelle tous les partis affiliés seront représentés par un nombre de délégués double du nombre ordinaire.
25. Le Comité Exécutif consacrera la plus grande attention à toutes les démarches pratiques effectuées dans la voie qu'il vient d'indiquer et demande aux différents partis de l'informer par le menu de toutes leurs tentatives dans ce sens et de tous les résultats obtenus.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 3 -

Résolution sur le rapport du Comité Exécutif

[Retour à la table des matières](#)

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste approuve complètement le travail politique du Comité Exécutif et déclare qu'au cours des quinze derniers mois, il a bien appliqué les décisions du 3^e Congrès Mondial, en tenant compte de la situation politique.

En particulier, le 4^e Congrès approuve complètement la tactique du front unique, telle qu'elle a été formulée par le Comité Exécutif dans ses thèses de décembre 1921 et ultérieurement.

Le 4^e Congrès approuve le point de vue adopté par le Comité Exécutif en ce qui concerne la crise du Parti Communiste français, le mouvement ouvrier italien et les Partis Communistes norvégien et tchécoslovaque. Les questions pratiques concernant ces Partis seront traitées par des commissions spéciales dont les décisions seront soumises au vote du Congrès.

À propos des incidents qui se sont déroulés dans un certain nombre de Partis, le 4^e Congrès rappelle et confirme à nouveau que le Comité Exécutif constitue l'organe suprême du mouvement communiste dans l'intervalle des Congrès mondiaux, et que les décisions de l'Internationale Communiste sont obligatoires pour tous les partis adhérents. Il en résulte que la violation des décisions de l'Internationale Communiste, sous le prétexte d'un appel au prochain Congrès, constitue une rupture de la discipline. Si l'Internationale Communiste permettait l'introduction de telles pratiques, cela équivaldrait à la négation complète de toute activité régulière de l'Internationale Communiste.

En ce qui concerne les doutes apparus dans le Parti Communiste français touchant l'article 9 des statuts de l'Internationale Communiste, le 4^e Congrès déclare que cet article 9 donne au Comité Exécutif le droit d'exclure de l'Internationale Communiste et, par conséquent, de ses sections nationales, les personnes isolées et les groupes qui, à son avis, expriment des opinions étrangères au Communisme. Il est naturel que le Comité Exécutif soit obligé d'appliquer l'article 9 des statuts, quand un Parti est incapable de se débarrasser des éléments non communistes.

Le 4^e Congrès confirme à nouveau les 21 conditions posées par le 2^e Congrès et charge le prochain Comité Exécutif de veiller énergiquement à leur application. À l'avenir, le Comité Exécutif doit plus que jamais rester une organisation internationale prolétarienne combattant énergiquement tout opportunisme, et constituée selon les principes du centralisme démocratique.

Les questions de détail pratiques découlant de cet article seront traitées par des commissions spéciales dont les décisions seront soumises au Congrès.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 4 -

Résolution sur le programme de l'Internationale Communiste

[Retour à la table des matières](#)

1. Tous les projets de programme seront transmis au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ou à une Commission désignée à cet effet, pour être étudiés et élaborés en détail. L'Exécutif est tenu de publier dans le plus bref délai tous les projets de programme qui lui parviennent.
2. Le Congrès confirme que les sections nationales de l'Internationale Communiste qui n'ont pas encore de programme national sont tenues de commencer immédiatement à en élaborer un pour pouvoir le soumettre au Comité Exécutif, trois mois au plus tard avant le 5^e Congrès, pour ratification.
3. Dans le programme des sections nationales, la nécessité de la lutte pour les revendications transitoires doit être motivée avec précision et netteté ; les réserves sur les rapports de ces revendications avec les conditions concrètes de temps et de lieu doivent être mentionnées.
4. Les fondements théoriques de toutes les revendications transitoires et partielles doivent absolument être formulées dans le programme général. Le 4^e Congrès se prononce tout aussi résolument contre la tentative de représenter l'introduction de revendications transitoires dans le programme comme de l'opportunisme, que contre toute tentative d'atténuer ou de remplacer les objectifs révolutionnaires fondamentaux par des revendications partielles.
5. Dans le programme général doivent être nettement énoncés les types historiques fondamentaux entre lesquels se divisent les revendications transitoires des sections nationales, conformément aux différences essentielles de structure économique et politique des divers pays, comme par exemple, l'Angleterre d'une part, l'Inde de l'autre, etc...

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 5 -

Résolution sur la Révolution russe

[Retour à la table des matières](#)

Le 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste exprime au peuple travailleur de la Russie des Soviets ses remerciements les plus profonds et son admiration sans bornes pour avoir, non seulement conquis le pouvoir au moyen de la lutte révolutionnaire et établi la dictature du prolétariat, mais pour avoir su défendre victorieusement jusqu'à aujourd'hui contre tous les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur les conquêtes de la révolution. Il a ainsi rendu des services immortels à la libération des opprimés et des exploités de tous les pays.

Le 4^e Congrès mondial constate avec la plus grande satisfaction que le premier État ouvrier du monde, issu de la révolution prolétarienne, a complètement prouvé sa force de vie et de développement au cours des cinq années de son existence, malgré des difficultés et des dangers inouïs. L'État soviétique est sorti renforcé des horreurs de la guerre civile. Grâce à l'héroïsme incomparable de l'armée rouge, il a abattu sur tous les fronts la contre-révolution militaire équipée et soutenue par la bourgeoisie mondiale. Il a repoussé toutes les tentatives des États capitalistes pour lui imposer, au moyen de ruses diplomatiques et d'une pression économique, l'abandon du contenu prolétarien des buts communistes de la révolution, à savoir la reconnaissance du droit de propriété privée sur les moyens de production sociaux et la renonciation à la nationalisation de l'industrie. Inébranlablement, il a défendu contre l'assaut de la bourgeoisie mondiale ce qui constitue la condition fondamentale de la libération prolétarienne, à savoir la propriété collective des moyens de production. En s'opposant à la reconnaissance d'une dette nationale immense, il s'est opposé à ce qu'on rabaisse les ouvriers et les paysans de la République des Soviets au niveau des serfs coloniaux des capitalistes.

Le 4^e Congrès mondial constate que l'état ouvrier, depuis qu'il n'est plus obligé de défendre son existence les armes à la main, s'efforce avec la plus grande énergie de rétablir et de développer la vie économique de la République et qu'il continue à se fixer comme but l'établissement du communisme. Les étapes et les mesures diverses menant à ce but, la « Nouvelle politique économique », sont le résultat, d'une part, des conditions objectives et subjectives du pays, d'autre part, de la lenteur du développement de la révolution mondiale et de l'état d'isolement de la République des Soviets au milieu d'États capitalistes. Malgré les difficultés inouïes qui sont ainsi créées, l'état ouvrier peut faire des progrès décisifs dans le domaine de la reconstruction économique. De même que les ouvriers russes ont chèrement payé pour les ouvriers du monde entier les enseignements qui se dégagent de la conquête et de la défense du pouvoir politique et de l'établissement de la dictature prolétarienne, ce sont eux encore qui font les sacrifices les plus pénibles pour résoudre les problèmes de la période de transition du capitalisme au communisme.

La Russie des Soviets est et reste le foyer le plus riche d'expériences révolutionnaires pour le prolétariat mondial.

Le 4^e Congrès mondial constate avec satisfaction que la politique de la Russie des Soviets a assuré et renforcé la condition la plus importante pour l'instauration et le développement de la société communiste, le régime des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Car, seule, cette dictature est capable de surmonter toutes les résistances bourgeoises à l'émancipation totale des travailleurs et d'assurer ainsi la défaite complète du capitalisme et la voie libre vers la réalisation du communisme.

Le 4^e Congrès mondial constate la part décisive prise par le Parti Communiste russe, en tant que parti dirigeant du prolétariat soutenu par les paysans, à la conquête et à la défense du pouvoir politique. L'unité idéologique et organique du Parti, sa discipline sévère, ont donné aux masses l'assurance révolutionnaire du but à atteindre et des méthodes à employer, ont élevé ses qualités de décision et de dévouement jusqu'à l'héroïsme et créé un lien organique indestructible entre les masses et les chefs.

Le 4^e Congrès mondial rappelle aux travailleurs de tous les pays que la révolution prolétarienne ne pourra jamais vaincre à l'intérieur d'un seul pays, mais dans le cadre international, en tant que révolution prolétarienne mondiale. La lutte de la Russie des Soviets pour son existence et pour les conquêtes de la révolution est la lutte pour la libération des travailleurs, des opprimés et exploités du monde entier. Les travailleurs russes ont fait surabondamment leur devoir en tant que champions révolutionnaires du prolétariat mondial. Le prolétariat mondial devra aussi remplir sa tâche. Dans tous les pays, les ouvriers, les déshérités et les opprimés devront manifester moralement, économiquement et politiquement leur complète solidarité avec la Russie des Soviets. Ce n'est pas seulement la solidarité internationale, mais c'est leur intérêt le plus élémentaire qui doit les décider à engager un combat acharné contre la bourgeoisie et l'état capitaliste. Dans tous les pays leurs mots d'ordre devront être les suivants :

Ne touchez pas à la Russie des Soviets ! Reconnaissance de la République des Soviets ! Assistance vigoureuse de toute sorte pour la reconstruction économique de la Russie des Soviets !

Tout renforcement de la Russie des Soviets équivaut à un affaiblissement de la bourgeoisie mondiale. Le maintien depuis cinq ans du régime des Soviets est le coup le plus dur que le capitalisme mondial ait reçu jusqu'à présent.

Le 4^e Congrès mondial demande aux travailleurs de tous les pays capitalistes de s'inspirer de l'exemple de la Russie des Soviets, et de porter au capitalisme le coup mortel, de tendre toutes leurs forces pour réaliser la révolution mondiale.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 6 -

Résolution sur le Traité de Versailles

[Retour à la table des matières](#)

La guerre mondiale s'est terminée par l'écroulement de trois puissances impérialistes : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Quatre grands rapaces sont sortis victorieux de la lutte : les États-Unis, l'Angleterre, la France et le Japon.

Les traités de paix, dont celui de Versailles constitue le noyau central, sont une tentative de stabiliser la domination mondiale de ces quatre puissances victorieuses : politiquement et économiquement, en réduisant tout le reste du monde en un domaine colonial d'exploitation ; socialement en consolidant la bourgeoisie vis-à-vis du prolétariat de chaque pays et de la Russie prolétarienne révolutionnaire victorieuse, grâce à une alliance de toutes les bourgeoisies. Dans ce but on a construit et on a armé une digue de petits États vassaux autour de la Russie pour étouffer cette dernière à la première occasion. Les États vaincus devaient en outre réparer complètement les dommages matériels subis par les États victorieux.

Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde qu'aucune des présomptions sur lesquelles étaient bâtis tous ces traités de paix n'était fondée. La tentative de rétablir un nouvel équilibre sur des bases capitalistes a échoué. L'histoire des quatre dernières années montre un chancellement continu, une insécurité permanente ; les crises économiques, le chômage et la surproduction, les crises ministérielles, les crises de parti, les crises extérieures n'en finissent plus. Au moyen d'une série infinie de conférences, les puissances impérialistes essaient d'arrêter la ruine du système mondial édifié par ces traités et de dissimuler la banqueroute de Versailles.

Les tentatives pour renverser en Russie la dictature du prolétariat ont échoué. Le prolétariat de tous les pays capitalistes prend de plus en plus résolument position en faveur de la Russie des Soviets. Même les chefs de l'Internationale d'Amsterdam sont obligés de déclarer ouvertement que la chute de la domination prolétarienne en Russie serait une victoire de la réaction mondiale sur tout le prolétariat.

La Turquie, précurseur de l'Orient en marche vers la révolution, a résisté les armes à la main à l'application du traité de paix ; à la Conférence de Lausanne ont lieu les funérailles solennelles d'une partie importante des traités.

La crise économique mondiale persistante a donné la preuve que la conception économique du traité de Versailles n'est pas soutenable. La puissance européenne capitaliste dirigeante, l'Angleterre, qui dépend dans la plus grande mesure du commerce mondial ne peut consolider sa base économique sans la restauration de l'Allemagne et de la Russie.

Les États-Unis, la plus forte puissance impérialiste, se sont complètement détournés de l'œuvre de paix et cherchent à fonder leur impérialisme mondial sur leurs propres forces. Ils ont réussi à gagner l'appui de parties importantes de l'Empire mondial anglais, du Canada et de l'Australie.

Les colonies opprimées de l'Angleterre, base de son pouvoir mondial, se rebellent ; tout le monde musulman est en révolte ouverte ou latente.

Toutes les présomptions de l'œuvre de paix ont fait défaut, sauf une : que le prolétariat de tous les pays bourgeois doit payer les charges de la guerre et de la paix de Versailles.

La France

En apparence, c'est la France qui, de tous les pays victorieux, s'est le plus accru en puissance. Outre la conquête de l'Alsace-Lorraine, l'occupation de la rive gauche du Rhin, les innombrables milliards de dommages de guerre qu'elle réclame à l'Allemagne, elle est devenue en fait la plus grande puissance militaire du continent européen. Avec ses États vassaux, dont les armées sont instruites et dirigées par des généraux français (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie), avec sa propre grande armée, avec ses sous-marins et sa flotte aérienne, elle domine le continent européen, elle joue le rôle de gardien du traité de Versailles. Mais la base économique de la France, sa petite population diminuant de plus en plus, son énorme dette intérieure et extérieure et sa dépendance économique à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique ne donnent pas un fondement suffisant à sa soif inextinguible d'expansion impérialiste. Sous le rapport de la puissance politique, elle est gênée par la maîtrise de l'Angleterre sur toutes les bases navales importantes, par le monopole du pétrole détenu par l'Angleterre et l'Amérique. Sous le rapport économique, son enrichissement en minerais de fer procuré par le traité de Versailles perd sa valeur du fait que les mines correspondantes de charbon du bassin de la Ruhr sont restées à l'Allemagne. L'espoir de remettre en ordre les finances ébranlées de la France avec l'aide des réparations payées par l'Allemagne est apparue illusoire. Tous les experts financiers sont unanimes à reconnaître que l'Allemagne ne saurait payer les sommes dont la France a besoin pour assainir ses finances. Il ne reste à la bourgeoisie française qu'un moyen : réduire le niveau d'existence du prolétariat français à celui du prolétariat allemand. La famine du travailleur allemand est une image de la misère qui menace pour demain l'ouvrier français. La dépréciation du franc, provoquée consciemment par certains milieux de la grande industrie française, constituera un moyen de rejeter sur les épaules du prolétariat français les charges de la guerre après que l'œuvre de paix de Versailles sera apparue impraticable.

L'Angleterre

La guerre mondiale a donné à l'Angleterre l'unification de son empire colonial, du Cap de Bonne-Espérance, à travers l'Égypte et l'Arabie, jusqu'aux Indes. Elle a maintenu en sa possession tous les principaux accès sur la mer. Par des concessions accordées à ses colonies d'émigration, elle a cherché à construire l'Empire mondial anglo-saxon.

Mais malgré toute la souplesse de sa bourgeoisie, malgré son effort pour reconquérir le marché mondial, il est apparu qu'avec la situation mondiale créée par le traité de Versailles l'Angleterre ne peut plus progresser. L'état industriel anglais ne peut plus exporter si l'Allemagne et la Russie ne sont pas restaurées économiquement. Sous ce rapport, l'antagonisme entre l'Angleterre et la France s'aggrave ; l'Angleterre veut vendre ses marchandises à l'Allemagne, ce que le traité de Versailles rend impossible ; la France veut arracher à l'Allemagne des sommes colossales sous forme de

contributions de guerre, ce qui ruine la force d'achat de l'Allemagne. C'est pourquoi l'Angleterre est pour la suppression des réparations, et la France mène dans le Proche-Orient une guerre dissimulée contre l'Angleterre pour la contraindre à céder dans la question des réparations. Tandis que le prolétariat anglais supporte les charges de la guerre sous la forme du chômage de millions d'ouvriers, la bourgeoisie d'Angleterre et de France s'accorde aux dépens de l'Allemagne.

L'Europe Centrale et l'Allemagne

L'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Europe Centrale, la nouvelle colonie des brigands impérialistes. Divisée en d'innombrables petits États et en une série de régions économiquement non viables, l'Europe Centrale est incapable de vie politique indépendante. Elle est la colonie du capital anglais et français. Selon l'intérêt changeant de ces grandes puissances, ses divers tronçons sont excités les uns contre les autres. La Tchécoslovaquie, sur un domaine économique de 60 millions d'individus, est constamment en proie à la crise économique. L'Autriche a été réduite à l'état de monstre non viable qui ne mène plus, en apparence, une existence politique indépendante que grâce aux rivalités des pays voisins. La Pologne, à laquelle des vastes régions occupées par des populations de langues étrangères ont été attribuées, est un avant-poste de la France, une caricature de l'impérialisme français. Dans tous ces pays, le prolétariat doit payer les frais de la guerre sous forme d'une réduction de son niveau d'existence ou d'un formidable chômage.

Mais l'objet le plus important du traité de Versailles, c'est l'Allemagne désarmée, privée de toute possibilité de défense. Elle est livrée à la merci des puissances impérialistes. La bourgeoisie allemande cherche à lier ses intérêts tantôt à ceux de la bourgeoisie anglaise, tantôt à ceux de la bourgeoisie française. Elle cherche à satisfaire une partie des prétentions de la France au moyen d'une exploitation aggravée du prolétariat allemand et à assurer en même temps sa propre domination sur ce prolétariat avec l'aide étrangère. Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ouvrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé par suite du traité de Versailles ne donnent pas la possibilité de payer les réparations. L'Allemagne devient donc le ballon de jeu de l'Angleterre et de la France. La bourgeoisie française veut résoudre la question par la force en occupant le bassin de la Ruhr et la rive gauche du Rhin. L'Angleterre s'y oppose. Seule, l'aide de la plus grande puissance économique, les États-Unis, eût pu concilier les intérêts contradictoires de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne.

Les États-Unis d'Amérique

Les États-Unis se sont retirés depuis longtemps de l'œuvre de paix de Versailles, en refusant de ratifier le traité. Les États-Unis qui sont sortis de la guerre mondiale comme la plus grande puissance économique et politique, et envers qui les puissances impérialistes européennes sont fortement endettées, ne se montrent pas disposés à guérir, au moyen de nouveaux grands crédits à l'Allemagne, la crise financière de la France. Le capital des États-Unis se détourne de plus en plus du chaos européen et cherche avec beaucoup de succès à se créer dans l'Amérique Centrale et du Sud et en Extrême-Orient un empire colonial et à assurer à sa classe régnante l'exploitation du

marché intérieur par un système douanier protectionniste. En abandonnant de la sorte l'Europe continentale à son sort, les États-Unis, tout en appliquant leur suprématie économique à la construction de navires de guerre, ont contraint les autres puissances impérialistes à accepter l'accord de désarmement de Washington. Ils ont ainsi ruiné une des bases les plus importantes de l'œuvre de Versailles, à savoir : la suprématie maritime de l'Angleterre, et de la sorte il n'y a plus de sens pour l'Angleterre à rester dans le groupement de puissances prévu à Washington.

Le Japon et les colonies

La plus jeune puissance mondiale impérialiste, le Japon, se tient à l'écart du chaos européen créé par le traité de Versailles. Mais, par le développement des États-Unis en puissance mondiale, ses intérêts ont été vivement touchés. À Washington, il a été obligé de dissoudre son alliance avec l'Angleterre, ce qui a ruiné encore une des bases les plus importantes de la division du monde faite à Versailles. En même temps, non seulement les peuples opprimés se révoltent contre la domination de l'Angleterre et du Japon, mais les colonies d'émigration de l'Angleterre cherchent à assurer leurs intérêts au moyen d'un rapprochement avec les États-Unis, dans la lutte imminente entre les États-Unis et le Japon. Le cadre de l'impérialisme anglais se relâche ainsi de plus en plus.

Vers une nouvelle guerre mondiale

Les tentatives des grandes puissances impérialistes pour créer une base permanente à leur domination mondiale ont échoué lamentablement devant leurs intérêts contradictoires. La grande œuvre de paix est ruinée. Les grandes puissances arment leurs États vassaux en vue d'une nouvelle guerre. Le militarisme est plus fort que jamais. Et quoique la bourgeoisie redoute anxieusement une nouvelle révolution prolétarienne à la suite d'une guerre mondiale, les lois internes de l'ordre social capitaliste poussent irrésistiblement à un nouveau conflit mondial.

Les objectifs des Partis Communistes

Les Internationales 2 et 2 ½ s'appliquent à soutenir l'aile radicale de la bourgeoisie, qui représente avant tout les intérêts du capital commercial et bancaire dans sa lutte impuissante pour la suppression des réparations. Comme dans toutes les questions, dans celle-ci aussi, elles marchent avec la bourgeoisie. La tâche des Partis Communistes, et en premier lieu de ceux des pays victorieux, est donc de rendre clair aux masses que l'œuvre de paix de Versailles rejette toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays victorieux que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays sont les véritables victimes. Sur cette base, les Partis Communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles.

Le Parti Communiste Français doit lutter de toutes ses forces contre les tendances impérialistes de sa propre bourgeoisie, contre sa tentative à s'enrichir au moyen de l'exploitation aggravée du prolétariat allemand, contre l'occupation du bassin de la Ruhr, contre le morcellement de l'Allemagne, contre l'impérialisme français. Il ne suffit plus aujourd'hui de combattre en France la soi-disant défense de la patrie, il faut lutter pas à pas contre le traité de Versailles.

Le devoir des Partis Communistes de Tchécoslovaquie, de Pologne et des autres pays vassaux de la France, est de lier la lutte contre leur propre bourgeoisie à la lutte contre l'impérialisme français. Il faut, au moyen d'actions communes de masses, rendre clair au prolétariat français et allemand que la tentative de réaliser le traité de Versailles réduit à la plus profonde misère le prolétariat des deux pays et avec lui le prolétariat de toute l'Europe.

Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical

I. — Situation du mouvement syndical

[Retour à la table des matières](#)

1. Au cours de ces deux dernières années, marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions (Allemagne, Autriche), les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Ce recul s'explique à la fois par les vastes offensives de la bourgeoisie et par l'impuissance des syndicats réformistes, non seulement à résoudre la question sociale, mais même à résister sérieusement à l'attaque capitaliste et à défendre les intérêts les plus élémentaires des masses ouvrières.
2. Devant cette offensive capitaliste d'une part et cette collaboration de classe persistante d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là, non seulement leurs tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le syndicat a cessé d'être pour beaucoup un foyer d'agitation, parce qu'il n'a pas su et dans bien des cas il n'a pas voulu arrêter l'offensive du capital et maintenir les positions acquises. La stérilité du réformisme s'est manifestée avec évidence dans la pratique.
3. Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière ; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration de classes, sous prétexte « d'utiliser le capital au profit des ouvriers ». En fait, le capital a continué d'utiliser dans ses intérêts les organisations en les rendant complices de l'abaissement du niveau d'existence des masses. La période écoulée a surtout renforcé les liens qui existaient déjà entre les gouvernements et les meneurs réformistes, de même que la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de ses dirigeants.

II. L'offensive d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires

4. Au moment même où ils cédaient sur toute la ligne à la pression bourgeoise, les chefs réformistes engageaient leur offensive contre les ouvriers révolutionnaires.

Voyant que leur mauvaise volonté à organiser la résistance contre le capital avait provoqué une fermentation profonde dans les masses ouvrières, et résolu à nettoyer les organisations de la contagion révolutionnaire, ils entreprirent contre le mouvement syndical révolutionnaire une offensive en règle tendant à désagréger et à démoraliser la minorité révolutionnaire par tous les

moyens en leur pouvoir, et à faciliter la consolidation de la domination de classe ébranlée de la bourgeoisie.

5. Pour conserver leur autorité, les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam n'hésitent pas à exclure, non seulement des individus et de petits groupes, mais des organisations entières ; pour rien au monde les gens d'Amsterdam ne veulent rester en minorité et, en cas de menace des éléments révolutionnaires, partisans de l'Internationale Syndicale Rouge, et de l'Internationale Communiste, ils sont décidés à provoquer la scission, pourvu qu'ils puissent ainsi conserver leur mainmise sur l'appareil administratif et les ressources matérielles.

Ainsi ont fait les chefs de la C.G.T. française ; sur la même voie sont engagés les réformistes de Tchécoslovaquie et les meneurs de la Confédération Nationale des Syndicats allemands. Les intérêts de la bourgeoisie exigent la scission du mouvement syndical.

6. En même temps que l'offensive réformiste se déclenchait dans les différents pays, la même offensive se déclenchait dans le monde entier : les Fédérations internationales adhérant à Amsterdam excluait systématiquement ou refusaient d'admettre les Fédérations nationales révolutionnaires correspondantes. Ainsi les congrès internationaux du sous-sol, du textile, des employés, des cuirs et peaux, des travailleurs sur bois, du bâtiment et des P.T.T. ont refusé d'admettre les syndicats russes et les autres syndicats révolutionnaires parce que ces derniers appartiennent à l'Internationale Syndicale Rouge.
7. Cette campagne des gens d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires est une expression de la campagne du capital international contre la classe ouvrière. Elle poursuit les mêmes buts : consolider le système capitaliste sur la misère des masses laborieuses. Le réformisme pressent sa fin prochaine ; il veut, à l'aide des exclusions et de la scission des éléments les plus combattifs, affaiblir au maximum la classe ouvrière pour la rendre incapable de mettre la main sur le pouvoir et les moyens de production et d'échange.

III. Les anarchistes et les communistes

8. En même temps, une « offensive » toute semblable à celle d'Amsterdam était lancée par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier contre l'Internationale Communiste, les Partis Communistes et les noyaux communistes des syndicats. Un certain nombre d'organisations anarcho-syndicalistes se déclarèrent ouvertement hostiles à l'Internationale Communiste et à la Révolution russe, en dépit de leur adhésion solennelle à l'Internationale Communiste en 1920 et de leurs Adresses de sympathie au prolétariat russe et à la Révolution d'Octobre.

Ainsi, les syndicats italiens, les localistes allemands, les anarcho-syndicalistes de France, de Hollande et de Suède.

9. Au nom de l'autonomie syndicale, certaines organisations syndicalistes (Secrétariat Ouvrier National de Hollande, I.W.W., Union syndicale Italienne, etc...) excluent les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge en général et les communistes en particulier. Ainsi la devise

d'autonomie, après avoir été archi révolutionnaire, est devenue anticommuniste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire et coïncide avec celle d'Amsterdam qui fait la même politique sous le drapeau de l'indépendance, bien que ce ne soit un secret pour personne qu'elle dépend entièrement de la bourgeoisie nationale et internationale.

10. L'action des anarchistes contre l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et la Révolution russe a apporté la décomposition et la scission dans leurs propres rangs. Les meilleurs éléments ouvriers sont intervenus contre cette idéologie. L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme se sont scindés en plusieurs groupes et tendances qui mènent une lutte acharnée pour ou contre l'I. S. R., pour ou contre la dictature prolétarienne, pour ou contre la Révolution ru

IV. Neutralisme et autonomie

11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.
12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.
13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.
14. Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manœuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière.

V. Syndicalisme et communisme

16. Les anarcho-syndicalistes confondent syndicats et syndicalisme en faisant passer leur parti anarcho-syndicaliste pour la seule organisation réellement révolutionnaire et capable de mener à terme l'action de classe du prolétariat. Le syndicalisme, qui constitue un immense progrès sur le trade-unionisme, présente cependant de nombreux défauts et côtés malfaisants, auxquels il faut résister de la façon la plus ferme.
17. Les communistes ne peuvent ni ne doivent au nom de principes abstraits anarcho-syndicalistes abandonner leur droit à organiser des « noyaux » au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever. Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui y ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.
18. Les communistes doivent se charger de l'initiative de créer dans les syndicats un bloc avec les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. Les plus proches du communisme sont les « syndicalistes communistes », qui reconnaissent la nécessité de la dictature prolétarienne et défendent contre les anarcho-syndicalistes le principe de l'État ouvrier. Mais la coordination des actions suppose une organisation des communistes. Une action isolée et individuelle des communistes ne saurait se coordonner avec qui que ce soit, parce qu'elle ne présenterait aucune force sérieuse.
19. Tout en réalisant de la façon la plus énergique et la plus conséquente leurs principes, tout en combattant les théories anticomunistes d'autonomie et la séparation de la politique et de l'économie, idée anarchiste extrêmement nuisible au progrès révolutionnaire de la classe ouvrière, les communistes doivent, à l'intérieur des syndicats de toutes tendances, s'efforcer de coordonner leur action dans la lutte pratique contre le réformisme et le verbalisme anarcho-syndicaliste avec tous les éléments révolutionnaires qui sont pour le renversement du capitalisme et pour la dictature du prolétariat.
20. Dans les pays où existent des organisations importantes syndicalistes-révolutionnaires (France) et où sous l'influence de toute une série de causes historiques, la méfiance à l'égard des partis politiques persiste dans certaines couches d'ouvriers révolutionnaires, les communistes élaborent sur place, d'accord avec les syndicalistes, conformément aux particularités du pays et du

mouvement ouvrier en cause, les formes et méthodes de lutte commune et de collaboration dans toutes les actions défensives et offensives contre le capital.

VI. La lutte pour l'unité syndicale

21. Le mot d'ordre de l'Internationale Communiste (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. Chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.
22. La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.
23. Dans les pays où deux centrales syndicales nationales existent parallèlement (Espagne, France, Tchécoslovaquie, etc...) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Étant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.
24. La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie ; sur le terrain d'un travail pratique, d'une lutte pratique, on peut grouper les éléments dispersés du mouvement ouvrier et créer, dans le cas d'une scission syndicale, les conditions propres à assurer leur unification organique. Chaque communiste doit avoir en vue que la scission syndicale est non seulement une menace pour les conquêtes immédiates de la classe ouvrière, mais encore une menace pour la révolution sociale. Les tentatives des réformistes de scinder les syndicats doivent être étouffées radicalement ; or, cela ne peut être atteint qu'à l'aide d'un travail énergique d'organisation et un travail politique dans les masses ouvrières.

VII. La lutte contre l'exclusion des communistes

25. L'exclusion des communistes a pour but de désorganiser le mouvement révolutionnaire en isolant les dirigeants des masses ouvrières ; aussi, les communistes ne peuvent pas se borner aux formes

et méthodes de lutte mises en vigueur par eux jusqu'à l'heure actuelle. Le mouvement syndical mondial est arrivé à son moment le plus critique. La volonté scissionniste des réformistes s'est exacerbée, tandis que notre volonté de sauvegarder l'unité syndicale est attestée par des faits nombreux, et les communistes doivent montrer à l'avenir, également pratiquement, la valeur qu'ils attachent à l'unité du mouvement syndical.

26. Plus la ligne scissionniste de nos ennemis devient évidente et plus il faut montrer de vigueur à mettre en avant le problème de l'unité syndicale. Pas une fabrique, pas une usine, pas une réunion ouvrière ne doivent être oubliées, partout doit se faire entendre la protestation contre la tactique d'Amsterdam. Il faut que le problème de la scission syndicale soit posé devant chaque syndiqué et il faut qu'il soit posé, non seulement à un moment où la scission est imminente, mais alors qu'elle est à peine amorcée. La question de l'exclusion des communistes du mouvement syndical doit être mise à l'ordre du jour de tout le mouvement de chaque pays en cause. Les communistes sont assez forts pour ne pas se laisser étrangler sans mot dire. La classe ouvrière doit savoir qui est pour la scission et qui est pour l'unité.
27. L'exclusion des communistes après leur élection à des fonctions syndicales par des organisations locales ne doit pas seulement susciter des protestations contre la violence exercée à l'égard de la volonté des électeurs ; une telle exclusion doit provoquer une résistance organisée bien déterminée. Les membres exclus ne doivent pas demeurer dispersés. La tâche la plus importante des partis communistes consiste à ne pas permettre aux éléments exclus de se désagréger. Ils doivent s'organiser en syndicats d'exclus en mettant au centre de leur travail politique un programme concret et l'exigence de leur réintégration.
28. La lutte contre les exclusions est en fait une lutte pour l'unité du mouvement syndical. Ici, toutes les mesures sont bonnes, toutes les mesures qui aboutissent au rétablissement de l'unité détruite. Les exclus ne doivent pas demeurer isolés et coupés de toute opposition, pas plus que des organisations révolutionnaires indépendantes existant dans le pays en cause, en vue de l'organisation commune de la lutte contre les exclusions et pour la coordination de l'action dans la lutte contre le capital.
29. Les mesures pratiques de lutte peuvent et doivent être complétées et modifiées en conformité avec les conditions et particularités locales. Il est important que les partis communistes prennent nettement une position anti-scissionniste de combat et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour tenir en échec la politique des exclusions qui s'est sensiblement renforcée en relation avec le commencement de la fusion des Internationales 2 et 2 ½. Il n'existe pas de moyens et méthodes universels et définitifs dans la lutte contre les exclusions. Sous ce rapport, les partis communistes ont la possibilité de lutter par les moyens qui sont à leurs yeux les meilleurs pour arriver à ce but : la conquête des syndicats et le rétablissement de l'unité syndicale détruite.
30. Les communistes doivent développer la lutte la plus énergique contre l'exclusion des syndicats révolutionnaires du sein des Fédérations Internationales par industrie. Les partis communistes ne

peuvent et ne doivent pas demeurer spectateurs passifs de l'exclusion des syndicats révolutionnaires, pour la seule raison qu'ils sont révolutionnaires. Les comités internationaux de propagande par industrie, créés par l'Internationale Syndicale Rouge, doivent trouver le soutien le plus ardent de la part des partis communistes, de façon à grouper toutes les forces révolutionnaires existantes dans le but de lutter pour les fédérations internationales uniques par industrie. Toute cette lutte doit se faire sous le drapeau de l'admission de tous les syndicats, sans distinction de tendance, sans distinction de courants politiques, dans une organisation internationale unique d'industrie.

Conclusion

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare solennellement que toutes les fois que les gens d'Amsterdam n'auront pas recours aux exclusions, toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare que tous les partis communistes doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays, et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'Internationale Syndicale Rouge.

Thèses générales sur la question d'Orient

I. — La croissance du mouvement ouvrier en Orient

[Retour à la table des matières](#)

Se fondant sur l'expérience de l'édification soviétique en Orient et sur la croissance des mouvements nationalistes révolutionnaires aux colonies, le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste a fixé la position principale de l'ensemble de la question nationale et coloniale à une époque de lutte à longue échéance entre l'impérialisme et la dictature prolétarienne.

Depuis, la lutte contre le joug impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux s'est considérablement intensifiée sur le terrain de l'aggravation de la crise politique et économique d'après-guerre de l'impérialisme.

Les faits suivants le prouvent :

- 1° la faillite du traité de Sèvres, qui avait pour objet le démembrement de la Turquie, et la restauration de l'autonomie nationale et politique de celle-ci ;*
- 2° une forte recrudescence du mouvement nationaliste révolutionnaire aux Indes, en Mésopotamie, en Égypte, au Maroc, en Chine et en Corée ;*
- 3° la crise intérieure sans issue où se trouve engagé l'impérialisme japonais, crise qui a provoqué l'accroissement rapide des éléments de la révolution bourgeoise démocratique et le passage du prolétariat japonais à une lutte de classe autonome ; 4° l'éveil du mouvement ouvrier dans tous les pays orientaux et la formation, dans presque tous ces pays, de partis communistes.*

Les faits précités sont l'indice d'une modification survenue à la base sociale du mouvement révolutionnaire des colonies ; cette modification provoque une intensification de la lutte anti-impérialiste dont, de cette façon, la direction n'appartient plus exclusivement aux éléments féodaux et à la bourgeoisie nationaliste qui sont prêts à des compromis avec l'impérialisme.

La guerre impérialiste de 1914-18 et la longue crise du capitalisme, surtout du capitalisme européen, qui s'ensuivit, ont débilité la tutelle économique des métropoles sur les colonies.

D'un autre côté, les mêmes circonstances qui ont eu pour résultat un rétrécissement de la base économique et de la sphère d'influence politique du capitalisme mondial ont accentué encore davantage les compétitions capitalistes autour des colonies, d'où une rupture d'équilibre dans l'ensemble du système du capitalisme mondial (lutte pour le pétrole, conflit anglo-français en Asie Mineure, rivalité américano-japonaise pour la domination sur l'océan Pacifique, etc...).

C'est précisément cet affaiblissement de l'ascendant capitaliste sur les colonies, en même temps que la rivalité croissante des divers groupes impérialistes, qui a facilité le développement du capitalisme indigène dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ; ce capitalisme a déjà débordé et continue à déborder le cadre étroit et gênant de la domination impérialiste des métropoles. Jusqu'à présent, le capital des métropoles persistant à vouloir monopoliser la plus-value de l'exploitation commerciale, industrielle et fiscale des pays arriérés, tâchait d'isoler ces derniers de la circulation économique du reste du monde. La revendication d'une autonomie nationale et économique arborée par le mouvement nationaliste colonial est l'expression du besoin de développement bourgeois éprouvé par ces pays. Le progrès constant des forces productrices indigènes aux colonies se trouve ainsi en contradiction irréductible avec les intérêts du capitalisme mondial, car l'essence même de l'impérialisme comporte l'utilisation de la différence de niveau qui existe dans le développement des forces productrices des divers secteurs de l'économie mondiale, dans le but de s'assurer la totalité de la plus-value monopolisée.

II. Les conditions de la lutte

Le caractère retardataire des colonies s'accuse dans la diversité des mouvements nationalistes révolutionnaires dirigés contre l'impérialisme et reflète les divers niveaux de transition entre les corrélations féodales et féodalo-patriarcales et le capitalisme. Cette diversité prête un aspect particulier à l'idéologie de ces mouvements.

Dans ces pays, le capitalisme surgit et se développe sur une base féodale ; il prend des formes incomplètes, transitoires et bâtardes qui laissent la prépondérance, avant tout, au capital commercial et usuraire (Orient musulman, Chine). Aussi la démocratie bourgeoise prend-elle, pour se différencier des éléments féodalo-bureaucratiques et féodalo-agrariens, une voie détournée et embrouillée. Tel est le principal obstacle au succès de la lutte contre le joug impérialiste, car l'impérialisme étranger ne se fait pas faute de transformer dans tous les pays arriérés la couche supérieure féodale (et en partie semi-féodale, semi-bourgeoise) de la société indigène en instrument de sa domination (gouverneurs militaires, ou toukoiuns en Chine, bureaucratie et aristocratie en Perse, fermiers de l'impôt foncier, zémindars et taloukdars aux Indes, planteurs de formation capitaliste en Égypte, etc...).

Ainsi les classes dirigeantes des pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont-elles ni la capacité ni le désir de diriger la lutte contre l'impérialisme, à mesure que cette lutte se transforme en un mouvement révolutionnaire de masses. Là seulement où le régime féodalo-patriarcal ne s'est pas suffisamment décomposé pour séparer complètement les hautes couches indigènes des masses du peuple, comme par exemple chez les nomades et semi-nomades, les représentants de ces hautes couches peuvent jouer le rôle de guides actifs dans la lutte contre l'oppression capitaliste (Mésopotamie, Mongolie, Maroc).

Dans les pays musulmans, le mouvement national trouve tout d'abord son idéologie dans les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme, ce qui permet aux fonctionnaires et aux diplomates des métropoles de se servir des préjugés et de l'ignorance des multitudes populaires pour combattre ce mouvement (c'est ainsi que les Anglais jouent au panislamisme et au panarabisme, déclarant vouloir

transporter le Khalifat aux Indes, etc..., et l'impérialisme français spéculé sur les « sympathies musulmanes »). Cependant, à mesure que s'élargit et mûrit le mouvement d'émancipation nationale, les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme sont évincés par des revendications politiques concrètes. Ce qui le confirme, c'est la lutte commencée dernièrement en Turquie pour enlever au Khalifat son pouvoir temporel.

La tâche fondamentale, commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement national saura entraîner dans son cours, après avoir rompu toutes relations avec les éléments féodaux et réactionnaires et incarné dans son programme les revendications sociales de ces masses.

Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. La liaison qui existe entre la bourgeoisie indigène et les éléments féodalo-réactionnaires permet aux impérialistes de tirer largement parti de l'anarchie féodale, de la rivalité qui règne entre les divers clans et tribus, de l'antagonisme entre la ville et les campagnes, de la lutte entre castes et sectes nationalo-religieuses pour désorganiser le mouvement populaire (Chine, Perse, Kurdistan, Mésopotamie).

III. La question agraire

Dans la plupart des pays d'Orient (Inde, Perse, Égypte, Syrie, Mésopotamie), la question agraire présente une importance de premier ordre dans la lutte pour l'affranchissement du joug du despotisme métropolitain. En exploitant et en ruinant la majorité paysanne des pays arriérés, l'impérialisme la prive des moyens élémentaires d'existence, cependant que l'industrie peu développée, disséminée sur divers points du pays, est incapable d'absorber l'excédent de population rurale qui, en outre, ne peut même pas émigrer. Les paysans pauvres restés sur leur sol se transforment en serfs. Si, dans les pays civilisés, les crises industrielles d'avant-guerre jouaient le rôle de régulateur de la production sociale, ce rôle régulateur est rempli dans les colonies par les famines. L'impérialisme, ayant un intérêt vital à recevoir le plus de bénéfices avec le moins de dépenses, soutient jusqu'à la dernière extrémité dans les pays arriérés les formes féodales et usuraires d'exploitation de la main-d'œuvre. Dans certains pays, comme par exemple aux Indes, il s'attribue le monopole, appartenant à l'état féodal indigène, de la jouissance des terres et transforme l'impôt foncier en une redevance qui doit être versée au capital métropolitain et à ses commis, les « zémindaram » et « taloukdar ». Dans d'autres pays, l'impérialisme se saisit de la rente foncière en se servant pour cela de l'organisation indigène de la grosse propriété foncière (Perse, Maroc, Égypte, etc...). Il s'ensuit que la lutte pour la suppression des barrières et des redevances féodales qui restent sur le sol revêt le caractère d'une lutte d'émancipation nationale contre l'impérialisme et la grande propriété foncière féodale. On peut prendre pour exemple le soulèvement des Moplabs

contre les propriétaires fonciers et les Anglais, en automne 1921, aux Indes, et le soulèvement des Sikhs, en 1922. Seule, une révolution agraire ayant pour objet l'expropriation de la grosse propriété féodale est capable de soulever les multitudes paysannes et d'acquérir une influence décisive dans la lutte contre l'impérialisme. Les nationalistes bourgeois ont peur des mots d'ordre agraires et les rognent tant qu'ils peuvent (Indes, Perse, Égypte), ce qui prouve l'étroite liaison qui existe entre la bourgeoisie indigène et la grande propriété foncière féodale et féodalo-bourgeoise ; cela prouve aussi qu'idéologiquement et politiquement les nationalistes dépendent de la propriété foncière. Ces hésitations et ces incertitudes doivent être utilisées par les éléments révolutionnaires pour une critique systématique et divulgatrice de la politique hybride des dirigeants bourgeois du mouvement nationaliste. C'est précisément cette politique hybride qui empêche l'organisation et la cohésion des masses travailleuses, comme le prouve la faillite de la tactique de la résistance passive aux Indes (non-coopération).

Le mouvement révolutionnaire dans les pays arriérés d'Orient ne peut être couronné de succès que s'il est basé sur l'action des multitudes paysannes. C'est pourquoi les partis révolutionnaires de tous les pays d'Orient doivent nettement déterminer leur programme agraire et exiger la suppression totale du féodalisme et de ses survivances qui trouvent leur expression dans la grande propriété foncière et dans l'exemption de l'impôt foncier. Aux fins d'une participation active des masses paysannes à la lutte pour l'affranchissement national, il est indispensable de proclamer une modification radicale du système de jouissance du sol. De même, il est indispensable de forcer les partis bourgeois nationalistes à adopter la plus grande partie possible de ce programme agraire révolutionnaire.

IV. Le mouvement ouvrier en Orient

Le jeune mouvement ouvrier oriental est un produit du développement du capitalisme indigène de ces derniers temps. Jusqu'à présent, la classe ouvrière indigène, si même on prend son noyau fondamental, se trouve traverser une époque transitoire, s'acheminant du petit atelier corporatif à la fabrique du grand type capitaliste. Pour autant que les intellectuels bourgeois nationalistes entraînent dans le mouvement révolutionnaire la classe ouvrière pour lutter contre l'impérialisme, leurs représentants assument tout d'abord un rôle directeur dans l'action et l'organisation professionnelle embryonnaire. Au début, l'action de la classe ouvrière ne dépasse pas le cadre des intérêts « communs à toutes les nations » de démocratie bourgeoise (grèves contre la bureaucratie et l'administration impérialiste en Chine et aux Indes). Bien souvent, comme l'a indiqué le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, les représentants du nationalisme bourgeois, exploitant l'autorité politique et morale de la Russie des Soviets et s'adaptant à l'instinct de classe des ouvriers, drapent leurs aspirations démocratico-bourgeoises dans du « socialisme » et du « communisme » pour détourner ainsi, parfois sans s'en rendre compte, les premiers organes embryonnaires du prolétariat de leurs devoirs d'organisation de classe (tel le Parti Behill Ardou en Turquie, qui a repeint le panturquisme en rouge, et le « socialisme d'état » préconisé par certains représentants du parti Kuomintang).

Malgré cela, le mouvement professionnel et politique de la classe ouvrière des pays arriérés a grandement progressé dans ces dernières années. La formation de partis autonomes de la classe prolétarienne dans presque tous les pays orientaux est un fait symptomatique, bien que la majorité écrasante de ces partis doive faire encore un grand travail intérieur pour se libérer de l'esprit de coterie et de beaucoup d'autres défauts. L'Internationale Communiste a, dès le début, apprécié à sa juste valeur l'importance potentielle du mouvement ouvrier en Orient, et cela prouve bien que les prolétaires du monde entier sont unifiés internationalement sous le drapeau du Communisme. Les Internationales 2 et 2 ½ n'ont, jusqu'à présent, trouvé de partisans dans aucun des pays arriérés, parce qu'elles se bornent à jouer un « rôle auxiliaire » en face de l'impérialisme européen et américain.

V. Les objectifs généraux des partis communistes de l'Orient

Les nationalistes bourgeois apprécient le mouvement ouvrier selon l'importance qu'il peut avoir pour leur victoire. Le prolétariat international apprécie le mouvement ouvrier oriental au point de vue de son avenir révolutionnaire. Sous le régime capitaliste, les pays arriérés ne peuvent pas prendre part aux conquêtes de la science et de la culture contemporaine sans payer un énorme tribut à l'exploitation et à l'oppression barbares du capital métropolitain. L'alliance avec les prolétariats des pays hautement civilisés leur sera avantageuse, non seulement parce qu'elle correspond aux intérêts de leur lutte commune contre l'impérialisme, mais aussi parce que c'est seulement après avoir triomphé que le prolétariat des pays civilisés pourra fournir aux ouvriers de l'Orient un secours désintéressé pour le développement de leurs forces productrices arriérées. L'alliance avec le prolétariat occidental fraie la voie vers une fédération internationale des républiques soviétiques. Le régime soviétique offre aux peuples retardataires le moyen le plus facile pour passer de leurs conditions d'existence élémentaires à la haute culture du Communisme, qui est destinée à supplanter dans l'économie mondiale le régime capitaliste de production et de répartition. Le meilleur témoignage en est l'expérience de l'édification soviétique dans les colonies affranchies de l'ex-Empire Russe. Seule, une forme d'administration soviétique est à même d'assurer le couronnement logique de la révolution agraire paysanne. Les conditions spécifiques de l'économie agricole dans une certaine partie des pays orientaux (irrigation artificielle), entretenues jadis par une organisation originale de collaboration collective sur une base féodale et patriarcale et compromises actuellement par la piraterie capitaliste, exigent également une organisation politique capable de servir systématiquement les besoins sociaux. Par suite de conditions climatiques, sociales et historiques particulières, un rôle important appartient généralement en Orient, dans la période transitoire, à la coopération des petits producteurs.

Les tâches objectives de la révolution coloniale dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise. En effet, sa victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial. Au début, la bourgeoisie indigène et les intellectuels indigènes assument le rôle de pionniers des mouvements révolutionnaires coloniaux ; mais dès que les masses prolétariennes et paysannes s'incorporent à ces mouvements, les éléments de la grosse bourgeoisie et de la bourgeoisie foncière s'en écartent, laissant le premier pas aux intérêts sociaux des couches inférieures du peuple. Une longue lutte, qui

durera toute une époque historique, attend le jeune prolétariat des colonies, lutte contre l'exploitation impérialiste et contre les classes dominantes indigènes qui aspirent à monopoliser tous les bénéfices du développement industriel et intellectuel et veulent que les masses restent comme par le passé dans une situation « préhistorique ».

Cette lutte pour l'influence sur les masses paysannes doit préparer le prolétariat indigène au rôle d'avant-garde politique. Ce n'est qu'après s'être soumis à ce travail préparatoire et après lui avoir soumis les couches sociales adjacentes que le prolétariat indigène se trouvera en mesure de faire face à la démocratie bourgeoise orientale, qui porte un caractère de formalisme encore plus hypocrite que la bourgeoisie d'Occident.

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de « défense » exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une « unification nationale » ou d'une « paix sociale » avec les démocrates bourgeois. Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeois. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement apte à leur ouvrir un accès aux masses. Mais ils doivent mener une lutte énergique contre les préjugés patriarco-corporatifs et contre l'influence bourgeoise dans les organisations ouvrières pour défendre ces formes embryonnaires d'organisations professionnelles contre les tendances réformistes et les transformer en organes combattifs des masses. Ils doivent s'employer de toutes leurs forces à organiser les nombreux journaliers et journalières ruraux, de même que les apprentis des deux sexes sur le terrain de la défense de leurs intérêts quotidiens.

VI. Le front anti-impérialiste unique

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique ; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue

échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les social-démocrates, des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc..., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. En même temps, il essaye de lancer des mots d'ordre susceptibles de contribuer à la fusion politique des masses paysannes et semi-prolétariennes avec le mouvement ouvrier. Le front anti-impérialiste unique est lié indissolublement à l'orientation vers la Russie des Soviets.

Expliquer aux multitudes travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique anti-impérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.

Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants. La revendication d'une alliance étroite avec la République prolétarienne des Soviets est la bannière du front anti-impérialiste unique. Après l'avoir élaborée, il faut mener une lutte décisive pour la démocratisation maximum du régime politique, afin de priver de tout soutien les éléments socialement et politiquement les plus réactionnaires et afin d'assurer aux travailleurs la liberté d'organisation leur permettant de lutter pour leurs intérêts de classe (revendications de la république démocratique, réforme agraire, réforme des impositions foncières, organisation d'un appareil administratif basé sur le principe d'un large self-government, législation ouvrière, protection du

travail, des enfants, protection de la maternité, de l'enfance, etc...). Même sur le territoire de la Turquie indépendante la classe ouvrière ne jouit pas de la liberté de coalition, ce qui peut servir d'indice caractéristique de l'attitude adoptée par les nationalistes bourgeois à l'égard du prolétariat.

VII. — Les tâches du prolétariat des pays du Pacifique

La nécessité de l'organisation d'un front anti-impérialiste est dictée en outre par la croissance permanente et ininterrompue des rivalités impérialistes. Ces rivalités revêtent actuellement une telle acuité qu'une nouvelle guerre mondiale, dont l'Océan Pacifique sera l'arène, est inévitable, si la révolution internationale ne la prévient.

La conférence de Washington était une tentative faite pour parer à ce danger, mais en réalité elle n'a fait qu'approfondir et qu'exaspérer les contradictions de l'impérialisme. La lutte qui a eu lieu dernièrement entre Hu-Pei-Fu et Djan-So-Lin en Chine, est la conséquence directe de l'échec du capitalisme japonais et du capitalisme anglo-américain dans leur tentative d'accorder leurs intérêts à Washington. La nouvelle guerre qui menace le monde entraînera non seulement le Japon, l'Amérique et l'Angleterre, mais aussi les autres puissances capitalistes, telles que la France et la Hollande, et tout laisse prévoir qu'elle sera encore plus dévastatrice que la guerre de 1914-18.

La tâche des partis communistes coloniaux et semi-coloniaux des pays riverains de l'Océan Pacifique consiste à mener une propagande énergique ayant pour but d'expliquer aux masses le danger qui les attend et de les appeler à une lutte active pour l'affranchissement national et à insister pour qu'elles s'orientent vers la Russie des Soviets, soutien de tous les opprimés et de tous les exploités.

Les partis communistes des pays impérialistes tels que l'Amérique, le Japon, l'Angleterre, l'Australie et le Canada ont le devoir, vu le danger imminent, de ne pas se borner à une propagande contre la guerre, mais de s'efforcer par tous les moyens d'écarter les facteurs capables de désorganiser le mouvement ouvrier de ces pays et de faciliter l'utilisation par les capitalistes des antagonismes de nationalités et de races.

Ces facteurs sont : la question de l'émigration et celle du bon marché de la main-d'œuvre de couleur.

Le système des contrats reste jusqu'à présent le principal moyen de recrutement des ouvriers de couleur pour les plantations sucrières des pays du sud du Pacifique où les ouvriers sont importés de Chine et des Indes. Ce fait a déterminé les ouvriers des pays impérialistes à exiger la mise en vigueur de lois prohibant l'immigration et l'emploi de la main-d'œuvre de couleur, aussi bien en Amérique qu'en Australie. Ces lois prohibitives accusent l'antagonisme qui existe entre les ouvriers blancs et les ouvriers de couleur, divisent et affaiblissent l'unité du mouvement ouvrier.

Les partis communistes des États-Unis, du Canada et d'Australie doivent entreprendre une campagne énergique contre les lois prohibitives et montrer aux masses prolétariennes de ces pays que des lois de ce genre, excitant les inimitiés de races, se retournent en fin de compte contre les travailleurs des pays prohibitionnistes.

D'un autre côté, les capitalistes suspendent les lois prohibitives pour faciliter l'immigration de la main-d'œuvre de couleur, qui travaille à meilleur marché, et pour diminuer ainsi le salaire des

ouvriers blancs. Cette intention manifestée par les capitalistes de passer à l'offensive peut être déjouée efficacement si les ouvriers immigrés entrent dans les syndicats où sont organisés les ouvriers blancs. Simultanément, doit être revendiquée une augmentation des salaires de la main-d'œuvre de couleur, de façon à les rendre égaux à ceux des ouvriers blancs. Une telle mesure prise par les partis communistes démasquera les intentions capitalistes et en même temps montrera avec évidence aux ouvriers de couleur que le prolétariat international est étranger aux préjugés de race. Pour réaliser les mesures ci-dessus indiquées, les représentants du prolétariat révolutionnaire des pays du Pacifique doivent convoquer une conférence des pays du Pacifique qui élaborera la tactique à suivre et trouvera les formes d'organisation pour l'unification effective du prolétariat de toutes les races des pays du Pacifique.

VIII. Les tâches coloniales des pays métropolitains

L'importance primordiale du mouvement révolutionnaire aux colonies pour la révolution prolétarienne internationale exige une intensification de l'action aux colonies des partis communistes des puissances impérialistes.

L'impérialisme français compte, pour la répression des forces de la révolution prolétarienne en France et en Europe, sur les indigènes des colonies qui, dans sa pensée, serviront de réserves à la contre-révolution.

Les impérialismes anglais et américain continuent, comme par le passé, à diviser le mouvement ouvrier en attirant à leurs côtés l'aristocratie ouvrière par la promesse de lui octroyer une partie de la plus-value provenant de l'exploitation coloniale.

Chacun des partis communistes des pays possédant un domaine colonial doit se charger d'organiser systématiquement une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire ouvrier des colonies. Il faut, à tout prix, combattre opiniâtrement et sans merci les tendances colonisatrices de certaines catégories d'ouvriers européens bien payés, travaillant dans les colonies. Les ouvriers communistes européens des colonies doivent s'efforcer de rallier les prolétaires indigènes en gagnant leur confiance par des revendications économiques concrètes (hausse des salaires indigènes jusqu'au niveau des salaires des ouvriers européens, protection du travail, etc...). La création, aux colonies (Égypte et Algérie), d'organisations communistes européennes isolées n'est qu'une forme déguisée de la tendance colonisatrice et un soutien des intérêts impérialistes. Construire des organisations communistes d'après le principe national, c'est se mettre en contradiction avec les principes de l'internationalisme prolétarien. Tous les partis de l'Internationale Communiste doivent constamment expliquer aux multitudes travailleuses l'importance extrême de la lutte contre la domination impérialiste dans les pays arriérés. Les partis communistes agissant dans les pays métropolitains doivent former auprès de leurs comités directeurs des commissions coloniales permanentes qui travailleront aux fins indiquées ci-dessus. L'Internationale Communiste doit aider les partis communistes de l'Orient, au premier chef, en leur donnant son aide pour l'organisation de la presse, l'édition périodique de journaux rédigés dans les idiomes locaux. Une attention particulière doit être accordée à l'action parmi les organisations ouvrières européennes et parmi les troupes d'occupation coloniales. Les partis communistes des métropoles doivent profiter de toutes

les occasions qui se présentent à eux pour divulguer le banditisme de la politique coloniale de leurs gouvernements impérialistes ainsi que de leurs partis bourgeois et réformistes.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 9 -

Programme d'action agraire

Indications pour l'application des thèses du 2^e Congrès sur la question agraire

[Retour à la table des matières](#)

Les bases de nos rapports vis-à-vis des masses laborieuses de la campagne ont déjà été fixées dans les thèses agraires du 2^e Congrès. Dans la phase actuelle de l'offensive du Capital, la question agraire acquiert une importance primordiale. Le 4^e Congrès demande à tous les partis de s'efforcer de gagner les masses laborieuses de la campagne et établit pour ce travail les règles suivantes :

1. La grande masse du prolétariat agricole et des paysans pauvres qui ne possèdent pas assez de terre et sont obligés de travailler une partie de leur temps comme salariés, ou qui sont exploités d'une manière ou d'une autre par les propriétaires fonciers et les capitalistes, ne peut être libérée définitivement de son état actuel de servitude et de guerres inévitables dans le régime capitaliste que par une révolution mondiale, une révolution qui confisquera sans indemnité et mettra à la disposition des ouvriers la terre, avec tous les moyens de production, et qui instaurera à la place de l'état des propriétaires fonciers et des capitalistes l'état Soviétique des ouvriers et des paysans et préparera ainsi la voie au communisme.
2. Dans la lutte contre l'état des capitalistes et des propriétaires fonciers, les petits paysans et les petits fermiers sont les camarades de combat naturels du prolétariat industriel et agricole. Pour relier leur mouvement révolutionnaire à la lutte du prolétariat de la ville et de la campagne, la chute de l'état bourgeois est nécessaire, ainsi que la prise du pouvoir politique par le prolétariat industriel, l'expropriation des moyens de production ainsi que de la terre, et la suppression de la domination des agrariens et de la bourgeoisie à la campagne.
3. Afin de gagner à une neutralité bienveillante les paysans moyens et les ouvriers agricoles ainsi que les paysans pauvres à la révolution, les paysans moyens doivent être arrachés à l'influence des paysans riches liés aux grands propriétaires fonciers. Ils doivent comprendre qu'ils doivent lutter avec le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti communiste, étant donné que leurs intérêts s'accordent, non avec ceux des gros paysans riches, mais avec ceux du prolétariat. Pour arracher ces paysans à la direction des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, il ne suffit pas d'établir un programme ou de faire de la propagande : le Parti Communiste doit prouver par une action continue qu'il est véritablement le parti de tous les opprimés.
4. C'est pourquoi le Parti Communiste doit se mettre à la tête de toutes les luttes que les masses laborieuses de la campagne mènent contre les classes dominantes. Défendant les intérêts quotidiens

de ces masses, le Parti Communiste réunit les forces dispersées des travailleurs à la campagne, élève leur volonté combative, soutient leur lutte en la faisant appuyer par le prolétariat industriel, et les mène dans la voie conduisant aux buts de la révolution. Cette lutte menée en commun avec les ouvriers industriels, le fait que les ouvriers industriels luttent sous la direction du Parti Communiste pour les intérêts du prolétariat agricole et des paysans pauvres, convaincront ceux-ci que, premièrement, seul le Parti Communiste les défend réellement, tandis que tous les autres partis, tant agraires que social-démocrates, malgré leurs phrases démagogiques, ne veulent que les tromper, et servent en réalité les intérêts des capitalistes et des propriétaires fonciers, et, deuxièmement, que sous le capitalisme une amélioration véritable de la situation des ouvriers et des paysans pauvres est impossible.

5. Nos revendications concrètes doivent se conformer à l'état de dépendance et d'oppression dans lequel se trouvent les ouvriers, les petits et moyens paysans à l'égard des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, comme aussi à leurs intérêts réels.

Dans les pays coloniaux ayant une population paysanne opprimée, la lutte de libération nationale sera ou bien conduite par toute la population, comme c'est le cas par exemple en Turquie — et dans ce cas la lutte des paysans opprimés contre les grands propriétaires fonciers commence inévitablement après la victoire de la lutte de libération nationale — ou bien les Seigneurs féodaux s'allient avec les impérialistes étrangers, comme c'est le cas par exemple dans l'Inde, et alors la lutte sociale des paysans opprimés concorde avec la lutte de libération nationale.

Dans les territoires où il reste encore de fortes survivances du féodalisme, où la révolution bourgeoise n'a pas été terminée et où des privilèges féodaux sont encore liés à la propriété foncière, ces privilèges doivent disparaître au cours de la lutte pour la possession de la terre, qui est ici d'une importance décisive.

6. Dans tous les pays, où il existe un prolétariat agricole, cette couche sociale constitue le facteur le plus important du mouvement révolutionnaire à la campagne. Le Parti Communiste soutient, organise, approfondit le prolétariat pour l'amélioration de sa situation politique, économique et sociale — contrairement aux social-démocrates qui poignent dans le dos. Pour hâter la maturité révolutionnaire du prolétariat rural et l'éduquer pour la lutte en vue de la dictature du prolétariat qui, seule, peut le libérer définitivement de l'exploitation dont il souffre, le Parti Communiste soutient le prolétariat agricole dans sa lutte pour :

L'élévation du salaire réel, l'amélioration des conditions de travail, de logement et de culture.

La liberté de réunion, d'association, de grève, de la presse, etc... pour obtenir au moins les mêmes droits que les ouvriers industriels.

Journée de huit heures, assurance contre les accidents, assurance contre la vieillesse, interdiction du travail des enfants, construction d'écoles techniques, etc., et, au moins, extension de la législation sociale dont jouit actuellement le prolétariat.

7. Le Parti Communiste luttera jusqu'au jour où les paysans seront définitivement libérés par la révolution sociale contre toutes les sortes d'exploitation des petits et moyens paysans par le capitalisme, contre l'exploitation par les usuriers, qui jettent les paysans pauvres dans la servitude de l'endettement, enfin contre l'exploitation par le capital commercial qui achète à bon marché les légers excédents de production des petits paysans et les revend à des prix élevés au prolétariat des villes.

Le Parti Communiste lutte contre ce capital commercial parasite et pour la liaison immédiate des coopératives de consommation du prolétariat industriel contre l'exploitation par le capital industriel, qui utilise son monopole pour élever artificiellement les prix des produits industriels ; pour la fourniture aux petits paysans de moyens de production (engrais artificiels, machines, etc...) à bon marché. Les conseils d'entreprises industrielles devront contribuer à cette lutte en établissant le contrôle des prix.

Contre l'exploitation du monopole privé des compagnies de chemins de fer, comme cela existe surtout dans les pays anglo-saxons.

Contre l'exploitation de l'état capitaliste, dont le système fiscal surcharge les petits paysans en faveur des grands propriétaires fonciers ; le Parti réclame l'exonération d'impôt pour les petits paysans.

8. Mais l'exploitation la plus grave dont souffrent les paysans pauvres dans les pays non coloniaux provient de la propriété privée du sol des grands propriétaires fonciers. Pour pouvoir utiliser pleinement leurs forces de travail et surtout pour pouvoir vivre, les paysans pauvres sont obligés de travailler chez les grands propriétaires fonciers à des salaires de famine ou d'affermier ou d'acheter de la terre à des prix très élevés, par quoi une partie du salaire des petits paysans est accaparée par les grands propriétaires fonciers. L'absence de terres oblige les paysans pauvres à se soumettre à l'esclavage moyenâgeux sous des formes modernes. C'est pourquoi le Parti Communiste lutte pour la confiscation de la terre avec tout l'inventaire au profit de ceux qui la cultivent réellement. Jusqu'à ce que cela soit réalisé par la révolution prolétarienne, le Parti Communiste soutient la lutte des paysans pauvres pour :

- a) *L'amélioration des conditions d'existence des métayers, par la réduction de la part qui revient aux propriétaires ;*
- b) *La réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations apportées à la terre par le fermier au cours du contrat de fermage, etc... Les syndicats des travailleurs agricoles, dirigés par les communistes, soutiendront les petits fermiers dans cette lutte et n'accepteront de faire aucun travail dans les champs qui auront été enlevés aux petits fermiers par les propriétaires fonciers à cause de litiges se rapportant au fermage ;*

c) *La cession des terres, de bétail et de machines à tous les paysans pauvres, à des conditions permettant d'assurer leur gagne-pain ; et non pas des parcelles de terres qui lient leurs propriétaires à la glèbe et les obligent à chercher du travail pour des salaires de famine chez les propriétaires ou paysans voisins, mais des quantités de terres suffisantes pour pouvoir employer toute l'activité des paysans. Dans cette question, il faudra avant tout tenir compte des intérêts des ouvriers agricoles.*

9. Les classes dominantes essayent d'étouffer le caractère révolutionnaire du mouvement des paysans au moyen de réformes agraires bourgeoises, de répartitions de terres entre les éléments dirigeants de la classe paysanne. Elles ont réussi à provoquer un fléchissement temporaire du mouvement révolutionnaire à la campagne. Mais toute réforme agraire bourgeoise se heurte aux limites du capitalisme. La terre n'est donnée que contre indemnité et à des personnes qui sont déjà en possession de moyens de production. Une réforme agraire bourgeoise n'a absolument rien à offrir aux éléments prolétariens ou semi-prolétariens. Les conditions extrêmement sévères qui sont imposées aux paysans recevant de la terre lors d'une réforme agraire bourgeoise et qui, par suite, n'ont pas pour résultat d'améliorer véritablement leur situation, mais au contraire de les plonger dans l'esclavage de l'endettement, mènent inévitablement à une recrudescence du mouvement révolutionnaire et à une aggravation de l'antagonisme existant entre les petits et gros paysans, de même qu'entre les ouvriers agricoles qui ne reçoivent pas de terre et perdent des occasions de travail par suite de la division des grandes propriétés.

Seule, une révolution prolétarienne pourra apporter la libération définitive des classes laborieuses de la campagne, révolution qui confisquera sans indemnité aucune la terre des grands propriétaires fonciers ainsi que tout l'inventaire, mais laissera intactes les terres cultivées par les paysans, délivrera ceux-ci de toutes charges, fermages, hypothèques, restrictions féodales qui pèsent sur eux, et soutiendra de toutes les façons les couches inférieures de la classe paysanne.

Les paysans qui cultivent la terre décideront eux-mêmes de la façon dont la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers devra être exploitée. À ce sujet les thèses du 2^e Congrès déclarent ce qui suit :

Pour les pays capitalistes les plus développés, l'Internationale Communiste croit qu'il est bon de maintenir le plus possible les grandes exploitations agraires et de les former sur le modèle des domaines soviétiques en Russie.

Il faudra également soutenir la création de l'exploitation collective (coopératives agraires, communautés agricoles). Le maintien des grandes exploitations agricoles sauvegarde les intérêts des couches révolutionnaires de la population paysanne, des ouvriers agricoles et des petits propriétaires semi-prolétariens qui sont obligés de gagner leur vie en travaillant une partie de leur temps dans les grandes exploitations agricoles. D'autre part, la nationalisation des grandes exploitations agricoles rend la population des villes, au moins en partie dans la question du ravitaillement, indépendante des paysans.

Là où existent encore des survivances du féodalisme, des servitudes, ou le système du métayage, il peut être nécessaire, dans certaines circonstances, de remettre aux paysans une partie de la terre des grandes propriétés.

Dans les pays où les grandes exploitations agricoles ne jouent qu'un rôle relativement petit, et où par contre il existe une grande quantité de petits propriétaires paysans qui veulent conserver la terre, la répartition de la terre des grandes propriétés est le meilleur moyen de gagner les paysans à la révolution, tandis que le maintien des grandes exploitations n'est pas d'une importance primordiale pour le ravitaillement des villes.

Là où se produit une répartition des grandes propriétés entre les paysans, il faudra tenir compte en premier lieu des intérêts du prolétariat agricole.

Tous les communistes qui travaillent dans l'agriculture ou dans les entreprises industrielles liées à l'agriculture, sont tenus d'entrer dans les organisations des ouvriers agricoles, d'y grouper et de conduire les éléments révolutionnaires, en vue de transformer ces organisations en organes révolutionnaires. Là où il n'existe aucun syndicat, c'est le devoir des communistes de travailler à leur création. Dans les organisations jaunes, fascistes et contre-révolutionnaires, ils doivent mener un travail d'éducation intense en vue de détruire ces organisations contre-révolutionnaires. Dans les grandes entreprises agricoles, ils doivent créer des conseils d'entreprise, en vue de la défense des intérêts ouvriers, du contrôle de la production, et pour empêcher l'introduction du système d'exploitation extensive. Ils doivent appeler le prolétariat industriel au secours du prolétariat agricole en lutte et incorporer celui-ci dans le mouvement des conseils d'entreprises industrielles.

Étant donné l'importance formidable des paysans pauvres pour le mouvement révolutionnaire, c'est le devoir des communistes d'entrer dans les organisations des petits paysans (coopératives de production, de consommation et de crédit) pour les transformer, pour faire disparaître les antagonismes apparents d'intérêt entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, antagonismes grossis artificiellement par les propriétaires fonciers et les paysans riches, et relier étroitement l'action de ces organisations avec le mouvement du prolétariat rural et industriel.

Seule, la collaboration de toutes les forces révolutionnaires de la ville et de la campagne permettra d'opposer une résistance victorieuse à l'offensive du capitalisme et, passant de la défensive à l'offensive, d'obtenir la victoire finale.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 10 -

Résolution sur la coopération

[Retour à la table des matières](#)

Durant les dernières années qui précédèrent la guerre mondiale et encore plus durant cette guerre, la Coopération a pris dans presque tous les pays un essor puissant et a entraîné dans ses rangs de larges masses d'ouvriers et de paysans. L'offensive presque universelle engagée par le capital oblige les ouvriers, et surtout les ouvrières, à apprécier encore davantage l'aide que peut leur apporter la coopération de consommation.

Les vieux chefs social-réformistes ont depuis longtemps fort bien compris l'importance de la coopération pour les buts qu'ils poursuivent. Ils se sont installés dans les organisations coopératives et, de là, ils empoisonnent fortement la conscience des masses ouvrières, troublant la conscience et l'activité même des ouvriers ayant l'esprit révolutionnaire. D'autre part, les partis social-démocrates, ayant entre leurs mains la direction du mouvement coopératif, puisent dans certains pays, dans les caisses des coopératives, les ressources matérielles nécessaires au soutien de leur parti. Sous le masque de la neutralité politique, ils soutiennent la bourgeoisie et sa politique impérialiste.

Maîtres de la direction du mouvement coopératif, les vieux chefs de la coopération ne peuvent ou ne veulent ni comprendre les conditions sociales nouvelles, les buts nouveaux de la coopération, ni élaborer de nouvelles méthodes de travail. Ne voulant pas renoncer à leurs principes coopératifs, consacrés par l'âge, ils détruisent même le travail purement économique et en même temps toute coopération.

Enfin, ils ne font rien pour préparer le prolétariat à la réalisation des tâches immenses qui lui incomberont au moment où il prendra le pouvoir.

Toutes ces circonstances obligent les communistes à s'appliquer sérieusement à arracher la coopération des mains des social-patriotes, pour la transformer d'un instrument au service des valets de la bourgeoisie en un instrument du prolétariat révolutionnaire.

Le 3^e Congrès de l'I.C. avait adopté des thèses concernant l'action des communistes dans la coopération. L'expérience d'une année et demie a justifié ces thèses. Le 4^e Congrès les confirme encore une fois et invite avec insistance tous les partis communistes, tous les groupes et organisations, à aborder leur action dans la coopération. De même, il demande aux organes de la presse d'accorder dans leurs colonnes une place suffisante aux questions coopératives.

Pour compléter ces thèses, le 4^e Congrès souligne :

1. La nécessité urgente de faire mettre en pratique par tous les partis communistes la résolution engageant tous les membres du Parti à être membres des coopératives et à y défendre la ligne de conduite communiste. Dans chaque organisation coopérative, les coopérateurs communistes

doivent former un noyau, soit légal, soit clandestin. Tous les noyaux doivent être groupés en fédérations départementales et nationales avec à leur tête la Section Coopérative du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Ces noyaux ont pour but d'établir la liaison avec la masse des ouvriers coopérateurs, de critiquer dans leur milieu non seulement les principes, mais surtout l'action de la vieille coopération et d'organiser toutes les masses mécontentes en vue de créer dans la coopération un front unique de lutte contre le capital et l'État capitaliste. Toutes les questions nationales des communistes coopérateurs doivent être soumises à l'I.C. par la section coopérative de cette dernière. Mais les coopérateurs communistes ne doivent pas chercher à isoler les coopérateurs révolutionnaires ou appartenant à l'opposition, car cette façon de procéder entraînerait non seulement l'effritement de leurs forces, mais aussi l'affaiblissement du contact des coopérateurs révolutionnaires avec les larges masses ouvrières. Les mêmes causes obligent à s'abstenir de faire sortir les sociétés coopératives nationales de l'Alliance Internationale Coopérative. Par contre, les communistes doivent réclamer l'adhésion et l'acceptation par cette Alliance de toutes les coopératives nationales où les communistes ont la majorité, et qui n'y sont pas encore affiliées.

2. Les coopérateurs communistes, de même que les comités centraux des partis communistes, doivent mener une lutte énergique contre cette illusion que la coopération pourrait par ses forces seules aboutir au régime socialiste au moyen d'une incorporation lente dans le capitalisme, sans la prise du pouvoir par le prolétariat. Une seconde illusion serait d'affirmer qu'elle est capable, en usant de ses vieilles méthodes, d'obtenir une amélioration importante dans la situation de la classe ouvrière. Il faut combattre non moins énergiquement le principe de la soi-disant neutralité politique, qui cache un soutien ouvert ou masqué de la politique de la bourgeoisie et de ses valets. Cette campagne ne doit pas seulement revêtir la forme de la propagande théorique ; on doit la mener aussi en faisant participer la coopération à la lutte politique et économique menée actuellement par les partis politiques et les syndicats rouges en vue de la défense des intérêts des travailleurs. À cela se rapporte, par exemple, la lutte contre l'augmentation des impôts, surtout contre les impôts indirects à la charge du consommateur, la lutte contre les impôts excessifs ou spéciaux sur les coopératives et sur le chiffre d'affaires, la lutte contre la cherté de la vie, la réclamation de cession aux coopératives ouvrières de consommation de la répartition des produits de première nécessité, la lutte contre le militarisme qui provoque l'augmentation des dépenses de l'état et, par conséquent, l'augmentation des impôts, la lutte contre la folle politique financière des États capitalistes aboutissant à la baisse du change, la lutte contre le traité de Versailles, la lutte contre le fascisme, qui, partout, met en ruines les organisations coopératives, la lutte contre les menaces de guerre, la lutte contre l'intervention armée en Russie, la lutte pour les traités de commerce avec la Russie, etc...

Les coopérateurs communistes doivent tendre à faire participer leur organisation à ces campagnes, à côté des partis communistes et des syndicats rouges, et à réaliser de cette façon le front unique du prolétariat.

Les communistes coopérateurs doivent réclamer de leurs organisations qu'elles prêtent leur aide aux victimes de la terreur capitaliste, aux lock-outés, etc... Les communistes coopérateurs doivent demander énergiquement dans leurs sociétés l'organisation du travail de propagande et s'employer à ce travail.

3. Parallèlement à cette participation énergique à la lutte politique et économique du prolétariat révolutionnaire, les coopérateurs communistes doivent mener dans leurs organisations une action purement coopérative, afin d'attribuer à cette action le caractère imposé par les nouvelles conditions et les nouvelles tâches du prolétariat : l'union des petites sociétés de consommation ; le renoncement aux vieux principes de la répartition des ristournes, des bénéfices et l'emploi de ces derniers au renforcement de la puissance de la coopération ; la création au moyen de ces bénéfices d'un fonds spécial de secours aux grévistes ; la défense des intérêts des employés des coopératives ; la lutte contre tel crédit des banques qui peut être dangereux pour la coopérative. Lorsqu'il y a une augmentation des actions, les communistes doivent demander que les ouvriers qui n'ont pas le moyen de payer les actions ne soient pas exclus des sociétés et exiger des conditions plus faciles pour eux, etc... Les noyaux de coopérateurs communistes doivent de même lier étroitement leur action à celle des organisations d'ouvrières et des Jeunesses Communistes en vue de mener, grâce aux forces unies des ouvrières et des jeunes, une propagande coopérative conforme aux principes communistes. Il est nécessaire de commencer dans les coopératives une lutte énergique contre la bureaucratie qui, se déguisant sous des devises démocratiques, a changé le principe démocratique en une phrase vide, manœuvre à son gré sans être soumise à aucun contrôle, évite de convoquer des assemblées générales, ne compte pas avec les masses ouvrières organisées dans ces coopératives. Il est indispensable enfin que les noyaux de coopérateurs communistes fassent passer leurs membres sans excepter les femmes dans les comités de direction et les organes de contrôle et qu'ils prennent des mesures pour armer les communistes des connaissances et des aptitudes indispensables à la direction des coopératives.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 11 -

Thèses sur la question nègre

[Retour à la table des matières](#)

1. Pendant et après la guerre, il s'est développé parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux, un mouvement de révolte contre le pouvoir du capital mondial, mouvement qui fait de grands progrès. La pénétration et la colonisation intense des régions habitées par des races noires pose le dernier grand problème dont dépend le développement futur du capitalisme. Le capitalisme français admet clairement que son impérialisme, après la guerre, ne pourra se maintenir que par la création d'un empire franco-africain, relié par une voie terrienne transsaharienne. Les maniaques financiers de l'Amérique, qui exploitent chez eux 12 millions de nègres, s'appliquent maintenant à pénétrer pacifiquement en Afrique. Les mesures extrêmes prises pour écraser la grève du Rrand montrent assez combien l'Angleterre redoute la menace surgie pour sa position en Afrique. De même que sur le Pacifique le danger d'une autre guerre mondiale est devenu menaçant par suite de la concurrence des puissances impérialistes, de même l'Afrique apparaît comme l'objet de leurs rivalités. Bien plus, la guerre, la révolution russe, les grands mouvements qui ont soulevé les nationalistes d'Asie et les musulmans contre l'impérialisme, ont éveillé la conscience de millions de nègres opprimés par les capitalistes, réduits à une situation inférieure depuis des siècles, non seulement en Afrique, mais peut-être même encore davantage en Amérique.
2. L'histoire a dévolu aux nègres d'Amérique un rôle important dans l'affranchissement de toute la race africaine. Il y a 300 ans que les nègres américains ont été arrachés de leur pays natal, l'Afrique, transportés en Amérique où ils ont été l'objet des pires traitements et vendus comme esclaves. Depuis 250 ans, ils ont travaillé sous le fouet des propriétaires américains : ce sont eux qui ont coupé les forêts, construit les routes, planté les cotonniers, posé les traverses de chemins de fer et soutenu l'aristocratie du Sud. Leur récompense a été la misère, l'ignorance, la dégradation. Le nègre n'était pas un esclave docile, il a eu recours à la rébellion, à l'insurrection, aux menées souterraines pour recouvrer sa liberté ; mais ses soulèvements ont été réprimés dans le sang ; par la torture, on l'a forcé à se soumettre ; la presse bourgeoise et la religion se sont associées pour justifier son esclavage. Quand l'esclavage concurrença le salariat et devint un obstacle au développement de l'Amérique capitaliste, il dut disparaître. La guerre de sécession entreprise, non pas pour affranchir les nègres, mais pour maintenir la suprématie industrielle des capitalistes du Nord, mit le nègre dans l'obligation de choisir entre l'esclavage dans le Sud et le salariat dans le Nord. Les muscles, le sang, les larmes du nègre « affranchi » ont aidé à l'établissement du capitalisme américain, et quand, devenue une puissance mondiale, l'Amérique a été entraînée dans la guerre mondiale, le nègre américain a été déclaré l'égal du blanc, pour tuer et se faire tuer pour

la démocratie. Quatre cent mille ouvriers de couleur ont été enrôlés dans les troupes américaines, où ils ont formé les régiments de « Jim crow ». À peine sortis de la fournaise de la guerre, les soldats nègres, revenus au foyer, ont été persécutés, lynchés, assassinés, privés de toute liberté et cloués au pilori. Ils ont combattu, mais pour affirmer leur personnalité ils ont dû payer cher. On les a encore plus persécutés qu'avant la guerre pour leur apprendre à « rester à leur place ». La large participation des nègres à l'industrie après la guerre, l'esprit de rébellion qu'ont éveillé en eux les brutalités dont ils sont les victimes, met les nègres d'Amérique, et surtout ceux de l'Amérique du Nord, à l'avant-garde de la lutte de l'Afrique contre l'oppression.

3. C'est avec une grande joie que l'Internationale Communiste voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiters, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé : en Amérique, comme centre de culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des nègres ; en Afrique, comme réservoir de main-d'œuvre pour le développement du capitalisme ; en Amérique Centrale (Costa-Rica, Guatemala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques « indépendantes » où l'impérialisme américain est prédominant) ; à Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer du Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des nègres conscients et des ouvriers blancs révolutionnaires. En Afrique du Sud et au Congo, l'industrialisation croissante de la population nègre a provoqué des soulèvements de formes variées ; en Afrique Orientale, la pénétration récente du capital mondial pousse la population indigène à résister activement à l'impérialisme.
4. L'Internationale Communiste doit indiquer au peuple nègre qu'il n'est pas seul à souffrir de l'oppression du capitalisme et de l'impérialisme, elle doit lui montrer que les ouvriers et les paysans d'Europe, d'Asie et d'Amérique, sont aussi les victimes de l'impérialisme ; que la lutte contre l'impérialisme n'est pas la lutte d'un seul peuple, mais de tous les peuples du monde ; qu'en Chine, en Perse, en Turquie, en Égypte et au Maroc, les peuples coloniaux combattent avec héroïsme contre leurs exploiters impérialistes, que ces peuples se soulèvent contre les mêmes maux que ceux qui accablent les nègres (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée. mise à l'index) ; que ces peuples réclament les mêmes droits que les nègres : affranchissement et égalité industrielle et sociale.

L'Internationale Communiste, qui représente les ouvriers et les paysans révolutionnaires du monde entier dans leur lutte pour abattre l'impérialisme, l'Internationale Communiste qui n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier, considère qu'il est de son devoir d'encourager et d'aider l'organisation internationale du peuple nègre dans sa lutte contre l'ennemi commun.

5. Le problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale. La 3^e Internationale qui a reconnu le précieux secours que pouvaient apporter à la révolution prolétarienne les populations asiatiques dans les pays semi-capitalistes, regarde la coopération de nos camarades noirs opprimés essentielle à la révolution prolétarienne qui détruira la puissance capitaliste. C'est pourquoi le 4^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les « thèses sur la question coloniale ».
6. a) Le 4^e Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration.
- b) L'Internationale Communiste luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale.
- c) L'internationale Communiste utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les trade-unions à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs ; là où ces derniers ont le droit nominal d'adhérer aux trade-unions, elle fera une propagande spéciale pour les attirer ; si elle n'y réussit pas, elle organisera les nègres dans des syndicats spéciaux et appliquera particulièrement la tactique du front unique pour forcer les syndicats à les admettre dans leur sein.
- d) L'Internationale Communiste préparera immédiatement un Congrès ou une conférence générale des nègres à Moscou.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 12 -

Résolution sur l'Internationale des Jeunesses Communistes

[Retour à la table des matières](#)

1. Le 2^e Congrès mondial de l'Internationale des Jeunesses Communistes a décidé, d'accord avec les résolutions du 3^e Congrès de l'I.C., de subordonner au point de vue politique les Jeunesses Communistes aux Partis Communistes. Il a décidé également de réorganiser les J.C., qui n'étaient jusque-là que des organisations d'avant-garde renfermées en elles-mêmes et uniquement politiques, en grandes *organisations de masses* de la jeunesse ouvrière qui se donneront pour tâche de représenter les intérêts de la jeunesse ouvrière dans tous les domaines, dans les cadres du travail de la classe ouvrière et sous la direction politique des P.C. Toutefois, comme auparavant, les J.C. doivent rester des organisations politiques, et la participation à la lutte politique doit continuer à être à la base de leur action.

La lutte pour les revendications économiques quotidiennes de la classe ouvrière et contre le militarisme était considérée jusqu'ici comme le moyen direct le plus important d'éveiller et de conquérir les grandes masses de la jeunesse ouvrière. Les nouvelles tâches exigent une réorganisation des formes de travail ainsi que de l'activité des organisations. L'accomplissement d'un travail méthodique de formation communiste au sein de l'organisation ainsi qu'un travail parmi les masses des adolescents non affiliés à l'organisation a été reconnu indispensable.

L'application des décisions du 2^e Congrès mondial, qui ne pourra être obtenue que par un travail long et persévérant, s'est heurtée à certaines difficultés du fait que la plupart des J.C. avaient pour la première fois à accomplir de pareilles tâches. La crise économique (appauvrissement, chômage) et l'assaut de la réaction ont obligé plusieurs organisations à devenir illégales, ce qui a diminué le nombre de leurs membres. L'esprit révolutionnaire a baissé dans toute la classe ouvrière à la suite de l'affaissement momentané de la vague révolutionnaire. Cette situation a eu sa répercussion sur la jeunesse ouvrière, dont l'esprit s'est modifié pendant cette époque, et qui a manifesté moins d'intérêt pour la politique. En même temps, la bourgeoisie, ainsi que la social-démocratie, redoublaient d'efforts pour influencer et organiser la jeunesse ouvrière.

Depuis leur 2^e Congrès, les Jeunesses ont partout appliqué le principe de la subordination aux Partis Communistes ; pourtant les rapports entre ces derniers et les Jeunesses ne s'effectuent pas encore dans le sens de l'application intégrale des résolutions du Congrès International. La raison en est surtout que souvent les partis n'accordent pas dans une mesure suffisante aux Jeunesses l'appui indispensable au développement de leur activité.

Au cours des quinze derniers mois, des mesures pratiques ont été prises dans la plupart des J.C. pour le remaniement des organisations dans le sens des résolutions du 2^e Congrès mondial, de sorte qu'existent déjà les conditions premières pour la transformation des J.C. en organisations de masses. Par la propagande en faveur des revendications économiques de la jeunesse ouvrière, les J.C. ont, en outre, dans toute une série de pays, frayé une voie qu'elles devront suivre pour continuer à influencer les grandes masses et ont déjà entrepris toute une série de campagnes et même de luttes concrètes.

Les J.C., jusqu'à maintenant, ne se sont pas encore entièrement transformées en organisations de masses, tant au point de vue numérique qu'au point de vue de la liaison organique avec les masses, liaison nécessaire pour pouvoir influencer et diriger *constamment* ces dernières ; aussi ont-elles encore des tâches importantes à accomplir sous ce rapport.

2. *L'offensive du Capital* a fortement atteint la jeunesse ouvrière. La baisse des salaires, la prolongation de la journée de travail, le chômage, l'exploitation de la main-d'œuvre, atteignent la jeunesse non seulement au même degré que la classe ouvrière adulte, mais revêtent souvent pour elle des formes encore pires. La jeunesse ouvrière est employée contre la classe ouvrière adulte ; on se sert d'elle pour abaisser les salaires, pour briser les grèves, pour augmenter le chômage des ouvriers adultes. Cette situation dangereuse pour toute la classe ouvrière est maintenue et intensifiée par l'attitude traîtresse de la bureaucratie syndicale réformiste, qui néglige les intérêts de la jeunesse ouvrière, les sacrifie même parfois, et éloigne les masses des ouvriers adolescents de la lutte de la classe ouvrière adulte. Souvent même, cette bureaucratie refuse l'entrée des syndicats aux jeunes. La croissance ininterrompue du militarisme bourgeois augmente également les souffrances des jeunes ouvriers et des paysans, profondément opprimés pendant leur séjour à la caserne qui les prépare au rôle de chair à canon des guerres impérialistes futures. La réaction sévit surtout contre la jeunesse européenne : en certains endroits elle interdit la formation d'organisations de Jeunesses Communistes, même là où il existe des Partis Communistes.

Les deux Internationales des Jeunesses *social-démocrates* sont restées inactives jusqu'à présent en présence de la misère de la jeunesse ouvrière ; elles ont fait bloc et ont tenté d'étouffer la volonté des jeunes ouvriers de lutter avec les adultes contre la bourgeoisie. La création de ce bloc ne tendait pas seulement à éloigner de la lutte et du front unique les masses opprimées de la jeunesse ouvrière ; elle était spécialement dirigée contre l'internationale Communiste ; elle devait conduire à bref délai à la fusion des Internationales des Jeunesses social-démocrates.

L'Internationale Communiste proclame la nécessité absolue de l'établissement du front unique entre la Jeunesse ouvrière et la classe ouvrière adulte ; elle exhorte les Partis Communistes et tous les ouvriers du monde entier à appuyer énergiquement les revendications de la Jeunesse ouvrière en lutte contre l'offensive du Capital, contre le militarisme bourgeois et contre la réaction.

Elle salue avec joie la lutte que l'Internationale des Jeunesses Communistes mène pour des revendications vitales, pour l'unité du front de la Jeunesse ouvrière, pour le front unique entre les

ouvriers adolescents et adultes, et lui donne son *entier appui*. Les attaques du Capital qui menacent de plonger la Jeunesse ouvrière dans la misère la plus profonde et d'en faire une victime impuissante du militarisme et de la réaction doivent se briser à la résistance de fer de toute la classe ouvrière.

3. Pour développer son activité et résoudre les problèmes qui surgissent dans la voie de la conquête et de l'éducation des masses, le mouvement des Jeunesses Communistes a besoin d'être compris et soutenu activement par les partis communistes.

Les intérêts et la force politique du mouvement des Jeunesses Communistes doivent être soutenus d'une façon efficace par la collaboration intime du Parti et de la Jeunesse dans tous les domaines et la participation permanente des J.C. à la vie politique des partis. Ce soutien, ce concours sont indispensables aux Partis Communistes dans leur lutte et dans leur œuvre de réalisation des résolutions de l'Internationale Communiste. Ils sont également la base d'un mouvement véritable des J.C. Les partis communistes doivent aider les J.C. au point de vue de l'organisation. Ils doivent désigner un certain nombre de leurs membres, choisis parmi les plus jeunes, pour collaborer à l'œuvre des J.C. et créer des organisations des Jeunesses là où le Parti possède déjà les siennes. Étant donné que les J.C. ont maintenant pour tâche de concentrer leur activité sur les masses de la Jeunesse ouvrière, les P.C. devront surtout intensifier la création et le travail des J.C. (noyaux et fractions) dans les entreprises et les syndicats. Les Partis et la Jeunesse devront avoir une représentation réciproque dans tous leurs organes respectifs (noyaux, groupes locaux, directions régionales, comités centraux, congrès, fractions, etc...).

Les J.C. devront prendre racine dans les masses de la jeunesse ouvrière en intensifiant leur propagande économique, en s'occupant continuellement, d'une manière concrète, de la vie et des questions intéressant les jeunes ouvriers, en représentant continuellement leurs intérêts et en dirigeant la jeunesse dans la lutte commune qu'elle doit soutenir avec la classe ouvrière adulte. C'est pourquoi les P.C. doivent soutenir activement le travail économique des J.C. dans les noyaux et les fractions, dans les ateliers, dans les écoles et surtout dans les syndicats, où il est nécessaire de réaliser la collaboration la plus étroite entre membres des J.C. et des P.C. Dans ces organisations, la tâche des membres du Parti est de veiller surtout à ce que les ouvriers adolescents et les apprentis entrent dans les syndicats ouvriers et y jouissent des mêmes droits que les autres membres ; ils doivent insister pour que les cotisations des jeunes soient proportionnées à leurs salaires, et qu'il soit tenu compte de leurs revendications dans la lutte syndicale et lors de la conclusion des contrats collectifs, etc... Les P.C. soutiendront en outre le travail économique syndical des J.C. en appuyant activement toutes les campagnes de ces dernières, en reprenant à leur compte leurs revendications, en en faisant l'objet de leur lutte quotidienne.

Vu la croissance du danger de guerre impérialiste et le renforcement de la réaction, les P.C. devront appuyer le plus possible et diriger pratiquement la lutte antimilitariste des J.C. Les J.C. doivent être les combattants les plus ardents du Parti pour défendre la classe ouvrière contre la réaction.

L'œuvre d'éducation communiste acquiert une grande importance du fait de la réorganisation des J.C. en grandes organisations de masses. En effet, l'éducation et la formation communistes des J.C. deviennent particulièrement nécessaires pour la conquête des masses. L'œuvre d'éducation des J.C. nécessite une organisation spéciale et autonome et doit être réalisée méthodiquement. Le Parti doit soutenir cette œuvre en fournissant abondamment aux J.C. les forces culturelles et les matériaux nécessaires, en aidant à l'organisation de leurs écoles et cours, en réservant aux jeunes des places dans les écoles du Parti, en publiant dans les écoles du Parti des écrits destinés à la jeunesse.

Le Congrès considère comme indispensable que, dans sa presse, le Parti soutienne plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, la lutte des J.C. ; à cet effet, il fera paraître régulièrement des chroniques et des suppléments spécialement destinés à la jeunesse et, dans tous ses organes, ne perdra jamais de vue les conditions de vie et la lutte des jeunes ouvriers.

Le monde bourgeois qui, dans ses efforts, se heurte à la conscience de la classe ouvrière adulte et à la résistance de la jeunesse ouvrière révolutionnaire, s'efforce surtout d'empoisonner les enfants de la classe ouvrière et de les soustraire à l'influence prolétarienne. Aussi l'organisation et le développement des groupes d'enfants communistes ont-ils une grande importance. Ces groupes seront, au point de vue de l'organisation, subordonnés à la jeunesse et dirigés par elle ; le Parti appuiera cette œuvre en fournissant des forces et en participant à la direction des groupes d'enfants. La presse des enfants communistes, dont la création a déjà été entreprise par les J.C. de divers pays, devra être soutenue par le Parti.

Une collaboration particulièrement intime entre les J.C. et les partis est indispensable dans les pays où la réaction oblige le mouvement communiste à devenir illégal.

Montrant l'importance particulière de l'œuvre communiste tendant à la conquête des masses de la jeunesse ouvrière, le 4^e Congrès souligne l'importance particulière qu'acquiert actuellement l'Internationale des Jeunesses Communistes, salut en cette dernière le combattant le plus ardent de la cause de l'Internationale Communiste et considère les Jeunesses Communistes comme la réserve de l'avenir.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 13 -

Résolution sur l'action féminine

[Retour à la table des matières](#)

Le 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste approuve l'activité du Secrétariat féminin international de Berlin. Le Secrétariat féminin a fait en sorte que dans tous les pays ayant un mouvement révolutionnaire, les femmes communistes adhèrent aux sections de l'Internationale Communiste, soient éduquées, et attirées par les travaux et les luttes du Parti. En outre, le Secrétariat a répandu l'agitation et la propagande communiste dans les grandes masses féminines, et a mis ces dernières en mouvement pour les intérêts des masses laborieuses.

Le Secrétariat Communiste International des femmes a réussi à relier dans les différents pays le travail des femmes communistes organisées au travail et à la lutte des partis communistes et de l'Internationale Communiste. Il a réussi, d'accord avec les partis communistes des différents pays, à approfondir et à consolider les rapports internationaux entre les femmes communistes organisées dans ces partis. Toute son action s'est déroulée en complet et en constant accord avec le Comité Exécutif, d'après les directives et les décisions du Congrès mondial de l'Internationale des femmes communistes à Moscou.

Les organismes spéciaux fondés par suite de ces décisions (Secrétariat féminin, sections féminines, etc...), et les méthodes particulières utilisées dans le travail des partis communistes parmi les femmes, se sont montrés non seulement utiles, mais aussi indispensables, pour faire pénétrer dans les couches profondes des travailleuses les mots d'ordre et les idées communistes.

Dans les pays à régime capitaliste, il fallait agir en premier lieu parmi les femmes prolétariennes, les déterminer à se défendre contre l'exploitation des capitalistes, à lutter pour abattre la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat. Par contre, dans les États soviétiques, il fallait surtout attirer les ouvrières et les paysannes à tous les domaines de la production et de la vie sociale, à l'organisation de l'état prolétarien, et les éduquer pour leur permettre de remplir les devoirs qui s'imposent à elles. La signification internationale de la Russie des Soviets, premier état ouvrier formé par la révolution mondiale, est d'une grande importance pour l'action communiste parmi les travailleuses dans toutes les sections de l'Internationale Communiste où le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique, condition de la transformation communiste de la société. L'activité du Secrétariat féminin pour l'Orient, qui a effectué sur un terrain nouveau et particulier un travail efficace, montre également que des organismes spéciaux sont indispensables pour le travail communiste parmi les femmes.

Malheureusement, le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste doit constater que certaines sections n'ont pas rempli ou n'ont rempli que superficiellement leur devoir, qui est de soutenir d'une façon systématique le travail communiste parmi les femmes. Jusqu'à présent, ils n'ont ni appliqué les règles de l'organisation des femmes communistes dans le parti, ni créé les organismes

du parti indispensables au travail parmi les femmes et à l'établissement de la liaison avec ces dernières.

Le 4^e Congrès exige de ces sections de faire au plus vite ce qu'elles ont négligé. En même temps, il demande à toutes les sections de l'Internationale Communiste d'accorder une attention particulière au travail communiste parmi les femmes. Le front unique prolétarien ne peut être réalisé que si les femmes en font partie. Une liaison solide entre les Partis Communistes et les travailleuses permettra à ces dernières, dans certaines circonstances, d'ouvrir la voie au front unique prolétarien dans les mouvements de masses révolutionnaires.

L'Internationale Communiste doit rassembler, sans distinction, toutes les forces du prolétariat et des masses laborieuses, leur donner la conscience révolutionnaire nécessaire à la lutte qui anéantira la domination de la bourgeoisie.

Résolution sur la question de l'éducation

I. — Le travail d'éducation des partis communistes

[Retour à la table des matières](#)

L'organisation d'un travail d'éducation marxiste est une tâche indispensable de tous les partis communistes. Le but de ce travail d'éducation est l'élévation du niveau intellectuel et des capacités de lutte et d'organisation des membres et fonctionnaires des partis. Parallèlement à l'éducation marxiste générale, les fonctionnaires du parti devront recevoir l'éducation qui leur est nécessaire dans leur spécialité.

Le travail d'éducation communiste, qui doit faire partie intégrante de l'activité du parti, doit être soumis à sa direction. Dans les pays où l'éducation des ouvriers est entre les mains d'organisations spéciales en dehors du parti, ce but devra être atteint par un travail systématique des communistes au sein de ces organisations.

Il faudra créer auprès de tous les comités centraux des sections d'éducation, chargées de diriger toute l'activité éducative du parti. Tous les membres du Parti Communiste qui travaillent dans des organisations d'éducation prolétariennes non dirigées par le parti (associations d'éducation ouvrière, universités ouvrières, « proletcult », écoles du travail, etc...), devront être soumis au contrôle du parti.

Afin de mener le travail d'éducation communiste, les partis devront, dans la mesure de leurs moyens, créer des écoles centrales et locales du parti, des cours et conférences ; ils mettront à la disposition des groupes des professeurs et des conférenciers, organiseront des bibliothèques, etc...

Les partis communistes sont tenus de soutenir matériellement et moralement le travail d'éducation indépendant des Jeunesses Communistes. Ces dernières devront être attirées dans tous les établissements du parti. L'éducation des enfants prolétariens devra être menée en collaboration avec les Jeunesses Communistes. Les directives de ce travail devront être fournies par la section qui sera créée au sein du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Cette section d'éducation aura pour tâche d'approfondir les problèmes de l'éducation communiste, de diriger tout le travail d'éducation des divers partis de l'Internationale Communiste et de coordonner le travail dans les établissements d'instruction prolétariens en dehors du parti. Elle rassemblera et fera connaître les expériences internationales, enrichira les méthodes de travail dans les différents pays, rédigera et éditera des directives, des manuels et autre matériel nécessaire au travail d'éducation, et tranchera tous les problèmes spéciaux se rapportant au travail d'éducation dans les différents pays. Elle devra également étudier et préparer les problèmes de la politique scolaire des différents partis et de l'Internationale Communiste.

En vue d'approfondir l'éducation marxiste et la formation communiste pratique des meilleurs camarades appartenant aux diverses sections de l'Internationale Communiste, des cours internationaux seront organisés auprès de l'Académie Socialiste et autres institutions analogues de la Russie Soviétique.

II. L'agitation

1. Tous les membres de l'Internationale Communiste sont tenus de faire de l'agitation parmi les ouvriers en dehors du parti. Cette agitation devra être menée partout où il y a des ouvriers, dans les ateliers, dans les syndicats, dans les réunions populaires, dans les associations ouvrières, sportives, coopératives de locataires, dans les maisons du peuple et les restaurants ouvriers, dans les chemins de fer, dans les villages, etc..., et aussi dans les logements ouvriers.
2. L'agitation devra toujours s'appuyer sur les besoins concrets des ouvriers en vue de diriger ces derniers dans la voie de la lutte de classe révolutionnaire. Il ne faut pas poser des revendications que les ouvriers sont incapables de comprendre, mais les pousser à la lutte pour les revendications communes du prolétariat, contre le régime capitaliste dans tous les domaines.
3. Les communistes devront participer à toutes les luttes des ouvriers contre le régime capitaliste en combattant au premier rang pour les intérêts généraux du prolétariat et en montrant partout l'exemple.
4. Les organes centraux du parti devront fournir à tous les groupes locaux des instructions pratiques sur le travail d'agitation régulier de tous les membres du parti ainsi que sur le travail dans les diverses campagnes (campagnes électorales, campagnes contre la cherté de la vie et les impôts, mouvements des conseils d'usines et des chômeurs) et dans toutes les actions dirigées par le parti.

*(Copie de toutes ces instructions devra être envoyée
au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste).*

5. Tous les membres du parti devront réclamer à leur groupe des instructions concrètes sur le moyen de mener l'agitation. C'est surtout aux noyaux communistes, aux « groupes de dix », à donner de telles instructions et à en contrôler l'application. Là où ces groupes n'existent pas, il faudra nommer des préposés spéciaux à l'agitation.
6. Toutes les organisations du parti devront établir, au cours de l'hiver prochain, à propos de tous les membres du parti :
 - 1) *S'ils font de l'agitation parmi les ouvriers en dehors du parti.*
 - a) *régulièrement ou*
 - b) *occasionnellement seulement ou*
 - c) *pas du tout ;*

2° *S'ils accomplissent quelque autre travail pour le parti*

a) régulièrement ou

b) occasionnellement seulement, ou

c) pas du tout.

Les explications nécessaires à propos de ce questionnaire devront être données à toutes les organisations par le Comité Central du parti, après entente préalable avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Les Comités régionaux et les groupes locaux sont responsables de la réalisation de cette enquête. Les résultats devront en être envoyés par la Centrale du parti au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

III. Connaissance des principales résolutions du Parti et de l'Internationale Communiste

1. Tous les membres de l'Internationale Communiste doivent connaître les décisions importantes, non seulement de leur parti, mais aussi de l'internationale Communiste.
2. Toutes les organisations des divers partis doivent veiller à ce que tous les membres du parti connaissent au moins le programme de leur propre parti et les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste, ainsi que les décisions de l'Internationale Communiste concernant leur parti. Il sera procédé à la vérification des connaissances des membres du parti.
3. Les fonctionnaires responsables doivent connaître à fond toutes les décisions d'organisation et de tactique importantes des différents congrès mondiaux et être examinés sur ce point. Cet examen est également recommandé (mais non obligatoire) pour les autres membres du parti.
4. Le Comité Directeur de chaque section est tenu de fournir à ses organisations les instructions pour l'application de ces décisions et d'en faire, au printemps prochain, un rapport sur les résultats au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 15 -

Résolution sur l'assistance prolétarienne à la Russie Soviétique

[Retour à la table des matières](#)

1. Les ouvriers de tous les pays, sans distinction d'opinions politiques ou syndicales sont intéressés au maintien et à la consolidation de la Russie soviétique. Outre le sentiment profondément enraciné de solidarité prolétarienne, la conscience de cet intérêt avant tout a déterminé tous les partis et organisations ouvrières à appuyer l'action de secours aux affamés de Russie et a décidé des millions de travailleurs de tous les pays à faire avec enthousiasme les plus grands sacrifices. Grâce à l'appui fourni par l'action du secours prolétarien, action qui est devenue la plus puissante et la plus durable des actions de solidarité internationale depuis l'existence du mouvement ouvrier, la Russie Soviétique a pu traverser les plus sombres jours de la famine et triompher du fléau.

Mais déjà au cours de la campagne d'assistance aux affamés, les grandes organisations ouvrières qui ont pris part à cette œuvre ont reconnu que l'on ne pouvait se borner à fournir un secours alimentaire à la Russie soviétique. La guerre économique des États et des groupes impérialistes contre la Russie soviétique continue sans relâche. Le blocus économique subsiste sous forme de refus de crédit, et chaque fois que des groupes capitalistes entrent en rapports d'affaires avec la Russie soviétique, c'est uniquement dans le but de s'assurer de monstrueux profits et d'exploiter la Russie.

Dans tous les conflits de la Russie soviétique avec les impérialistes, les travailleurs de tous les pays ont le devoir de soutenir la Russie ; de même, dans la guerre économique que mènent contre elle les impérialistes, ils doivent l'appuyer par tous les moyens pratiques et entre autres par des secours économiques.

2. Le meilleur appui pour la Russie soviétique dans la guerre économique est la lutte politique révolutionnaire des ouvriers qui doivent exercer une forte pression sur leurs gouvernements respectifs pour les obliger à reconnaître le gouvernement soviétique et à procéder au rétablissement des rapports commerciaux avec la Russie. Vu l'importance considérable de l'existence de la Russie soviétique pour les travailleurs, le prolétariat mondial doit, concurremment à l'action politique, mobiliser le maximum de ressources économiques pour soutenir la Russie soviétique.

Chaque usine, chaque atelier que la Russie des Soviets remet en marche sans crédit capitaliste, avec le seul appui des ouvriers, constitue un secours très efficace dans la lutte contre la politique impérialiste de brigandage, et tout renforcement de la Russie des Soviets, premier État ouvrier du monde, renforce le prolétariat international dans sa lutte contre son ennemi de classe, la bourgeoisie.

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare donc qu'il est du devoir de tous les partis et organisations ouvrières, et en premier lieu des organisations communistes, d'appuyer immédiatement et énergiquement l'action de secours économique développée par les grandes masses pour la restauration économique de la Russie des Soviets.

3. La tâche la plus importante de l'assistance économique prolétarienne consiste à fournir à la Russie des ressources pour l'achat de machines, matières premières, outils, etc... Il faut envisager aussi la participation des groupes, partis, syndicats, coopératives et associations ouvrières à l'emprunt ouvrier en faveur de la Russie soviétique. Toutes les organisations ouvrières et les travailleurs du monde entier peuvent, en participant à l'emprunt, manifester leur solidarité avec la première République ouvrière et paysanne.

La propagande en faveur de l'emprunt offre l'occasion de développer la meilleure agitation pour la Russie soviétique ; elle doit donc être menée en contact étroit avec les sections des différents pays.

La question de l'appui économique à la Russie soviétique étant une question d'une importance générale pour tout le prolétariat, il est indispensable de créer, pour l'organisation et la direction de cette action, des comités analogues aux comités de secours ouvriers aux affamés de Russie, ou autres associations spéciales, et composés de délégués des différentes organisations ouvrières. Ces comités ou associations qui auront pour tâche d'intéresser et d'attirer les grandes masses ouvrières à l'œuvre de secours économique seront sous le contrôle de l'Internationale Communiste.

4. L'affectation des ressources procurées par les comités et associations sera déterminée en contact étroit avec les institutions économiques étatiques ou les organisations ouvrières russes.
5. Dans la situation économique actuelle, l'immigration en masse d'ouvriers étrangers ne constituerait pas un appui, mais au contraire un obstacle à la restauration économique et ne doit avoir lieu en aucun cas. La Russie se bornera à accepter les ouvriers spécialisés dans des professions absolument nécessaires et qui ne sauraient être remplacés par des ouvriers du pays. Mais, même dans ce cas, l'immigration ne doit avoir lieu qu'avec l'approbation et un accord des syndicats russes.
6. L'assistance économique prolétarienne doit être un effort vers la concentration de la solidarité ouvrière internationale au profit du premier état prolétarien du monde, et donner des résultats économiques palpables.
7. Conformément aux principes de la coopération et de l'économie socialistes, l'excédent éventuel des ressources sera exclusivement appliqué à l'extension du domaine d'action de l'assistance économique.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 16 -

Résolution sur l'aide aux victimes de la répression capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

L'offensive du capitalisme dans tous les pays bourgeois a pour résultat d'augmenter le nombre des communistes et des ouvriers sans parti, luttant contre le capitalisme, et qui gémissent dans les cachots.

Le 4^e Congrès demande à tous les partis communistes de créer une organisation qui aura pour but d'aider matériellement et moralement tous les prisonniers du capitalisme, et salue l'initiative de l'association des vieux bolchéviks russes qui a commencé la création d'une association Internationale de ces organisations de secours.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 17 -

Résolution sur la réorganisation de l'Exécutif et son activité future

Le Congrès Mondial

Comme par le passé, le Congrès Mondial a lieu une fois par an. L'Exécutif Élargi en fixe la date. Toutes les sections adhérentes doivent y envoyer des délégués. Leur nombre est déterminé par l'Exécutif. Les frais sont supportés par les partis. Le nombre des voix dont dispose chaque section est déterminé par chaque congrès, selon l'effectif des partis et la situation politique des pays correspondants. Les mandats impératifs ne sont pas admis et sont cassés d'avance, cette pratique étant contraire à l'esprit d'un parti mondial prolétarien international et centralisé.

L'Exécutif

L'Exécutif est élu par le Congrès. Il se compose du président, de 24 membres et de 10 suppléants. Au moins 15 membres de l'Exécutif doivent résider en permanence à Moscou.

L'Exécutif Élargi

En règle générale, tous les quatre mois se tient une session élargie de l'Exécutif. Cette session est composée comme suit :

1. Les 25 membres de l'Exécutif.
2. Trois autres représentants des partis suivants : Allemagne, France, Russie, Tchécoslovaquie, Italie, Internationale des Jeunes et Internationale Syndicale Rouge.
3. Deux autres représentants d'Angleterre, Pologne, Amérique, Bulgarie et Norvège.
4. En outre, un représentant pour chacune des autres sections qui ont droit au vote.

Le Présidium est obligé de soumettre à une session de l'Exécutif élargi toutes les grandes questions fondamentales admettant un délai. La première session de l'Exécutif Élargi a lieu immédiatement après le Congrès mondial.

Le Présidium

L'Exécutif Élargi élit, au cours de sa première session, un Présidium dont font partie un représentant des Jeunesses et un de l'Internationale Syndicale Rouge avec voix consultative, et constitue les sections suivantes :

- 1) Une Section Orientale aux travaux de laquelle l'Exécutif devra accorder une attention particulière pour l'année prochaine. Son chef doit faire partie du Présidium. Dans son travail politique, elle est subordonnée au Présidium ; ce dernier règle les rapports de la section avec la Section d'Organisation.
- 2) Une Section d'Organisation à laquelle deux membres au moins du Présidium doivent appartenir. Elle est subordonnée au Présidium.
- 3) Une Section d'Agitation et de Propagande, dirigée par un membre de l'Exécutif. Elle est également directement subordonnée au Présidium.
- 4) Une Section de Statistique et d'Information, subordonnée à la Section d'Organisation.

L'Exécutif a le droit d'installer d'autres sections.

La division du travail dans l'Exécutif

Une précise division du travail doit être faite entre les membres de l'Exécutif ainsi qu'entre ceux du Présidium. Le travail de chaque section est préparé par des rapporteurs responsables désignés par le Présidium, un pour chacun des pays les plus importants. En règle générale, ce rapporteur doit être membre de l'Exécutif ou même si possible du Présidium. Les rapporteurs qui ne font pas partie de l'Exécutif ou du Présidium travaillent sous le contrôle d'un membre du Présidium.

Le Présidium organise un Secrétariat général, dirigé par un secrétaire général ; l'Exécutif fournit deux suppléants. Le Secrétariat n'a pas les fonctions d'un organe politique indépendant ; il n'est qu'un organe d'exécution du Présidium.

L'Exécutif est chargé d'agir dans tous les partis pour qu'une division du travail analogue soit appliquée dans chaque pays, en tenant compte des situations diverses.

Les délégués de l'Exécutif. Dans des cas spéciaux, l'Exécutif envoie dans tel ou tel pays des délégués recrutés parmi les camarades les plus qualifiés des diverses sections. Ces représentants doivent être pourvus par l'Exécutif des plus larges pouvoirs. Des instructions spéciales doivent déterminer les fonctions de ces délégués, leurs droits et leurs obligations ainsi que leurs rapports avec les partis intéressés.

L'Exécutif est chargé de faire avec la plus grande énergie une révision de l'application réelle des 21 conditions et des décisions des Congrès mondiaux. Les délégués seront chargés d'effectuer cette révision avec la plus grande vigilance. Ils devront, au moins une fois par mois, rendre compte des résultats de leurs travaux.

La Commission de Contrôle Internationale. La Commission de Contrôle Internationale subsiste. Ses fonctions restent les mêmes qui ont été formulées par le 3^e Congrès mondial. Le Congrès mondial désigne chaque année deux sections voisines, dont les Comités Directeurs élisent dans leur sein chacun trois membres de la Commission de Contrôle, qui doivent être confirmés par l'Exécutif. Pour cette année, le Congrès mondial charge de ces fonctions les sections allemande et française.

Le Bureau d'Information Technique. Les bureaux d'information technique subsistent. Ils ont pour fonctions de donner des informations techniques et sont subordonnés à l'Exécutif.

« *L'internationale Communiste* ». *L'internationale Communiste* est l'organe de l'Exécutif ; sa rédaction est élue par l'Exécutif et lui est subordonnée.

Publications de l'Exécutif. Le Congrès rappelle que tous les organes communistes sont tenus, comme jusqu'à présent, d'imprimer tous les documents de l'Exécutif (appels, lettres, résolutions, etc...) aussitôt que l'Exécutif l'exige.

Les procès-verbaux des Partis Nationaux. Les Comités Directeurs de toutes les sections sont obligés de faire parvenir régulièrement à l'Exécutif les procès-verbaux de toutes leurs séances.

Représentations réciproques. Il est désirable que les sections les plus importantes entretiennent entre voisins une représentation réciproque dans un but d'information mutuelle et de coordination de leurs travaux. Les rapports de ces représentations devront également être mis à la disposition de l'Exécutif.

Congrès Nationaux des Sections. En règle générale, avant le Congrès mondial, les partis doivent tenir des conférences nationales ou des sessions élargies de leur organe exécutif, pour préparer le Congrès mondial et élire leurs délégués. Les Congrès nationaux des sections ont lieu après le Congrès mondial. Les exceptions ne peuvent être admises qu'avec le consentement de l'Exécutif.

De la sorte, les intérêts des différentes sections seront sauvegardés le mieux possible et la possibilité subsistera de faire valoir « de bas en haut » toute l'expérience du mouvement international.

De cette manière, la possibilité est également donnée à l'Internationale Communiste, comme Parti mondial et centralisé, de répartir aux différents partis « de haut en bas », par la voie du centralisme démocratique, les directives découlant de l'expérience globale de l'Internationale.

Les Démissions. Le Congrès condamne de la manière la plus catégorique les cas de démission qui se sont produits de la part de camarades de divers Comités Directeurs et de groupes entiers de leurs membres. Le Congrès considère ces démissions comme un acte de désorganisation extrême du mouvement communiste. Tout poste dirigeant dans un parti communiste n'appartient pas au détenteur du mandat, mais à l'Internationale dans son ensemble.

Le Congrès décide : les membres élus d'institutions centrales des diverses sections ne peuvent déposer leurs mandats qu'avec l'assentiment de l'Exécutif. Les démissions acceptées par un Comité Directeur sans l'approbation de l'Exécutif sont nulles et non avenues.

Le Travail illégal. En vertu de la résolution du Congrès indiquant qu'un certain nombre de partis très importants entrent selon toute apparence dans une période d'illégalité, le Présidium est chargé de se vouer dans la plus large mesure à la préparation de ces partis en vue du travail illégal.

Immédiatement après la fin du Congrès, le Présidium devra commencer des négociations avec tous les partis en question.

Le Secrétariat International des Femmes. Le Secrétariat International des Femmes subsiste comme par le passé. L'Exécutif nomme la secrétaire des Femmes et, d'accord avec elle, prend toutes les mesures d'organisation nécessaires.

La Représentation de l'Exécutif des Jeunes. Le Congrès charge l'Exécutif d'établir une représentation régulière de l'I.C. à l'Internationale des Jeunes. Le Congrès estime que c'est une des tâches les plus importantes de l'Exécutif de stimuler le travail du mouvement des Jeunes.

Liaison avec l'Internationale Syndicale Rouge. Le Congrès charge l'Exécutif d'élaborer, d'accord avec la direction centrale du Profintern, les formes de la liaison réciproque entre l'I.C. et le Profintern. Le Congrès déclare que dans la période actuelle, les luttes économiques sont plus étroitement liées que jamais aux luttes politiques, qu'elles exigent donc une collaboration particulièrement intime des forces de toutes les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière.

La Révision des Statuts. Le Congrès confirme les statuts adoptés par le 2^o Congrès et charge l'Exécutif de rédiger à nouveau et de compléter ces statuts sur la base des nouvelles décisions. Ce travail devra être fait en temps opportun, être soumis au jugement de tous les partis et être définitivement confirmé par le 5^o Congrès mondial.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 18 -

Résolution sur la question française

La crise du Parti et le rôle des fractions

[Retour à la table des matières](#)

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste constate que l'évolution de notre Parti français depuis le socialisme parlementaire jusqu'au communisme révolutionnaire s'opère avec une extrême lenteur qui est loin de s'expliquer par les conditions uniquement objectives, par les traditions, par la psychologie nationale de la classe ouvrière, etc..., mais qui est due, avant tout, à une résistance directe et parfois exceptionnellement opiniâtre des éléments non communistes qui sont encore très forts dans les sommets du Parti et particulièrement dans la fraction du centre qui, depuis Tours, a eu, pour la plus grande part, la direction du Parti.

La cause fondamentale de la crise aiguë que traverse actuellement le Parti se trouve dans la politique d'attente, indécise et hésitante, des éléments dirigeants du centre qui, devant les exigences urgentes de l'organisation du Parti, essaient de gagner du temps, couvrant ainsi une politique de sabotage direct dans les questions syndicales, du front unique, de l'organisation du Parti et autres. Le temps ainsi gagné par les éléments dirigeants du centre a été perdu pour le progrès révolutionnaire du prolétariat français.

Le Congrès fait au Comité Exécutif une obligation de suivre de toute son attention la vie intérieure du Parti Communiste français afin de pouvoir, en s'appuyant sur la majorité incontestablement prolétarienne et révolutionnaire, le libérer de l'influence des éléments qui ont engendré la crise et qui ne cessent de l'aggraver.

Le Congrès rejette l'idée même d'une scission, qui n'est en rien suggérée par la situation du Parti. L'écrasante majorité de ses membres est sincèrement et profondément dévouée à la cause communiste. Seul, un manque de clarté subsistant dans la doctrine et la conscience du Parti a permis à ses éléments conservateurs, centristes et semi-centristes, d'apporter un trouble aussi aigu et d'engendrer des fractions. Un effort ferme et constant pour éclaircir l'essence des questions litigieuses devant le Parti groupera, sur le terrain des décisions du présent Congrès, l'écrasante majorité des membres du Parti et, avant tout, sa base prolétarienne. Quant aux éléments qui adhèrent au Parti, mais en même temps sont liés par toute la nature de leur pensée et de leur vie aux mœurs et coutumes de la société bourgeoise et sont incapables de comprendre la véritable politique prolétarienne ou de se soumettre à la discipline révolutionnaire, leur rejet progressif du Parti est la condition indispensable de son assainissement, de sa cohésion et de sa faculté d'action.

L'avant-garde communiste de la classe ouvrière a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs ou d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec les mœurs et coutumes du milieu

bourgeois, brûlent derrière eux tous les ponts les rattachant au camp dont ils sont sortis, ne demandent pour eux ni exception, ni privilèges et se soumettent à la discipline, à l'égal de simples militants. Les intellectuels, si nombreux en France, qui entrent dans le Parti en amateurs ou en carriéristes, lui causent seulement un immense dommage ; ils le compromettent devant les masses prolétariennes et l'empêchent de conquérir la confiance de la classe ouvrière.

Il faut à tout prix épurer impitoyablement le Parti de pareils éléments et fermer les portes devant eux. Le meilleur moyen pour cela serait d'effectuer une révision générale des effectifs du Parti au moyen d'une commission spéciale composée d'ouvriers irréprochables sous le rapport de la morale communiste.

Le Congrès constate que la tentative faite par le Comité Exécutif pour atténuer les manifestations de la crise dans le domaine de l'organisation en constituant les organes dirigeants sur la base paritaire entre les deux principales fractions du centre et de la gauche a été rendue vaine par le centre sous l'influence indubitable de ses éléments les plus conservateurs, qui prennent dans cette fraction une prépondérance inévitable toutes les fois qu'elle s'oppose à la gauche.

Le Congrès estime nécessaire d'expliquer à tous les membres du Parti Communiste français que les efforts du Comité Exécutif tendant à obtenir un accord préalable entre les principales fractions avaient pour but de faciliter les travaux du Congrès de Paris et ne constituaient, en aucun cas, une atteinte aux droits du Congrès comme organe souverain du Paris Communiste français.

Le Congrès estime nécessaire d'établir que, quelles qu'aient pu être les erreurs particulières de la gauche, elle s'est efforcée essentiellement, pendant comme avant le Congrès de Paris, de réaliser la politique de l'Internationale Communiste, et que dans les principaux problèmes du mouvement révolutionnaire, dans la question du front unique et dans la question syndicale, elle a occupé, en face du centre et du groupe Renault, la position juste.

Le Congrès invite instamment tous les éléments véritablement révolutionnaires et prolétariens, qui sont indubitablement en majorité dans le centre, à mettre fin à l'opposition des éléments conservateurs et à s'unir avec la gauche dans un travail commun. La même remarque se rapporte à la fraction qui par ses effectifs, arrive la troisième et qui mène la campagne la plus vive, et manifestement erronée, contre la politique du front unique.

L'extrême-gauche

En liquidant le caractère fédéraliste de son organisation, la Fédération de la Seine a repoussé par là même la position manifestement erronée de l'aile soi-disant d'extrême-gauche. Cependant cette dernière, en la personne des camarades Heine et Lavergne, a cru pouvoir donner au citoyen Delplanque un mandat impératif en vertu duquel le citoyen Delplanque s'engageait à s'abstenir de voter sur toutes les questions et à ne prendre aucun engagement. Cette façon d'agir des représentants déjà nommés de l'extrême-gauche témoigne de leur parfaite incompréhension du sens et de l'essence de l'Internationale Communiste.

Les principes du centralisme démocratique qui sont à la base de nos organisations excluent radicalement la possibilité de mandats impératifs, qu'il s'agisse de Congrès fédéraux, nationaux ou internationaux. Les Congrès n'ont de sens que dans la mesure où les décisions collectives des

organisations — locales, nationales ou internationales — sont élaborées par le libre examen et la décision de tous les délégués. Il est tout à fait évident que les discussions, l'échange des expériences et des arguments de chacun dans un Congrès seraient dépourvus de sens, si les délégués étaient liés d'avance par des mandats impératifs.

La violation des principes fondamentaux de l'organisation de l'Internationale est aggravée dans le cas actuel par le refus de ce groupe de ne prendre aucun engagement à l'égard de l'Internationale, comme si le seul fait d'appartenir à l'Internationale n'imposait pas à tous ses membres des engagements absolus de discipline et de mise en pratique de toutes les décisions adoptées.

Le Congrès invite le Comité Directeur de notre section française à étudier, sur place, tous les éléments de cet incident et à en tirer toutes les conclusions politiques et d'organisation qui en découlent.

La question syndicale

Les décisions prises par le Congrès dans la question syndicale comportent certaines concessions de forme et d'organisation destinées à faciliter le rapprochement du Parti et des organisations syndicales ou masses syndiquées n'adoptant pas encore le point de vue communiste. Mais ce serait dénaturer complètement le sens de ces décisions que de vouloir les interpréter comme une approbation de la politique d'abstention syndicale qui a été dominante dans le Parti et que prêchent encore aujourd'hui beaucoup de ses membres.

Les tendances représentées dans cette question par Ernest Lafont sont en contradiction complète et inconciliables avec les missions révolutionnaires de la classe ouvrière et avec toute la conception du communisme. Le Parti ne peut ni ne veut attenter à l'autonomie des syndicats, mais il doit démasquer et châtier impitoyablement ceux de ses membres qui réclament l'autonomie en vue de leur action désorganisatrice et anarchiste au sein des syndicats. Dans cette question essentielle, l'Internationale souffrira moins que dans n'importe quel autre domaine toute déviation ultérieure de la voie communiste, la seule juste du point de vue de la pratique internationale, comme de celui de la théorie.

Les leçons de la grève du Havre

La grève du Havre, malgré son caractère local, est un témoignage indubitable de la combativité croissante du prolétariat français. Le gouvernement capitaliste a répondu à la grève par l'assassinat de quatre ouvriers, comme s'il se hâtait de rappeler aux ouvriers français qu'ils ne pourront conquérir le pouvoir et détruire l'esclavage capitaliste qu'au prix de la plus grande lutte, du maximum de dévouement et d'abnégation et de nombreux sacrifices.

Si la réponse du prolétariat français aux assassinats du Havre a été complètement insuffisante, la responsabilité en incombe non seulement à la trahison, devenue depuis longtemps de règle parmi les dissidents et les syndicalistes réformistes, mais aussi à la manière d'agir complètement erronée des organes dirigeants de la C.G.T.U. et du Parti Communiste. Le Congrès estime nécessaire de s'arrêter sur cette question parce qu'elle nous offre un exemple éclatant de la manière radicalement fautive d'aborder les problèmes d'action révolutionnaire.

En divisant d'une façon incorrecte en principe la lutte de classe du prolétariat en deux domaines soi-disant indépendants, l'économique et le politique, le Parti, cette fois encore, ne fit preuve d'aucune initiative indépendante, se bornant à appuyer la C.G.T.U., comme si en réalité l'assassinat de quatre prolétaires par le gouvernement du capital était un acte économique et non un événement politique de première importance. Quant à la C.G.T.U., sous la pression du Syndicat parisien du Bâtiment, elle proclama le lendemain des assassinats du Havre, un dimanche, une grève générale de protestation pour le mardi. Les ouvriers de France n'eurent pas le temps, dans beaucoup d'endroits, d'apprendre non seulement l'appel à la grève générale, mais même le fait de l'assassinat. Dans ces conditions, la grève générale était d'avance vouée à l'échec. Il n'y a pas de doute que, cette fois encore, la C.G.T.U. n'ait adapté sa politique aux éléments anarchistes, organiquement étrangers à la compréhension de l'action révolutionnaire et à sa préparation, et qui suppléent à la lutte révolutionnaire par des appels révolutionnaires de leurs coteries, sans se soucier de la réalisation de ces appels. Le Parti, de son côté, capitula en silence devant la démarche évidemment erronée de la C.G.T.U. au lieu d'essayer, sous une forme amicale mais instante, d'obtenir de cette dernière l'ajournement de la manifestation gréviste dans le but de développer une vaste agitation de masse.

La première obligation, tant du Parti que de la C.G.T.U. devant le crime ignoble de la bourgeoisie française, était de mobiliser immédiatement un millier des meilleurs agitateurs du Parti et des syndicats à Paris et en province, pour expliquer aux éléments les plus arriérés de la classe ouvrière le sens des événements du Havre, et pour préparer les masses ouvrières à la protestation et à la défense. Le Parti était tenu, en pareil cas, de lancer à plusieurs millions d'exemplaires un appel à la classe ouvrière et aux paysans, à l'occasion du crime du Havre.

L'organe central du Parti devait quotidiennement poser aux réformistes — socialistes et syndicalistes — la question : quelle est la forme de lutte que vous proposez en réponse aux assassinats du Havre ? De son côté le Parti devait, de concert avec la C.G.T.U., lancer l'idée d'une grève générale, sans en fixer d'avance la date et la durée, en se laissant guider par le développement de l'agitation et du mouvement dans le pays. Il était indispensable de tenter de constituer dans chaque usine, ou dans chaque quartier, ville et région, des Comités provisoires de protestation dans la composition desquels les communistes et syndicalistes révolutionnaires comme initiateurs auraient fait entrer des membres ou des représentants des organisations réformistes.

Seule, une campagne de ce genre, systématique, concentrée, universelle par ses moyens, tendue et infatigable, pouvait, menée pendant toute une semaine et plus, être couronnée par un mouvement puissant et imposant, sous la forme d'une grande grève de protestation, de manifestation dans la rue, etc... Le résultat sûr d'une telle campagne aurait été d'augmenter dans les masses les liaisons, l'autorité et l'influence du Parti et de la C.G.T.U., de les rapprocher mutuellement dans le travail révolutionnaire et de rapprocher d'eux la partie de la classe ouvrière qui suit encore les réformistes. La prétendue grève générale du 1^{er} mai 1921, que les éléments révolutionnaires ne surent pas préparer et que les réformistes firent criminellement échouer, constitua un tournant dans la vie intérieure de la France, en affaiblissant le prolétariat et en renforçant la bourgeoisie. La « grève générale » de protestation du mois d'octobre 1922 fut, au fond, une trahison réitérée de la droite et une nouvelle erreur de la gauche. L'Internationale invite, de la manière la plus énergique, les

camarades français, dans quelque branche du mouvement prolétarien qu'ils travaillent, à accorder une attention extrême aux problèmes de l'action des masses, à en étudier minutieusement les conditions et les méthodes, à soumettre les erreurs de leurs organisations dans chaque cas concret à une analyse critique attentive, à préparer non moins minutieusement les éventualités mêmes d'action des masses au moyen d'une agitation vaste et tendue, à proportionner les mots d'ordre à la disposition et à l'aptitude des masses à l'action.

Les chefs réformistes s'appuient dans leurs actes de trahison sur les conseils, suggestions et indications de toute l'opinion publique bourgeoise, à laquelle ils sont indissolublement liés. Les syndicalistes révolutionnaires, qui ne peuvent pas ne pas être en minorité dans les organisations syndicales commettront d'autant moins d'erreurs que le Parti comme tel, consacrera plus d'attention à toutes les questions du mouvement ouvrier, étudiant minutieusement les conditions et le milieu et présentant aux syndicats, par l'intermédiaire de ses membres, telles ou telles propositions, en conformité avec toute la situation.

La franc-maçonnerie, la Ligue des Droits de l'Homme et la presse bourgeoise

L'incompatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme était considérée comme évidente dans la plupart des partis de la 2^e Internationale. Le Parti Socialiste italien a exclu les Francs-Maçons en 1914, et cette mesure a été, sans aucun doute, une des raisons qui ont permis à ce parti de suivre, pendant la guerre, une politique d'opposition, puisque les Francs-Maçons, en qualité d'instruments de l'Entente, agissaient en faveur de l'intervention.

Si le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste n'a pas formulé, dans les conditions d'adhésion à l'Internationale, de point spécial sur l'incompatibilité du communisme et de la franc-maçonnerie, c'est parce que ce principe a trouvé sa place dans une résolution séparée votée à l'unanimité du Congrès.

Le fait, qui s'est révélé d'une façon inattendue au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste, de l'appartenance d'un nombre considérable de communistes français aux loges maçonniques est, aux yeux de l'Internationale Communiste, le témoignage le plus manifeste et en même temps le plus pitoyable que notre Parti français a conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes, extrêmement compromettantes pour la tête du Parti, avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie radicale.

Tandis que l'avant-garde communiste du prolétariat recueille toutes ses forces pour une lutte sans merci contre tous les groupements et organisations de la société bourgeoise au nom de la dictature prolétarienne, de nombreux militants responsables du Parti, députés, journalistes, et jusqu'à des membres du Comité Directeur, conservent une liaison étroite avec les organisations secrètes de l'ennemi.

Un fait particulièrement déplorable est celui que tout le Parti, dans toutes ses tendances, n'a pas soulevé cette question après Tours, malgré sa clarté évidente pour toute l'Internationale et qu'il ait fallu la lutte des fractions à l'intérieur du Parti pour la faire surgir devant l'Internationale dans toute son importance menaçante.

L'Internationale considère comme indispensable de mettre fin, une fois pour toutes, à ces liaisons compromettantes et démoralisatrices de la tête du Parti Communiste avec les organisations politiques de la bourgeoisie. L'honneur du prolétariat de France exige qu'il épure toutes ses organisations de classe des éléments qui veulent appartenir à la fois aux deux camps en lutte.

Le Congrès charge le Comité Directeur du Parti Communiste français de liquider avant le 1^{er} janvier 1923 toutes les liaisons du Parti, en la personne de certains de ses membres et de ses groupes, avec la franc-maçonnerie. Celui qui, avant le 1^{er} janvier, n'aura pas déclaré ouvertement à son organisation et rendu publique par la presse du Parti sa rupture complète avec la franc-maçonnerie est, par là même, automatiquement exclu du Parti Communiste sans droit d'y jamais adhérer à nouveau, à quelque moment que ce soit. La dissimulation par quiconque de son appartenance à la franc-maçonnerie sera considérée comme pénétration dans le Parti d'un agent de l'ennemi et flétrira l'individu en cause d'une tâche d'ignominie devant tout le prolétariat.

Considérant que le seul fait d'appartenir à la franc-maçonnerie, qu'on ait poursuivi ou non, ce faisant, un but matériel, carriériste ou tout autre but flétrissant, témoigne d'un développement extrêmement insuffisant de la conscience communiste et de la dignité de classe, le 4^e Congrès reconnaît indispensable que les camarades qui ont appartenu jusqu'à présent à la franc-maçonnerie et qui rompront maintenant avec elle soient privés durant deux ans du droit d'occuper des postes importants dans le Parti. Ce n'est que par un travail intense pour la cause de la révolution en qualité de simples militants, que ces camarades peuvent reconquérir la confiance complète et le droit d'occuper dans le Parti des postes importants.

Considérant que la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen est, dans son essence, une organisation du radicalisme bourgeois, qu'elle utilise ses actes isolés contre telle ou telle injustice pour semer les illusions et les préjugés de la démocratie bourgeoise et surtout que, dans les cas les plus décisifs et les plus graves, comme par exemple pendant la guerre, elle prête tout son appui au capital organisé sous forme d'état, le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste estime absolument incompatible avec le titre de communiste et contraire aux conceptions élémentaires du communisme le fait d'appartenir à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen et invite tous les membres du Parti adhérant à cette Ligue à en sortir avant le 1^{er} janvier 1923, en le portant à la connaissance de leur organisation et en le publiant dans la Presse.

Le Congrès invite le Comité Directeur du Parti Communiste français :

1° À publier immédiatement son appel à tout le Parti, éclaircissant le sens et la portée de la présente résolution.

2° À prendre toutes les mesures découlant de la résolution pour que l'épuration du Parti de la franc-maçonnerie et la rupture de toute relation avec la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen soit effectuée sans faiblesse et sans omission avant le 1^{er} janvier 1923. Le Congrès exprime son assurance que, dans son travail d'épuration et d'assainissement, le Comité Directeur sera soutenu par l'immense majorité des membres du Parti, à quelque fraction qu'ils appartiennent.

Le Comité Directeur doit dresser les listes de tous les camarades qui, à Paris et en province, tout en faisant partie du Parti Communiste et en assumant des postes divers, même de confiance, collaborent en même temps à la presse bourgeoise et inviter ces éléments à faire, avant le 1^{er} janvier 1923, un choix complet et définitif entre les organes bourgeois de corruption des masses populaires et le Parti révolutionnaire de la dictature du prolétariat.

Les fonctionnaires du Parti qui ont violé la prescription établie et réitérée maintes fois dans des décisions visant le Parti français doivent être privés du droit d'occuper des postes de confiance pendant un an.

Les candidats du Parti

Afin de donner au Parti un caractère vraiment prolétarien et dans le but d'écarter de ses rangs les éléments qui n'y voient qu'une antichambre du Parlement, des conseils municipaux, des conseils généraux, etc..., il est indispensable d'établir comme règle inviolable que les listes des candidats présentées par le Parti aux élections comprendront au moins neuf dixièmes d'ouvriers communistes travaillant encore à l'atelier, à l'usine ou aux champs, et de paysans ; les représentants des professions libérales ne peuvent être admis que dans la limite strictement déterminée d'un dixième au plus du nombre total des sièges éligibles que le Parti occupe ou espère occuper par l'intermédiaire de ses membres ; En outre, on fera preuve d'une rigueur particulière dans le choix des candidats appartenant aux professions libérales (vérification minutieuse de leurs antécédents politiques, de leurs relations sociales, de leur fidélité et de leur dévouement à la cause de la classe ouvrière), par des commissions essentiellement prolétariennes.

Sous ce régime seulement, les parlementaires, conseillers municipaux et généraux, et maires communistes, cesseront d'être une caste professionnelle n'ayant dans la plupart des cas que peu de rapports avec la classe ouvrière et deviendront l'un des instruments de la lutte révolutionnaire des masses.

L'action communiste dans les colonies

Le 4^e Congrès attire encore une fois l'attention sur l'importance exceptionnelle d'une activité juste et systématique du Parti communiste dans les colonies. Le Parti condamne catégoriquement la position de la section communiste de Sidi-Bel-Abbès, qui couvre d'une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste, soutenant, au fond, la domination impérialiste du capitalisme français sur ses esclaves coloniaux. Le Congrès estime que notre activité dans les colonies doit s'appuyer, non pas sur des éléments aussi pénétrés de préjugés capitalistes et nationalistes, mais sur les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes et, en premier lieu, sur la jeunesse prolétarienne indigène.

Seules, une lutte intransigeante du Parti Communiste dans la métropole contre l'esclavage colonial et une lutte systématique dans les colonies elles-mêmes peuvent affaiblir l'influence des éléments ultra-nationalistes des peuples coloniaux opprimés sur les masses travailleuses, attirer la sympathie de ces dernières à la cause du prolétariat français et ne point donner ainsi au capital français, à

l'époque du soulèvement révolutionnaire du prolétariat, la possibilité d'employer les indigènes coloniaux comme la dernière réserve de la contre-révolution.

Le Congrès international invite le Parti français et son Comité Directeur à prêter infiniment plus d'attention, de force et de moyens que jusqu'à ce jour, à la question coloniale et à la propagande dans les colonies et, entre autres, à créer auprès du Comité Directeur un bureau permanent d'action coloniale, en y faisant entrer des représentants des organisations communistes indigènes.

Décisions

- a) *Comité Directeur*. — Exceptionnellement, étant donné la crise aiguë provoquée par le Congrès de Paris, le Comité Directeur sera constitué sur la base proportionnelle, d'après le vote du Congrès, relative aux organismes centraux.

Les propositions des diverses fractions seront les suivantes :

Centre :	10 titulaires et 3 suppléants.
Gauche :	9 titulaires et 2 suppléants.
Tendance Renault :	4 titulaires et 1 suppléant.
Minorité Renaud Jean :	1 titulaire.
Jeunesses :	2 représentants avec voix délibérative.

Le bureau politique sera composé sur la même base, les fractions obtenant respectivement :

Centre, 3 postes ;

Gauche, 3 ;

Tendance Renault, 1.

Les membres du Comité Directeur, comme ceux du bureau politique et des organismes centraux importants, seront désignés par les fractions à Moscou, pour éviter toute contestation d'ordre personnel qui risquerait d'aggraver la crise. La liste ainsi élaborée est soumise au 4^e Congrès mondial par la délégation qui s'engage à la défendre devant le parti. Le 4^e Congrès prend acte de cette déclaration en exprimant sa conviction que cette liste est la seule possibilité de résoudre la crise du Parti.

La liste du nouveau Comité Directeur élaborée par les fractions est la suivante :

CENTRE

Titulaires : Marcel Cachin, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Jacob, Laguesse, Lucie Leiciague, Marrane, Paquereaux, Louis Sellier.

Suppléants : Dupillet, Pierpont, Plais.

GAUCHE

Titulaires : Bouchez, Cordier, Demusois, Amédée Dunois, Rosmer, Souvarine, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier.

Suppléants : Marthe Bigot, Salles.

FRACTION RENOULT

Titulaires : Bartieret, Dubus, Fromont, Werth.

Suppléants : Lespagnol.

Un Conseil national avec pouvoir de Congrès ratifiera cette liste, au plus tard dans la deuxième quinzaine de janvier.

Jusqu'à ce moment, le Comité Directeur provisoire nommé par le Congrès de Paris reste en fonction.

b) La Presse.

Le Congrès confirme le régime de la presse déjà décidé :

- 1) Direction des journaux remise au bureau politique ;
- 2) Éditorial non signé apportant chaque jour aux lecteurs l'opinion du Parti ;
- 3) Interdiction pour les journalistes du Parti de collaborer à la presse bourgeoise.

Directeur de l'*Humanité* : Marcel Cachin,

Secrétaire général : Amédée Dunois, tous deux ayant des pouvoirs égaux, c'est-à-dire que tout conflit surgissant entre eux sera porté devant le bureau politique et tranché par lui.

c) Secrétariat de rédaction : un au Centre et un à la Gauche.

La rédaction du *Bulletin Communiste* sera remise à un camarade de la Gauche.

Les rédacteurs démissionnaires rentreront à la rédaction.

Pour préparer le Conseil National, la page du Parti sera rétablie avec liberté d'écrire pour chaque tendance.

d) *Secrétariat général*. — Il sera assuré sur la base paritaire par un camarade du Centre et un de la Gauche, tout conflit étant tranché par le bureau politique.

Titulaires : Frossard et Treint. Suppléant de Frossard : Louis Sellier.

e) *Délégués à l'Exécutif*. — Le Congrès considère comme absolument nécessaire pour établir des liens tout à fait normaux et cordiaux entre le Comité Exécutif et le Parti Français que les deux tendances les plus importantes soient représentées à Moscou par 6 camarades, les plus qualifiés et autorisés

de leurs tendances, c'est-à-dire par les camarades Frossard et Souvarine, au moins pour trois mois, jusqu'à la fin de la crise que traverse actuellement le Parti français.

La représentation du Parti français à Moscou par Frossard et Souvarine donnera la pleine certitude que chaque suggestion de l'Exécutif, faite en accord avec ces deux camarades, aura l'adhésion du Parti tout entier.

f) *Appointements des fonctionnaires du Parti.* — En ce qui concerne les appointements des fonctionnaires du Parti, rédacteurs, etc..., le Parti créera une commission spéciale composée de camarades ayant toute la confiance morale du Parti pour régler cette question à deux points de vue :

- 1) Éliminer toute possibilité de cumul des appointements qui provoque une légitime indignation dans la masse ouvrière du Parti ;
- 2) Pour les camarades dont le travail est absolument nécessaire au Parti, créer une situation qui leur permette de consacrer toutes leurs forces au service du Parti.

g) *Commissions.* —

- 1) Conseil d'administration de *l'Humanité* : 6 Centre, 5 Gauche, 2 tendance Renoult.

La Commission accepte que la R.P. fonctionne aussi exceptionnellement pour les commissions importantes.

- 2) Secrétariat syndical : un secrétaire du Centre et un secrétaire de la Gauche — tout conflit entre eux étant examiné par le Bureau Politique.

h) *Cas litigieux.* — Les cas litigieux qui émaneraient des décisions d'organisation prises à Moscou, dans leur application, devront être réglés par une commission spéciale composée d'un représentant du Centre, un représentant de la Gauche et du délégué de l'Exécutif comme Président.

i) *Postes prohibés pour les anciens Francs-Maçons.*

— Par postes prohibés pour les anciens Francs-Maçons, on entend les postes dont les titulaires ont le mandat de représenter plus ou moins indépendamment, sous leur propre responsabilité, les idées du Parti, devant la masse ouvrière, par la parole et par la plume.

S'il y avait entre les deux fractions, une divergence dans la détermination de ces postes, elle serait soumise à la Commission indiquée plus haut.

En cas de difficultés techniques pour la réintégration des rédacteurs démissionnaires, la commission envisagée précédemment réglerait ces difficultés.

Toutes les résolutions ne concernant pas la constitution du Comité Directeur sont applicables immédiatement.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 19 -

Programme de travail et d'action du Parti Communiste Français

[Retour à la table des matières](#)

1. La tâche la plus pressante du Parti est d'organiser la résistance du prolétariat à l'offensive du Capital, qui se déploie en France comme dans les autres grands États industriels. La défense de la journée de huit heures, la conservation et l'augmentation des salaires acquis, la lutte pour toutes les revendications économiques journalières constituent la meilleure plate-forme pour rassembler le prolétariat dispersé, lui rendre la confiance en sa force et en son avenir. Le Parti doit immédiatement prendre en mains l'initiative des mouvements d'ensemble susceptibles de faire échec à l'offensive du Capital et de rendre à la classe ouvrière la notion de son unité.
2. Le Parti doit mener campagne pour mettre en évidence devant les travailleurs l'interdépendance du maintien de la journée de huit heures et de la sauvegarde des salaires, la répercussion inévitable de l'une de ces revendications sur l'autre. Il doit saisir comme possibilités d'agitation, non seulement les menées du patronat, mais aussi les atteintes portées par l'État aux intérêts immédiats des ouvriers, comme par exemple l'impôt sur les salaires, et toutes les questions économiques intéressant la classe ouvrière, telle que l'augmentation des loyers, les impôts de consommation, les assurances sociales, etc...

Le Parti entreprendra une active campagne de propagande dans la classe ouvrière pour la création de Conseils d'usines englobant l'ensemble des travailleurs de chaque entreprise, qu'ils soient ou ne soient pas déjà organisés économiquement ou politiquement, et destinés notamment à exercer un contrôle ouvrier sur les conditions du travail et de la production.

3. Les mots d'ordre de lutte pour les revendications matérielles pressantes du prolétariat doivent servir de moyens de réalisation du front unique contre la réaction économique et politique. La tactique du front unique ouvrier sera la règle générale des actions de masse. Le Parti doit créer des conditions favorables à la réussite de cette tactique en entreprenant une préparation sérieuse de sa propre organisation et des éléments sympathisants, par tous les moyens de propagande et d'agitation dont il dispose. La presse, les tracts, les brochures, les réunions de toute espèce, tout doit concourir à cette préparation que le Parti étendra à tous les groupements prolétariens comptant des communistes. Le Parti doit faire appel aux organisations ouvrières rivales importantes, politiques et économiques, avec éclat et sans jamais cesser de commenter publiquement ses propositions ou celles des réformistes, les acceptations et les refus des uns ou des autres. Il ne renoncera en aucun cas à son indépendance complète, à son droit de critique des participants à

l'action. Il cherchera toujours à prendre et à conserver l'initiative et à influencer sur toute autre initiative dans le sens de son programme.

4. Pour se mettre en condition de participer à l'action ouvrière sous toutes ses formes, de contribuer à l'orienter ou de remplir dans certaines circonstances un rôle déterminant, le Parti doit constituer, sans perdre un jour, son organisation de travail syndical. La formation de Commissions syndicales auprès des fédérations et sections (décidée par le Congrès de Paris) et de groupes communistes dans les usines et grandes entreprises capitalistes ou étatiques, fera pénétrer dans les masses ouvrières les ramifications du Parti, grâce auxquelles celui-ci pourra diffuser ses mots d'ordre et accroître l'influence communiste sur le mouvement prolétarien. Les Commissions syndicales, à tous les degrés de la structure du Parti et des syndicats, se tiendront en liaison avec les communistes restés, en accord avec le Parti, dans la C.G.T. réformiste et les guideront dans leur opposition à la politique des dirigeants officiels ; elles enregistreront les membres du Parti syndiqués, contrôleront leur activité et leur transmettront les directives du Parti.
5. Le travail communiste dans tous les syndicats sans exception consiste en premier lieu dans la lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale indispensable à la victoire du prolétariat. Chaque occasion doit être utilisée par les communistes pour montrer les effets néfastes de la division actuelle et préconiser la fusion. Le Parti combattra toute tendance à la dispersion de l'action, au morcellement de l'organisation, au particularisme professionnel ou local, à l'idéologie anarchiste. Il soutiendra la nécessité de la centralisation du mouvement, la formation de vastes organisations par industries, la coordination des grèves pour substituer aux actions localisées et limitées, vouées d'avance à l'insuccès, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur force. Dans la C.G.T. Unitaire, les communistes combattront toute tendance contraire au ralliement des syndicats français à l'Internationale Syndicale Rouge. Dans la C.G.T. réformiste, ils dénonceront l'Internationale d'Amsterdam et les pratiques de collaboration de classe des dirigeants. Dans les deux C.G.T., ils préconiseront les démonstrations et actions communes, les grèves en commun, le front unique, l'unité organique, le programme intégral de l'Internationale Syndicale Rouge.
6. Le Parti doit tirer profit de chaque mouvement de masses spontané ou organisé, revêtant une certaine ampleur, pour mettre en lumière le caractère politique de toute lutte de classe, et utiliser les conditions favorables à la propagation de ses mots d'ordre de lutte politique, comme l'amnistie, l'annulation du traité de Versailles, l'évacuation de la rive gauche du Rhin par l'armée d'occupation, etc...
7. La lutte contre le traité de Versailles et ses conséquences doit passer au premier plan des préoccupations du Parti. Il s'agit de rendre active la solidarité des prolétariats de France et d'Allemagne contre la bourgeoisie des deux pays, profiteuse du traité. Pour cela, le devoir urgent du Parti français est de faire connaître aux ouvriers et aux soldats la situation tragique de leurs frères allemands, écrasés sous les difficultés matérielles de la vie, résultant essentiellement des

conséquences du traité. L'état allemand ne satisfait aux exigences des Alliés qu'en chargeant davantage la classe ouvrière. La bourgeoisie française épargne la bourgeoisie allemande, traite avec elle au détriment des ouvriers, favorise son entreprise de mainmise sur les services publics et lui garantit aide et protection contre le mouvement révolutionnaire. Les deux bourgeoisies se préparent à conclure l'alliance du fer français et du charbon allemand, à s'entendre pour l'occupation de la Ruhr qui signifiera la mise en esclavage des mineurs du bassin. Le danger menace non seulement les exploités de la Ruhr, mais encore les travailleurs français, incapables de soutenir la concurrence de la main-d'œuvre allemande, réduite pour les capitalistes français à un bon marché exceptionnel grâce à la dépréciation du mark. Le Parti doit faire comprendre cette situation à la classe ouvrière française et la tenir en garde contre le péril imminent. La presse doit constamment décrire les souffrances du prolétariat allemand, victime du traité de Versailles, et démontrer l'impossibilité de réaliser le traité. Une propagande spéciale doit être faite dans les régions occupées militairement et dans les régions dévastées, pour dénoncer les deux bourgeoisies comme responsables des maux qui affligent ces contrées et développer l'esprit de solidarité des ouvriers des deux pays. Le mot d'ordre communiste doit être : fraternisation des soldats et des ouvriers français et allemands sur la rive gauche du Rhin. Le Parti se tiendra en liaison étroite avec le Parti frère d'Allemagne pour mener à bien cette lutte contre le traité de Versailles et ses conséquences. Le Parti combattra l'impérialisme français, non seulement dans sa politique à l'égard de l'Allemagne, mais dans ses manifestations sur toute la surface du globe, en particulier les traités de paix de Saint-Germain, Neuilly, Trianon et Sèvres.

8. Un travail systématique de pénétration communiste dans l'armée doit être entrepris par le Parti. La propagande antimilitariste doit se différencier nettement du pacifisme bourgeois hypocrite et s'inspirer du principe de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie. Dans leur presse, au Parlement, en toute occasion favorable, les communistes soutiendront les revendications des soldats, préconiseront la reconnaissance des droits politiques de ceux-ci, etc... Lors des appels de nouvelles classes, des menaces de guerre, l'agitation antimilitariste révolutionnaire doit être intensifiée. Elle se fera sous la direction d'un organe spécial du Parti, avec participation des Jeunesses Communistes.
9. Le Parti doit prendre en mains la cause des populations coloniales exploitées et opprimées par l'impérialisme français, soutenir leurs revendications nationales constituant des étapes vers leur libération du joug capitaliste étranger, défendre sans réserve leur droit à l'autonomie ou à l'indépendance. Lutter pour leurs libertés politiques et syndicales sans restrictions, contre la conscription des indigènes, pour les revendications des soldats indigènes, telle est la tâche immédiate du Parti. Celui-ci doit combattre impitoyablement les tendances réactionnaires existant, même parmi certains éléments ouvriers, et consistant dans la limitation des droits des indigènes. Il créera auprès de son Comité Directeur un organisme spécial consacré au travail communiste dans les colonies.

10. La propagande dans la classe paysanne, tendant à gagner à la Révolution la majorité des ouvriers agricoles, métayers et fermiers, et à acquérir les sympathies des petits propriétaires, doit être accompagnée d'une action pour l'obtention de meilleures conditions de vie et de travail des paysans salariés ou dépendant de gros propriétaires. Une telle action exige que les organisations régionales du Parti établissent et propagent des programmes de revendications immédiates appropriées aux conditions spéciales de chaque région. Le Parti doit favoriser les associations agricoles, coopératives et syndicales qui vont à l'encontre de l'individualisme paysan. Il doit particulièrement s'attacher à la création et au développement des syndicats professionnels parmi les ouvriers agricoles.
11. Le travail communiste parmi les ouvrières est d'un intérêt primordial et exige une organisation spéciale. Une commission centrale auprès du Comité Directeur avec un secrétariat permanent, des commissions locales de plus en plus nombreuses, un organe consacré à la propagande féminine sont nécessaires. Le Parti doit soutenir l'unification des revendications économiques des ouvrières et des ouvriers, l'égalisation des salaires pour un même travail sans distinction de sexe, la participation des femmes exploitées aux campagnes et aux luttes des ouvriers.
12. Il faut consacrer au développement des Jeunesses Communistes des efforts plus méthodiques et plus soutenus que le Parti ne l'a fait dans le passé. Des rapports réciproques doivent être établis entre le Parti et les Jeunesses Communistes à tous les échelons de l'organisation. En principe, la Jeunesse doit être représentée dans toutes les commissions formées auprès du Comité Directeur. Les fédérations, sections, propagandistes du Parti ont l'obligation de donner leur aide aux groupes de Jeunesses existants, d'en créer de nouveaux. Le Comité Directeur est tenu de veiller au développement de la presse des Jeunesses et d'assurer à celles-ci une tribune dans les organes centraux. Le Parti doit faire siennes dans les syndicats les revendications de la jeunesse ouvrière conformes à son programme.
13. Dans les coopératives, les communistes défendront le principe de l'organisation nationale unique et créeront des groupes communistes reliés à la section coopérative de l'Internationale Communiste par l'intermédiaire d'une commission rattachée au Comité Directeur. Dans chaque fédération, une commission spéciale doit se consacrer au travail communiste dans les coopératives. Les communistes s'efforceront d'utiliser la coopération comme auxiliaire du mouvement ouvrier.
14. Les élus au Parlement, aux municipalités, etc..., doivent mener la lutte la plus énergique liée étroitement aux luttes ouvrières et aux campagnes conduites par le Parti et les organisations syndicales hors du Parlement. Les députés communistes, sous le contrôle et la direction du Comité Central du Parti, les conseillers communistes municipaux, généraux et d'arrondissement, sous le contrôle et la direction des sections et des fédérations, doivent être employés par le Parti comme agents d'agitation et de propagande, conformément aux thèses du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste.

15. Le Parti, pour s'élever à la hauteur des tâches tracées par son programme et par les Congrès nationaux et internationaux et pour se rendre apte à les réaliser, doit perfectionner et renforcer son organisation, selon l'exemple des grands partis communistes des autres pays et les règles de l'Internationale Communiste. Il lui faut une centralisation sévère, une discipline inflexible, une subordination étroite de chaque membre du Parti, de chaque organisme à l'organisme placé au-dessus. Il est indispensable aussi de développer l'éducation marxiste des militants en multipliant systématiquement les cours doctrinaux dans les sections, en ouvrant des écoles du Parti, ces cours et ces écoles étant mis sous la direction d'une Commission Centrale du Comité Directeur.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 20 -

Résolution sur la question italienne

[Retour à la table des matières](#)

Les 2^e et 3^e Congrès de l'Internationale Communiste se sont déjà occupés en détail de la question italienne. Le 4^e Congrès est donc en mesure de tirer certaines conclusions.

Vers la fin de la guerre impérialiste mondiale, la situation en Italie était objectivement révolutionnaire. La bourgeoisie avait lâché les rênes du pouvoir. L'appareil de l'Etat bourgeois était détraqué, l'inquiétude s'était emparée de la classe dominante. Les masses ouvrières étaient lassées de la guerre et dans diverses régions se trouvaient même en état d'insurrection. Des fractions considérables de la classe paysanne commençaient à se soulever contre les propriétaires fonciers et contre l'état et étaient disposées à soutenir la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire. Les soldats étaient contre la guerre et prêts à fraterniser avec les ouvriers.

Les conditions objectives d'une révolution victorieuse étaient réalisées. Il ne manquait plus que le facteur subjectif ; il manquait un parti ouvrier décidé, prêt au combat, conscient de sa force, révolutionnaire, en un mot : un véritable Parti Communiste.

D'une façon générale, à la fin de la guerre, une situation analogue existait dans presque tous les pays belligérants. Si la classe ouvrière n'a pas triomphé en 1919-1920 dans les pays les plus importants, cela provient précisément de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce qui s'est manifesté plus particulièrement en Italie, pays qui était le plus rapproché de la révolution et qui traverse actuellement une période de contre-révolution.

L'occupation des usines par les ouvriers italiens, en automne 1920, a constitué un moment décisif dans le développement de la lutte des classes en Italie. Instinctivement, les ouvriers italiens poussaient à la solution de la crise dans un sens révolutionnaire. Mais l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire décida du sort de la classe ouvrière, consacra sa défaite et prépara le triomphe actuel du fascisme. La classe ouvrière n'a pas su trouver suffisamment de forces, au point culminant de son mouvement, pour s'emparer du pouvoir ; voilà pourquoi la bourgeoisie, en la personne du fascisme, son aile la plus énergique, réussit bientôt à faire mordre la poussière à la classe ouvrière et à établir sa dictature. Nulle part, la preuve de la grandeur du rôle historique d'un Parti Communiste pour la révolution mondiale n'a été fournie d'une façon plus nette que dans ce pays, où précisément, faute d'un tel parti, le cours des événements a pris une tournure favorable à la bourgeoisie.

Non pas qu'il n'y ait pas eu en Italie, pendant ces années décisives, de parti ouvrier : le vieux Parti Socialiste était considérable par le nombre de ses membres et jouissait, extérieurement du moins, d'une grande influence. Mais il abritait dans son sein des éléments réformistes qui le paralysaient à chaque pas. Malgré la première scission qui avait eu lieu en 1912 (exclusion de l'extrême-droite) et en 1914 (exclusion des Francs-Maçons), il restait encore dans le Parti Socialiste Italien, en 1919-

1920, un grand nombre de réformistes et de centristes. A tous les moments décisifs, les réformistes et les centristes étaient comme un boulet aux pieds du Parti. Nulle part ils n'étaient autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière.

Aucun moyen ne fut négligé pour trahir la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. Des trahisons analogues à celles qui furent commises par les réformistes pendant l'occupation des usines en 1920 se rencontrent fréquemment dans l'histoire du réformisme, qui n'est qu'une chaîne ininterrompue de trahisons. Les souffrances effroyables de la classe ouvrière italienne sont dues en première ligne aux trahisons des réformistes.

Si la classe ouvrière italienne est obligée en ce moment de reprendre, pour ainsi dire, par le commencement, un chemin terriblement dur à parcourir, c'est parce que les réformistes ont été trop longtemps tolérés dans le Parti Italien.

Au début de 1921 se produisit la rupture de la majorité du Parti Socialiste avec l'Internationale Communiste. A Livourne, le centre préféra se séparer de l'Internationale Communiste et de 58 000 communistes italiens, simplement pour ne pas rompre avec 16 000 réformistes. Deux partis se constituèrent : d'une part, le jeune Parti Communiste qui, en dépit de tout son courage et de tout son dévouement, était trop faible pour mener la classe ouvrière à la victoire ; d'autre part, le vieux Parti Socialiste dans lequel, après Livourne, l'influence corruptrice des réformistes alla grandissante. La classe ouvrière était divisée et sans ressources. Avec l'aide des réformistes, la bourgeoisie consolida ses positions. C'est alors seulement que commença l'offensive du capital dans le domaine tant économique que politique. Il fallut presque deux années entières de trahison ininterrompue de la part des réformistes pour que même les chefs du centre, sous la pression des masses, reconnaissent leurs erreurs et se proclament prêts à en tirer les conséquences.

Ce n'est qu'au Congrès de Rome, en octobre 1922, que les réformistes furent exclus du Parti Socialiste. On en était arrivé au point que les chefs les plus en vue des réformistes pouvaient se vanter ouvertement d'avoir réussi à saboter la révolution en restant dans le Parti Socialiste Italien et en paralysant son action aux heures décisives. Les réformistes ont maintenant quitté les rangs du Parti Socialiste Italien et sont passés ouvertement dans le camp de la bourgeoisie. Ils ont cependant laissé dans les masses un sentiment de faiblesse, d'humiliation et de déception et affaibli considérablement, numériquement et politiquement, le Parti Socialiste.

Cette triste, mais très édifiante leçon des événements d'Italie doit profiter à tous les ouvriers conscients du monde entier.

1° Le réformiste : voilà l'ennemi.

2° Les hésitations des centristes constituent un danger mortel pour un parti ouvrier.

3° La condition la plus importante de la victoire du prolétariat, c'est l'existence d'un Parti Communiste conscient et homogène.

Tels sont les enseignements de la tragédie italienne.

En considération de la décision par laquelle le Congrès du Parti Socialiste Italien à Rome (octobre 1922) exclut les réformistes du parti et se déclare prêt à adhérer sans réserves à l'Internationale Communiste, le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste décide :

1. La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires.
2. L'Internationale Communiste adresse au prolétariat italien, si lourdement éprouvé, ses salutations fraternelles. Elle est parfaitement convaincue de la sincérité des éléments prolétariens du Parti Socialiste Italien et décide de recevoir ce parti dans l'Internationale Communiste.
3. Le 4^e Congrès mondial considère l'application des 21 conditions comme une chose hors de toute discussion. Il charge donc l'Exécutif de l'I.C., en raison des précédents italiens, de veiller avec un soin particulier à l'application de ces conditions, avec toutes les conséquences qui en résultent.
4. Vu qu'au Congrès du Parti de Rome, le député Vella s'est déclaré contre l'acceptation des 21 conditions, le 4^e Congrès estime impossible d'accepter Vella et ses partisans dans l'Internationale Communiste et invite le Comité Directeur du Parti Socialiste Italien à exclure du Parti Vella et ses partisans.
5. Attendu qu'en vertu des statuts de l'Internationale Communiste, il ne saurait y avoir dans un pays plus d'une section de l'I.C., le 4^e Congrès mondial décide la fusion immédiate du Parti Communiste et du Parti Socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de « Parti Communiste Unifié d'Italie (section de l'Internationale Communiste) ».
6. Pour la réalisation pratique de cette fusion, le 4^e Congrès désigne un Comité spécial d'organisation, composé de deux membres de chaque parti, comité qui fonctionnera sous la présidence d'un membre de l'Exécutif.

Sont élus à ce Comité d'organisation :

Pour le Parti communiste, les camarades Bordiga et Tasca.

Pour le Parti Socialiste, Serrati et Maffi.

Pour l'Exécutif, Zinoviev (avec le droit pour l'Exécutif de remplacer, en cas de besoin, Zinoviev par un autre membre de l'Exécutif, de même que les quatre autres membres du Comité).

Ce Comité devra élaborer dès à présent, à Moscou, les conditions détaillées de la fusion en Italie. Il est subordonné dans tout son travail à l'Exécutif.

7. Dans les diverses régions et dans les grandes villes, des comités d'organisation analogues seront également constitués et seront composés de deux membres du Parti Communiste (un de la majorité, un de la minorité), deux camarades du Parti Socialiste (un des maximalistes, un des terzinternazionalistes), le président étant nommé par le représentant de l'Exécutif.
8. Ces comités d'organisation ont pour tâche, non seulement de préparer, au centre et dans la périphérie, la fusion organique, mais aussi de diriger désormais les actions politiques communes des deux partis.

9. En outre, un Comité Syndical sera immédiatement constitué et aura pour tâche de flétrir, à la Confederazione del Lavoro, la trahison des hommes d'Amsterdam et de gagner la majorité de l'organisation à l'Internationale Syndicale Rouge. Ce Comité sera également composé de deux représentants de chaque parti (un de la majorité, un de la minorité du Parti Communiste ; un des maximalistes et un des terzinternazionalistes), sous la présidence d'un camarade désigné par l'Exécutif de l'Internationale Communiste ou par son Présidium.
10. Dans les villes où existent un journal communiste et un journal socialiste, ils devront fusionner au plus tard le 1^{er} janvier 1923. Le 1^{er} janvier 1923 au plus tard, un organe central commun devra commencer à paraître. La rédaction de cet organe central sera désignée par l'Exécutif pour l'année prochaine.
11. Le Congrès de la fusion devra avoir lieu au plus tard le 15 février 1923. Si, avant ce Congrès commun, des congrès spéciaux des deux partis sont nécessaires, c'est l'Exécutif qui décidera de la date, du lieu et des conditions de ces congrès.
12. Le Congrès décide de lancer un manifeste sur la question de la fusion, manifeste qui devra être immédiatement publié avec la signature du Présidium et des délégués des deux Partis au 4^e Congrès.
13. Le Congrès rappelle à tous les camarades italiens la nécessité de la plus stricte discipline. Tous les camarades, sans exception, sont tenus de faire tout leur possible pour que la fusion s'opère sans gêne et au plus tôt. Toute faute contre la discipline constituerait dans la situation actuelle un crime contre le prolétariat italien et l'Internationale Communiste.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 21 -

Résolution sur la question tchécoslovaque

I. — L'opposition

[Retour à la table des matières](#)

L'exclusion des camarades Iilek, Bolen, etc..., fut le résultat des violations répétées de la discipline dont ces camarades se sont rendus coupables dans le Parti. Après que leur représentant, le camarade Iilek, de même que celui de la direction du Parti, le camarade Sméral, eurent donné à Moscou leur assentiment à une résolution qui constatait qu'il n'y avait aucune divergence fondamentale dans le Parti Communiste Tchécoslovaque et qui, en même temps, critiquait le manque de pratique dans un certain nombre de questions, il était du devoir de tous les camarades qui reconnaissaient ce manque de pratique de se mettre à l'œuvre afin de le combler.

Au contraire, l'opposition exigea l'existence d'un organe de fraction, *Kommunistka*, se mettant ainsi en contradiction avec la résolution du 3^e Congrès interdisant la formation de fractions. Quelques jours avant la réunion de la Commission de la Conférence du Parti, l'opposition accomplit une franche violation de la discipline en lançant, malgré l'avertissement de la Direction, un appel qui soutenait les plus graves accusations contre le Comité Directeur. Par le refus de retirer ces accusations, l'opposition a particulièrement irrité la Commission et la Conférence du Parti et provoqué par là son exclusion.

Devant l'Internationale tout entière, l'opposition a lancé une accusation contre la majorité et contre Sméral, en disant qu'ils travaillaient pour une coalition gouvernementale avec les éléments de gauche de la bourgeoisie. Cette accusation est en contradiction avec l'action publique du Parti et doit être reconnue comme étant absolument injustifiée. Dans le programme de l'opposition, tel qu'il a été exprimé par Vajtauer, il y a des réclamations d'un caractère syndicaliste et anarchiste qui ne sont pas des conceptions marxistes.

Le fait que l'opposition se solidarise avec ce programme prouve que dans les questions fondamentales elle ne représente qu'une déviation anarchiste-syndicaliste des principes de l'Internationale Communiste.

Cependant, le 4^e Congrès, estimant inopportune l'exclusion de l'opposition, réintègre cette dernière avec un blâme et une suspension de toutes fonctions jusqu'au prochain congrès du Parti Communiste tchécoslovaque. La décision du Congrès de ne pas confirmer, pour cause d'inopportunité, l'exclusion de l'opposition ne doit pas être interprétée comme une approbation de la ligne de conduite et du programme de l'opposition. Cette décision est dictée par les considérations

suivantes : la Direction du Parti a négligé d'expliquer auparavant à l'opposition que la formation d'un organe de fraction est inadmissible, et c'est pourquoi l'opposition se croyait en droit de lutter pour l'existence d'un tel organe. La Direction du Parti a laissé s'accomplir toute une série d'actes d'indiscipline et a affaibli de la sorte le sentiment de la nécessité de la discipline et de la responsabilité chez l'opposition. Le 4^e Congrès laisse les camarades exclus dans le Parti, si l'opposition reconnaît la nécessité de remplir strictement ses obligations, si elle se soumet sans récriminer à la discipline du Parti.

Cette soumission à la discipline oblige l'opposition à renoncer aux affirmations et aux accusations qui sapent l'unité du Parti et qui ont été reconnues sans fondement et fausses par les recherches de la Commission. Elle l'oblige à obéir à tous les ordres du Comité Directeur. Quand un camarade se considère comme lésé dans ses droits, il n'a qu'à s'adresser aux organismes compétents du Parti (Comité Exécutif, Conférence Nationale) et, en dernière instance, aux organes de contrôle de l'Internationale Communiste. Jusqu'à la décision de la plus haute instance, chacun doit se soumettre à la décision de l'organisation du Parti.

II. La presse

La presse doit être uniquement dirigée par le Comité Directeur du Parti. Il est inadmissible que l'organe central du Parti se permette, non seulement de mener une politique particulière, mais encore de considérer cela comme son droit. Même quand la rédaction pense que la Direction responsable a commis une faute dans un cas concret, il est de son devoir de se soumettre à la décision dont il s'agit. La fonction de rédacteur ne constitue pas une sur instance, mais comme toutes les fonctions du Parti, elle est subordonnée au Comité Directeur. Cela ne veut pas dire que les rédacteurs n'aient pas le droit d'exprimer les nuances de leur pensée dans les articles de polémique signés de leurs noms. Les discussions sur les affaires du Parti doivent être faites dans la presse commune du Parti. Elles ne doivent pas cependant être faites d'une façon qui pourrait mettre en danger la discipline. Le Comité Directeur et toutes les organisations du Parti doivent préparer leurs actions par une discussion à l'intérieur des organisations.

III. Les défauts du Parti

Le 4^e Congrès confirme les thèses de l'Exécutif élargi de juillet, qui avait indiqué les défauts du Parti Communiste tchécoslovaque et qui déclarait qu'ils provenaient de la transition du Parti du social-démocratie au communisme. Le fait que ces défauts ont été reconnus aussi bien par le Comité Directeur que par l'opposition leur crée le devoir de travailler ardemment à les corriger. Le Congrès affirme que le Parti avance trop lentement dans la suppression de ces défauts ; ainsi le Parti a insuffisamment songé à la propagation des idées communistes parmi les soldats tchèques, quoique sa légalité et le fait que les soldats tchèques ont le droit de voter le lui permettaient.

Le 4^e Congrès exige du Parti Communiste tchécoslovaque de se consacrer plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici à la question du chômage. Vu l'extension du chômage et la situation précaire des chômeurs, le Parti Communiste tchécoslovaque a le devoir de ne pas se contenter de telle ou telle

démonstration, mais de mener une agitation systématique et une action démonstrative méthodique parmi les chômeurs de tout le pays. Il a le devoir de lutter de la façon la plus énergique pour les intérêts des chômeurs, tant au Parlement que dans les conseils communaux, d'accorder l'action parlementaire avec l'action des syndicats dans la rue.

L'action parlementaire doit avoir un caractère beaucoup plus démonstratif, elle doit présenter aux masses, sous une forme nette, l'attitude du Parti Communiste devant la politique de la classe dominante et leur donner la volonté de conquérir le pouvoir dans l'état.

Vu les grandes luttes économiques qui ont lieu en Tchécoslovaquie et qui peuvent chaque jour se transformer en une lutte politique, le Comité Directeur doit être réorganisé de façon à pouvoir rapidement et résolument prendre position sur chaque question. Les organisations et les membres du Parti doivent, sans hésitation, maintenir la discipline.

Les questions du front unique et du gouvernement ouvrier ont été heureusement résolues par le Parti. La Direction du Parti a, avec raison, repoussé quelques erreurs, comme par exemple la conception du camarade Votava tendant, à propos du gouvernement ouvrier, à la création d'une combinaison purement parlementaire. Le Parti doit savoir qu'un gouvernement ouvrier n'est possible que si l'on réussit, par une large et énergique agitation des masses d'ouvriers social-nationalistes, social-démocrates et indifférents, à convaincre ces derniers de la nécessité d'une rupture avec la bourgeoisie, à séparer de celle-ci une partie des paysans et de la petite bourgeoisie des villes qui souffrent de la cherté de la vie, et à les enrôler dans les rangs du front anticapitaliste ; dans ce but, le Parti doit s'immiscer dans chaque conflit par des démarches décisives pour l'élargissement des conflits, chaque fois que c'est possible, afin d'inculquer aux masses le sentiment que le Parti Communiste tchécoslovaque est un centre d'attraction vers le front unique de tous les éléments anticapitalistes.

Pour que le gouvernement ouvrier puisse se former et se maintenir, le Parti doit concentrer toutes ses forces et réunir en de puissants syndicats les ouvriers exclus des syndicats d'Amsterdam. Il doit, tout au moins, recruter une partie des ouvriers et des paysans pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. De cette façon on évitera la naissance du fascisme qui prépare la vie à l'oppression de la classe ouvrière par la violence armée de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la propagande et la lutte pour le gouvernement ouvrier doivent toujours être liées avec la propagande et la lutte pour les organes de masses du prolétariat (comités de défense, comités de contrôle, conseils d'entreprises). Il est également nécessaire de dérouler devant les yeux des ouvriers le programme du gouvernement ouvrier (report des charges de l'état sur les propriétaires, contrôle de la production par les organes ouvriers, armement du prolétariat). Il est nécessaire de montrer aux ouvriers la différence entre la coalition social-démocrate bourgeoise et le gouvernement ouvrier basé sur les organes du prolétariat.

Tous les membres du Parti ont à collaborer à cette œuvre. Ce n'est pas la propagation de fausses accusations et la méfiance contre les chefs du Parti, mais c'est une critique impartiale de leurs défauts, un travail quotidien et positif pour les corriger, qui feront du Parti un véritable Parti Communiste apte à accomplir les tâches que les événements de Tchécoslovaquie poseront devant lui.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 22 -

Résolution sur la question norvégienne

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir pris connaissance du rapport de la Commission, le Congrès décide :

- 1) Le Comité Central du parti frère de Norvège doit accorder toute son attention à la nécessité d'appliquer avec plus de précision toutes les décisions de l'Internationale, aussi bien celles de ses congrès que celles de ses organes exécutifs. Dans les organes du Parti, ainsi que dans les résolutions et décisions des instances dirigeantes du Parti, il ne doit y avoir aucun doute sur le droit de l'Internationale Communiste à intervenir dans les affaires intérieures des sections nationales.
- 2) Le Congrès exige que le Parti soit, un an au plus tard après son prochain congrès national, réorganisé sur la base de l'admission individuelle. L'Exécutif devra être informé périodiquement, et au moins une fois tous les deux mois, des mesures pratiques dans ce sens et de leurs résultats.
- 3) Pour ce qui est du contenu de la presse, le Parti est obligé d'appliquer immédiatement les décisions des précédents Congrès mondiaux et les directives contenues dans la lettre de l'Exécutif en date du 23 septembre dernier. Les noms social-démocrates des journaux du Parti doivent être changés dans les trois mois, à compter du jour de la clôture du Congrès de l'Internationale Communiste.
- 4) Le Congrès confirme la justesse du point de vue de l'Exécutif qui a signalé les fautes parlementaires des représentants du Parti. Le Congrès est d'avis que les parlementaires communistes doivent naturellement être soumis au contrôle et à la critique de sa presse ; mais cette critique doit toujours être basée sur des faits et porter un caractère amical.
- 5) Le Congrès considère qu'il est permis et nécessaire dans la lutte contre toute la bourgeoisie de profiter des antagonismes entre les différentes couches de la bourgeoisie norvégienne et plus particulièrement des antagonismes entre le grand capital et les agrariens d'un part, et la classe paysanne de l'autre. La lutte pour la conquête des masses paysannes doit constituer une des tâches essentielles du parti prolétarien de Norvège.
- 6) Le Congrès confirme une fois de plus la nécessité pour la fraction parlementaire, ainsi que pour les organes de la presse du Parti, d'une subordination constante et sans réserve au Comité Central du Parti.
- 7) Le groupe « Mot Dag », qui est une association fermée, est dissout. L'existence et le maintien d'un groupe d'étudiants communistes ouvert à tous les étudiants communistes est naturellement parfaitement admissible, sous le contrôle entier de la direction centrale. Le périodique *Mot Dag*

devient organe du Parti, à la condition que la composition de sa rédaction soit déterminée par le Comité Central du Parti Ouvrier Norvégien, d'accord avec l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

- 8) Le Congrès donne suite à l'appel interjeté par le camarade H. Olsen, et comme il s'agit là d'un vieux et fidèle camarade du Parti ouvrier et fonctionnaire toujours très actif de ce Parti, le Congrès le réintègre dans tous ses droits de membre du Parti, mais constate en même temps, expressément, l'incorrection de son attitude au Congrès de l'Union des Métaux.
- 9) Le Congrès décide d'exclure Karl Johannsen des rangs de l'Internationale Communiste et du Parti Ouvrier Norvégien.
- 10) Dans le but d'établir une meilleure liaison entre le Parti norvégien et l'Exécutif et de résoudre avec le moins de frottements possibles les conflits, le Congrès charge le futur Exécutif d'envoyer des délégués au prochain Congrès du Parti.
- 11) Le Congrès charge l'Exécutif de rédiger une lettre éclaircissant la présente résolution.
- 12) Cette résolution ainsi que la lettre de l'Exécutif devront être publiées dans tous les organes de la presse du parti et portées à la connaissance de toutes les organisations du parti avant les élections des représentants au prochain congrès national.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 23 -

Résolution sur l'Espagne

[Retour à la table des matières](#)

1. Le Parti Communiste espagnol qui, à la séance de l'Exécutif élargi de février, vota avec la France et l'Italie contre la tactique du front unique, ne tarda pas à reconnaître son erreur et, dès le mois de mai, à l'occasion de la grande grève des aciéries, il expliqua, non par discipline formelle mais avec compréhension, conviction et intelligence, la tactique du front unique. Cette action prouva à la classe ouvrière espagnole que le Parti est prêt à la lutte pour ses revendications quotidiennes et capable d'y entraîner la classe ouvrière en se plaçant à l'avant-garde du combat.

En persévérant dans cette voie, en saisissant toutes les possibilités d'action pour y convier l'ensemble des organisations ouvrières et pour y entraîner et y conduire le prolétariat, le Parti Communiste espagnol gagnera la confiance des masses et remplira sa mission historique en unifiant leur effort révolutionnaire.

2. Le 4^e Congrès mondial est heureux de constater que la crise d'indiscipline qui avait miné le Parti au début de l'année s'est heureusement terminée par un renforcement de la discipline intérieure du Parti. Il engage le Parti à persévérer ainsi dans cette voie et il invite la Jeunesse, en particulier, à participer de toutes ses forces à ce renforcement de la discipline intérieure.
3. La caractéristique du mouvement ouvrier espagnol est actuellement une décomposition de l'idéologie et du mouvement syndicaliste-anarchiste. Ce mouvement qui, il y a quelques années, avait réussi à grouper et à entraîner de larges masses ouvrières, a déçu leurs espoirs et leur volonté révolutionnaire en employant non pas la tactique marxiste et communiste de l'action de masses et de l'organisation centralisée de la lutte, mais la tactique anarchiste de l'action individuelle, du terrorisme et du fédéralisme, c'est-à-dire de l'émiettement de l'action.

Aujourd'hui, les masses ouvrières déçues s'en vont et les chefs qui les ont ainsi égarées glissent rapidement vers le réformisme.

Une des tâches principales du Parti Communiste est de gagner et d'éduquer les masses ouvrières déçues et d'attirer les éléments anarcho-syndicalistes qui se rendent compte de l'erreur de leur doctrine en dénonçant le néo-réformisme des chefs syndicalistes.

Mais dans cet effort pour conquérir la confiance des éléments anarcho-syndicalistes, le Parti Communiste doit éviter de faire à leur idéologie, condamnée par l'expérience même du prolétariat espagnol, des concessions de principe et de tactique. Il doit combattre et condamner dans ses rangs

les tendances qui voudraient, sur ce point et dans le but de gagner les syndicalistes plus rapidement, entraîner le Parti dans la voie des concessions. Il est préférable que l'assimilation des éléments syndicalistes se fasse plus lentement, mais que ces éléments soient vraiment gagnés à la cause communiste, plutôt que gagnés rapidement au prix d'une déviation du Parti qui préparerait à ce dernier, pour un avenir prochain, des crises nouvelles et pénibles. Le Parti espagnol en particulier mettra en lumière et fera comprendre aux anarcho-syndicalistes la tactique révolutionnaire du parlementarisme, telle que le 2^e Congrès mondial l'a définie. Pour le Parti Communiste, l'action électorale est un moyen de propagande et de lutte des masses ouvrières, non un refuge pour les carriéristes réformistes ou petits-bourgeois.

Une application répétée de la tactique du front unique gagnera la confiance des masses encore sous l'influence de l'idéologie anarcho-syndicaliste et leur prouvera que le Parti Communiste est une organisation politique de combat révolutionnaire du prolétariat.

4. Le mouvement syndical espagnol doit attirer plus particulièrement l'attention et l'effort de notre Parti. Le Parti Communiste doit entreprendre une propagande intense et méthodique dans toutes les organisations syndicales, *pour l'unité du mouvement syndical en Espagne*. Pour mener à bien cette action, il doit s'appuyer sur un réseau de noyaux communistes dans tous les syndicats appartenant à la Confédération Nationale et à l'Union Générale et dans tous les syndicats autonomes. Il doit donc repousser et combattre toute idée ou tendance préconisant la sortie des syndicats réformistes. Si des syndicats ou des groupes communistes sont exclus des syndicats réformistes, les communistes doivent éviter de combler les vœux des scissionnistes d'Amsterdam en sortant par solidarité. Au contraire, ils doivent manifester leur solidarité avec les exclus en restant au sein de l'U.G.T. et en y combattant énergiquement pour la réintégration des exclus. Si, malgré des efforts soutenus, des syndicats et des groupes restent exclus, le Parti Communiste doit les engager à adhérer à la C.N.T. Les communistes adhérant à la C.N.T. doivent y constituer leurs noyaux liés à la Commission syndicale du Parti. Ils collaboreront sans doute en toute amitié avec les syndicalistes partisans de l'Internationale Syndicale Rouge et n'appartenant pas au Parti. Mais ils conserveront leur organisation propre, n'abdiqueront pas leur point de vue communiste, et discuteront fraternellement avec les syndicalistes les questions sur lesquelles peuvent exister des désaccords.

Pour mener à bien la lutte pour l'unité syndicale, le Parti Communiste créera un Comité mixte pour l'unité du mouvement syndical espagnol qui sera à la fois un centre de propagande et un centre de ralliement pour les syndicats autonomes qui adhèrent au principe de l'unité. Le Parti s'attachera à faire comprendre aux masses ouvrières d'Espagne que seules les ambitions et les intérêts de clocher des chefs syndicaux réformistes ou anarcho-réformistes, s'opposent à l'unité syndicale qui est au plus haut point d'un intérêt vital et nécessaire à la classe ouvrière pour son émancipation complète du joug du capitalisme.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 24 -

Résolution sur la question yougoslave

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti Communiste yougoslave a été constitué par les organisations de l'ex-parti social-démocrate dans les provinces qui forment actuellement la Yougoslavie ; sa création a été le résultat de l'exclusion des éléments de droite et du centre et de l'adhésion à l'Internationale Communiste au Congrès de Boukovar en 1920. L'essor du Parti Communiste a été favorisé par l'effervescence révolutionnaire qui avait envahi alors l'Europe centrale (avance de l'armée rouge sur Varsovie, occupation des usines métallurgiques en Italie, grèves spontanées en Yougoslavie). En un temps très court, le Parti devint une grande organisation exerçant une influence considérable sur les masses ouvrières et paysannes. Les résultats des élections municipales où le Parti conquiert de nombreuses municipalités (entre autres celle de Belgrade) de même que ceux des élections parlementaires, où le Parti conquiert 59 sièges, en sont une preuve. Cet essor menaçant du Parti Communiste provoqua une panique dans les rangs de l'oligarchie militaire et financière, qui engagea une lutte systématique pour anéantir le mouvement communiste. Après la répression de la grève générale des cheminots (avril 1920), les conseillers municipaux communistes furent chassés de la municipalité d'Agram par cette oligarchie ; la municipalité communiste de Belgrade fut dissoute (août 1920), et le 29 septembre, un décret spécial prononça la dissolution de toutes les organisations communistes et syndicales, ferma tous les organes de la presse communiste et livra les clubs communistes aux social-patriotes. Au mois de juin fut promulguée la loi sur la défense de la sûreté de l'état, qui mettait le Parti Communiste hors la loi et le chassait de ses derniers refuges, le parlement et les municipalités.

Outre les causes objectives provenant de la situation générale du Parti, l'anéantissement du Parti Communiste yougoslave doit être en grande partie attribué à sa faiblesse intérieure : son essor extérieur ne correspondait ni au développement, ni à l'homogénéité de l'organisation, ni au niveau de conscience communiste de ses membres. Le Parti n'avait pas encore eu le temps d'accomplir son évolution dans la direction du communisme. À l'heure actuelle, il est évident que l'organe directeur du Parti a commis une série de fautes graves dues à sa compréhension erronée des méthodes de lutte dictées par l'Internationale. Ces fautes ont facilité la tâche du gouvernement contre-révolutionnaire. Pendant que les masses ouvrières, par des grèves spontanées, montraient leur énergie et leur volonté révolutionnaire, le Parti ne fit preuve que d'une très faible initiative. Ainsi en 1920, la police ayant interdit la manifestation du 1^{er} mai à Belgrade, le Comité Central n'essaya même pas de soulever les masses pour protester. Il en fut de même l'année suivante. De même, le Parti ne prit aucune mesure pour défendre les conseillers municipaux d'Agram et de Belgrade, chassés de leurs municipalités. Sa passivité encouragea le gouvernement et lui donna l'audace d'aller jusqu'au bout. Effectivement, à la fin de décembre, ce dernier profita de la grève

des mineurs pour procéder à la dissolution du Parti et des syndicats. Et, même à ce moment critique, ce Parti, qui avait obtenu 59 sièges aux élections parlementaires, n'entreprit aucune action de masse !

Si le Parti restait passif devant les coups terribles que lui portait la réaction, c'est qu'il manquait d'une base communiste solide. Les vieilles conceptions social-démocrates pesaient encore sur lui. Quoique le Parti eût adhéré à l'Internationale Communiste (ce qui montrait que les masses étaient disposées à la lutte), ses chefs ne se sentaient pas encore à leur aise dans la nouvelle voie. Ainsi, ils n'osèrent pas publier les 21 conditions adoptées par le 2^e Congrès mondial, non plus que les thèses sur le parlementarisme révolutionnaire. Et ainsi le Parti et les masses qui le suivaient ignoraient complètement les exigences que l'Internationale Communiste posait aux partis qui désiraient entrer dans son sein. Les chefs du Parti ne prirent également aucune mesure sérieuse pour préparer le Parti et les masses à la lutte dans tous les domaines contre la réaction menaçante. Ils concentrèrent toute leur attention sur les victoires électorales du Parti et se gardèrent d'effrayer les éléments petits-bourgeois en leur montrant ce qu'était un parti communiste et quelles étaient ses méthodes de lutte. Pendant que l'oligarchie militaire et financière de Belgrade se préparait à une lutte décisive, impitoyable et furieuse contre le mouvement révolutionnaire ouvrier, le Comité Central du Parti Communiste yougoslave, consacrait toute son attention et toutes ses forces à des questions secondaires, telles que le parlementarisme, et laissait le Parti inorganisé et exposé à tous les coups. Ce fut là l'erreur fondamentale.

Le Parti yougoslave s'est montré complètement impuissant et incapable de se défendre contre la terreur blanche. Il ne possédait pas d'organisations clandestines lui permettant d'agir dans les nouvelles conditions et de se maintenir en liaison avec les masses. Jusqu'à la dissolution du groupe parlementaire, les députés communistes avaient été le seul lien entre le centre et les provinces. Ce lien fut rompu par la dissolution du groupe parlementaire. L'arrestation des principaux chefs, au centre et dans la province, décapita le mouvement. Par suite, le Parti cessa presque d'exister. Le même sort atteignit les organisations locales qui se virent abandonnées des ouvriers livrés à eux-mêmes. Les social-démocrates, avec l'aide de la police, essayèrent de profiter de la situation, mais sans grand succès.

Sous le régime de la terreur, l'organe central du Parti fixa petit à petit de nouvelles formes d'organisation et de nouvelles méthodes de lutte dictées par les nouvelles conditions. Il resta longtemps passif dans l'attente que la terreur cesserait d'elle-même, sans une intervention active des masses prolétariennes. Il comptait presque exclusivement sur les dissensions intestines éventuelles entre les classes et les partis dirigeants. Ce n'est que lorsqu'expira l'espoir de l'amnistie attendue pour les communistes condamnés, que le Comité Central commença à se réorganiser, afin de rappeler le Parti à la vie. Ce n'est qu'en juillet 1922 que fut tenue la première séance plénière élargie du Comité Central à Vienne. La conférence de Vienne mérite d'être saluée comme le premier essai de restauration du Parti, malgré les défauts de sa composition et son attitude envers les statuts du Parti. Les conditions dans lesquelles se trouvait alors le pays, les changements survenus dans la composition du Parti à la suite des arrestations de ses membres, de la trahison de quelques autres et surtout de sa passivité d'un an et demi, ne permettaient pas d'escompter à cette conférence une représentation véritable du Parti. C'est pourquoi le Comité Exécutif de l'I.C. agit

sagement en reconnaissant comme représentation suffisamment autorisée du Parti yougoslave le groupe des délégués de la conférence de Vienne dont il confirma les résolutions, en y introduisant toutefois quelques changements parfaitement justifiés sur la composition du nouveau Comité Central. C'est pourquoi la tentative de quelques camarades yougoslaves de faire échouer la conférence en refusant d'y prendre part doit être, malgré la loyauté des intentions de ces camarades, considérée comme nuisible aux intérêts du Parti et, par suite, condamnable.

Les résolutions de la conférence de Vienne sur la situation générale en Yougoslavie et les tâches prochaines du Parti Communiste, sur le mouvement professionnel, la réorganisation du Parti, et la résolution de la 3^e Conférence de la Fédération Communiste des Balkans, confirmées sans réserve par le Comité Exécutif de l'I.C., ne provoquèrent aucun désaccord essentiel entre les représentants de la majorité et de la minorité de la conférence. Cette unanimité dans les questions essentielles, au moment actuel, est une preuve convaincante qu'il n'y a aucune raison de diviser le Parti yougoslave en fractions sous le nom de majorité et de minorité, et que la scission survenue à la conférence de Vienne entre les groupes dirigeants fut exclusivement provoquée par des raisons personnelles. Au moment de sa renaissance, le Parti yougoslave doit être considéré comme un tout ayant une unité intérieure parfaite.

Cette unité doit être sauvegardée dans l'avenir. En face de la furieuse réaction capitaliste et social-démocrate, rien ne peut être plus nuisible au Parti et au mouvement révolutionnaire yougoslave que le fractionnement. C'est pourquoi il est du devoir du nouveau Comité Central yougoslave de faire tout ce qui dépend de lui pour prendre les mesures nécessaires propres à apaiser les esprits à l'intérieur du Parti, à dissiper les méfiances personnelles, à restaurer la confiance mutuelle des membres du Parti et à rallier tous les militants restés à leur poste et exposés aux rigueurs de la contre-révolution.

À cet effet il est nécessaire, d'un part, de réaliser les décisions de la conférence de Vienne en ce qui concerne l'épuration du Parti de ses éléments indignes ; d'autre part, de confier des travaux importants aux militants de la minorité de la conférence de Vienne. Sous ce rapport, la Fédération Communiste des Balkans peut être d'une aide précieuse ; mais pour cela, il est nécessaire d'entrer en liaison avec elle et, à l'exemple des autres partis communistes des Balkans, d'envoyer immédiatement un représentant au Comité Exécutif de la Fédération des Balkans.

L'Internationale Communiste doit aider effectivement au relèvement du Parti yougoslave. Le Comité Exécutif doit, plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, se tenir en liaison étroite avec le Comité Central du Parti yougoslave. Mais l'avenir du Parti est surtout entre les mains des militants actifs, politiquement et moralement sains. C'est sur eux que compte l'Internationale Communiste et c'est à eux qu'elle s'adresse. Riches de la dure expérience d'un passé récent, bien organisés, unis dans le même idéal, animés d'une foi ardente dans le triomphe de la révolution mondiale, ces militants sauront réunir et grouper derrière eux les éléments prolétariens dispersés et restés sans chef, organiser et fortifier le secteur yougoslave de la Fédération Communiste des Balkans. Le Congrès charge le Comité Exécutif de l'I.C. de prendre toutes les mesures d'organisation nécessitées par les circonstances.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 25 -

Résolution sur le Parti Danois

[Retour à la table des matières](#)

1. Le Congrès déclare que le Parti Communiste actuel du Danemark qui a été formé par la fusion du « Enhatsparti » communiste et d'une fraction de l'ancien Parti, en accord avec les directives de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, et qui a exécuté loyalement toutes les décisions de l'Internationale Communiste, est reconnu comme la seule section de l'Internationale Communiste au Danemark. Seul, son organe central, *Arbeiderbladet* et les autres journaux reconnus par ce parti sont à considérer comme journaux communistes du parti.
2. Le Congrès demande à toutes les organisations communistes restées en dehors de ce Parti Unifié d'adhérer à ce parti.

Les organisations et les membres de l'ancien parti, qui au cours des trois mois à venir se déclareront prêts à adhérer au Parti Communiste Unifié et à exécuter fidèlement toutes les décisions de ce parti et de son Comité Directeur, ainsi que celles de l'Internationale Communiste, doivent être admis à ce parti sans difficulté.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 26 -

Résolution sur l'Irlande

[Retour à la table des matières](#)

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste proteste énergiquement contre l'exécution de cinq révolutionnaires nationalistes, qui eut lieu les 17 et 25 novembre, sur l'ordre de l'état Libre d'Irlande. Il attire l'attention de tous les travailleurs du monde sur cet acte sauvage qui couronne la terreur féroce sévissant en Irlande. Plus de 6 000 personnes qui combattaient courageusement contre l'impérialisme britannique ont déjà été incarcérées ; nombre de femmes ont été obligées de faire la grève de la faim en prison, et déjà 1 800 procès ont été intentés au cours des cinq mois de lutte contre cette terreur dont les atrocités dépassent celles des « Black and Tans », des fascistes italiens ou des « Trust Thugs » d'Amérique. L'état Libre qui, sans hésiter, a employé l'artillerie et les munitions fournies par les Anglais, les fusils et les bombes, et même des avions avec des mitrailleuses contre la foule, aussi bien que contre les révolutionnaires, a couronné tous ces forfaits par l'exécution brutale de cinq hommes, simplement parce qu'ils avaient des armes en leur possession. Cette exécution est au fond un acte de désespoir, la preuve directe de la faillite de l'état Libre qui fait une dernière tentative pour briser la résistance des masses irlandaises combattant contre l'esclavage que veut leur imposer l'Empire Britannique. Les républicains ne peuvent être battus que par un gouvernement terroriste impérialiste qui n'hésite pas à employer les moyens les plus brutaux contre le mouvement ouvrier irlandais, dès que ce dernier cherche à arriver au pouvoir ou à améliorer ses conditions d'existence. Il en est indubitablement ainsi en Irlande ; en soutenant ces exécutions, la majorité du Labour Party, dirigée par Johnson, a commis la trahison la plus criminelle qu'elle pouvait perpétrer contre la classe ouvrière, et cela au moment où l'organe capitaliste le plus réactionnaire d'Irlande qui, en 1916, réclamait impérieusement le sang de Connolly, s'élève contre cet acte barbare du gouvernement. L'Internationale Communiste met en garde la classe ouvrière d'Irlande contre ces trahisons de l'idéal de Connolly et de Larkin, et indique aux travailleurs et paysans irlandais que la seule issue au terrorisme de l'État Libre et à l'oppression impérialiste est dans la lutte organisée et coordonnée, aussi bien dans le domaine politique et industriel que dans le domaine militaire. La lutte à main armée, si elle n'est pas renforcée et soutenue par l'action politique et économique aboutira inévitablement à la défaite. Pour être victorieuses, les masses doivent être mobilisées contre l'état Libre, ce qui n'est possible que sur la base du programme social du Parti Communiste d'Irlande.

L'Internationale Communiste envoie ses salutations fraternelles aux révolutionnaires irlandais luttant pour la libération de leur pays et est persuadée qu'ils s'engageront bientôt dans la seule voie menant à la véritable liberté, la voie du communisme. L'Internationale Communiste soutiendra tous les efforts ayant pour but d'organiser la lutte contre cette erreur et d'aider les ouvriers irlandais et les paysans à obtenir la victoire.

Vive la lutte nationale de l'Irlande pour son indépendance !
Vive la République Ouvrière d'Irlande !
Vive l'Internationale Communiste !

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 27 -

Résolution sur le Parti Socialiste d'Égypte

[Retour à la table des matières](#)

1. Le rapport des délégués du Parti Socialiste d'Égypte, soumis à la commission, a prouvé que ce parti représente un sérieux mouvement révolutionnaire, conforme au mouvement général de l'Internationale Communiste.
2. La commission considère cependant que l'affiliation du Parti Socialiste d'Égypte doit être ajournée jusqu'à ce qu'il ait :
 - a) exclu certains éléments indésirables ;
 - b) convoqué un Congrès où une tentative sera faite pour unir au Parti Socialiste d'Égypte tous les éléments communistes existant dans ce pays en dehors de lui et où les 21 conditions de l'Internationale Communiste seront acceptées ;
 - c) changé son nom contre celui de Parti Communiste d'Égypte.
3. Le Parti Socialiste d'Égypte est donc invité à convoquer le congrès dans les buts ci-dessus indiqués le plus tôt possible et au plus tard le 15 janvier 1923.

Le 4^e Congrès de l'Internationale communiste se tint du 5 novembre au 5 décembre 1922. La séance d'ouverture eut lieu à Pétrograd ; les autres séances, à partir du 9 novembre, eurent lieu à Moscou. Participaient au Congrès 408 délégués, dont 343 avec voix délibérative, représentant 58 organisations communistes de différents pays. Étaient en outre présents des représentants du Parti socialiste italien, du Parti ouvrier islandais et du Parti populaire révolutionnaire de Mongolie, ainsi que de l'Internationale communiste de la jeunesse, de l'Internationale syndicale, du Secrétariat international des Femmes, du Secours ouvrier international et de l'organisation des noirs américains. Le Congrès adopta les thèses sur le front ouvrier unique élaborées par le P.C.(b)R., ratifia les thèses sur la tactique de l'Internationale communiste, sur les tâches des communistes dans le mouvement syndical, sur la question d'Orient, adopta des résolutions sur la révolution socialiste en Russie, sur l'Internationale communiste de la jeunesse, etc... Le rapport de Lénine « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », qu'il fit en alle-mand, fut entendu par le Congrès le 13 novembre au cours de la séance du matin.

Lénine

(5 novembre – 5 décembre 1922)

Au 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, au Soviet des députés des ouvriers et des soldats rouges de Petrograd

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 28 -

Lettre de Lénine

Je regrette très vivement de ne pouvoir assister à la première séance du Congrès et de devoir me limiter à un message écrit.

Malgré les difficultés gigantesques qui se dressent sur la route des partis communistes, l'Internationale communiste grandit et se renforce. Comme par le passé, la tâche principale consiste à conquérir la majorité des ouvriers. Et cette tâche, en dépit de tout, nous la réaliserons.

L'unification des Internationales 2 et 2 ½ sera profitable au mouvement révolutionnaire du prolétariat : moins de fictions, moins de duperie, c'est toujours avantageux pour la classe ouvrière. Aux ouvriers de Pétrograd et à leur nouveau Soviet, qui accueille dans sa ville le 4^e Congrès de l'Internationale communiste, j'adresse mes meilleurs vœux et un salut chaleureux.

Sur le front économique également, les ouvriers de Pétrograd doivent être dans les premiers rangs. Nous entendons avec joie parler du début de la renaissance économique de votre ville. À votre invitation de me rendre à Pétrograd, j'espère répondre dans un proche avenir.

Le pouvoir soviétique de Russie fête son cinquième anniversaire. Il est plus solide que jamais. La guerre civile est terminée. Les premiers succès économiques sont là. La Russie des Soviets estime que sa plus grande fierté est d'aider les ouvriers du monde entier dans leur lutte difficile pour le renversement du capitalisme. La victoire sera à nous.

Vive l'Internationale communiste !

V. Oulianov (Lénine)

Moscou, le 4 novembre 1922.

Quatrième Congrès, novembre 1922.

- 29 -

Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale.

***Rapport présenté au 4^e congrès de l'Internationale
Communiste, le 13 novembre 1922***

[Retour à la table des matières](#)

(L'apparition du camarade Lénine est saluée par de vifs applaudissements prolongés et les ovations de toute l'assistance. Toute la salle se lève et chante l'*Internationale*.)

Camarades,

Je figure dans la liste des orateurs comme rapporteur principal, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne puisse faire un rapport étendu. Je peux simplement donner une introduction aux questions les plus importantes. Mon sujet sera très limité. Le thème « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale » est, de toute façon, trop vaste et trop grand pour qu'un seul orateur puisse l'épuiser dans un seul discours. C'est pourquoi je ne prends, pour ma part, qu'une petite partie de ce sujet, à savoir la « nouvelle politique économique ». C'est à dessein que je prends une petite partie seulement afin de vous faire connaître cette question, extrêmement importante aujourd'hui, du moins pour moi, puisque j'y travaille en ce moment.

Je parlerai donc de la manière dont nous avons amorcé la nouvelle politique économique et des résultats que nous avons obtenus à l'aide de cette politique. En me bornant à ce problème, je réussirai peut-être à vous présenter un aperçu général et à vous en donner une idée d'ensemble.

Pour dire comment nous en sommes venus à la nouvelle politique économique, je dois me référer à un article que j'ai écrit en 1918 ¹. Au début de 1918, dans une courte polémique, j'ai touché précisément la question de l'attitude que nous devons adopter à l'égard du capitalisme d'état. J'écrivais à cette date :

« Le capitalisme d'état serait un pas en avant par rapport à la situation actuelle (c'est-à-dire de cette époque) de notre République des Soviets. Si, par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'état était instauré chez nous, ce serait un immense succès et le plus sûr garant que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible. »

Certes, cela était dit à une époque où nous étions moins intelligents qu'aujourd'hui, mais non pas sots au point de ne pas savoir examiner de pareilles questions.

¹ Lénine fait allusion à son article : Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises. (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 337-370.)

Ainsi, en 1918, j'étais d'avis que, par rapport à la situation économique de la République des Soviets à l'époque, le capitalisme d'état était un pas en avant. Cela paraît très étrange et peut-être même absurde ; car déjà à ce moment notre République était une république socialiste ; nous adoptions alors chaque jour, avec la plus grande précipitation, — précipitation excessive sans doute, — de nouvelles mesures économiques de toute sorte que l'on ne saurait qualifier autrement que de mesures socialistes. Néanmoins, je pensais que, compte tenu de la situation économique qui était à l'époque celle de la République des Soviets, le capitalisme d'état était un pas en avant. Et pour expliquer cette pensée, j'ai énuméré simplement les éléments du régime économique de la Russie. Voici quels étaient, selon moi, ces éléments :

1° la forme patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'agriculture ;

2° la petite production marchande (ici se classe également la majorité des paysans qui vendent du blé) ;

3° le capitalisme privé ;

4° le capitalisme d'état et

5° le socialisme. »

Tous ces éléments économiques existaient dans la Russie de ce temps. Je m'étais assigné pour tâche d'élucider leurs rapports, et je me demandais s'il ne convenait pas de considérer l'un des éléments non socialistes, en l'espèce le capitalisme d'état, comme supérieur au socialisme. Je le répète : cela paraît fort étrange à tous de voir que dans une République qui se proclame socialiste, un élément non socialiste soit considéré comme supérieur, comme placé au-dessus du socialisme. Mais la chose devient compréhensible, si vous vous rappelez que nous ne considérons nullement le régime économique de la Russie comme un système homogène et hautement évolué ; nous nous rendons entièrement compte qu'en Russie l'agriculture patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'agriculture, existait à côté de la forme socialiste. Quel rôle pouvait donc jouer le capitalisme d'état dans ces conditions ?

Je me demandais ensuite : lequel de ces éléments prédomine ? Il est clair que dans un milieu petit-bourgeois, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine. Je me rendais compte alors que ce dernier prédominait ; il était impossible de penser autrement. La question que je me posais — au cours d'une polémique qui n'a rien à voir avec la question que nous sommes en train d'examiner, — était celle-ci : quelle est notre attitude à l'égard du capitalisme d'état ? Et je me suis fait cette réponse : le capitalisme d'état, sans être une forme socialiste, serait pour nous et pour la Russie une forme plus favorable que celle d'aujourd'hui. Qu'est-ce à dire ? C'est que, tout en ayant déjà accompli la révolution sociale, nous n'avons surestimé ni les germes ni les principes de l'économie socialiste. Au contraire, déjà à ce moment nous avons conscience, jusqu'à un certain point, de cette vérité : oui, en effet, mieux eût valu passer d'abord par le capitalisme d'état pour, ensuite, arriver au socialisme.

Il me faut tout spécialement insister sur ce point, car j'estime que c'est seulement en partant de là qu'on peut, d'abord, montrer ce qu'est la politique économique actuelle ; en second lieu, on peut en tirer des conclusions pratiques très importantes aussi pour l'Internationale communiste. Je ne

peux pas dire que nous avons déjà un plan de retraite tout prêt. Non, nous ne l'avions pas. Ces quelques lignes écrites à l'occasion d'une polémique n'étaient pas le moins du monde, à ce moment, un plan de retraite. On n'y trouve pas un mot sur un point essentiel, savoir sur la liberté du commerce, qui est d'une importance fondamentale pour le capitalisme d'état. Cependant l'idée générale, encore imprécise, de la retraite, y était déjà indiquée. Je pense que nous devons porter là-dessus notre attention non seulement du point de vue d'un pays qui, par son régime économique, était et est encore très arriéré, mais aussi sous l'angle de l'Internationale communiste et des pays avancés de l'Europe occidentale. Ainsi, à l'heure actuelle, nous nous occupons du programme. J'estime, pour ma part, que nous ferions bien mieux, pour le moment, de ne discuter tous les programmes qu'à titre préliminaire, pour ainsi dire en première lecture, et de les faire reproduire tels quels, sans adopter une décision définitive tout de suite, cette année-ci. Pourquoi ? Tout d'abord, selon moi, parce que nous ne les avons guère étudiés à fond, c'est évident. Et puis aussi parce que nous n'avons presque pas réfléchi du tout sur la question d'une retraite éventuelle et des moyens de l'effectuer. Or, c'est là un problème auquel — étant donné les changements radicaux qui s'opèrent dans le monde entier, tels que le renversement du capitalisme et la construction du socialisme avec les immenses difficultés qu'elle comporte — il nous faut absolument porter notre attention. Il ne suffit pas de savoir ce que nous avons à faire quand nous passons directement à l'offensive et que nous remportons la victoire. En période révolutionnaire, cela n'est pas si difficile, ni si important ; du moins, ce n'est pas le plus décisif. Pendant la révolution, il y a toujours des moments où l'adversaire perd la tête, et si nous l'attaquons à un de ces moments, nous pouvons facilement le battre. Mais cela ne veut rien dire encore ; si notre adversaire est suffisamment maître de lui, il peut ramasser ses forces à temps, etc... Dès lors, il peut aisément provoquer une attaque, et puis nous rejeter en arrière pour de longues années. Voilà pourquoi je pense que l'idée que nous devons nous ménager la possibilité d'une retraite a une très grande importance, et non seulement du point de vue théorique. Sur le plan pratique également, tous les partis qui s'apprêtent dans un proche avenir à passer à l'offensive déclarée contre le capitalisme, doivent dès maintenant songer aussi à se ménager une retraite. Je pense que si nous mettons à profit cet enseignement, ainsi que tous les autres fournis par l'expérience de notre révolution, loin de nous porter préjudice, cela nous sera très vraisemblablement utile en maintes occasions.

Après avoir souligné que dès 1918 nous envisagions le capitalisme d'état comme une ligne de retraite éventuelle, j'en viens aux résultats de notre nouvelle politique économique. Je répète : à ce moment-là, c'était encore une idée très vague ; mais en 1921, après avoir franchi cette étape très importante qu'était la guerre civile, et franchi victorieusement, nous nous sommes heurtés à une grande — je pense, la plus grande — crise politique intérieure de la Russie des Soviets, crise qui a amené le mécontentement d'une partie notable des paysans, et aussi des ouvriers. C'était, dans l'histoire de la Russie des Soviets, la première et, je l'espère, la dernière fois que l'on a vu de grandes masses paysannes se tourner contre nous, instinctivement et non consciemment. Qu'est-ce qui avait provoqué cette situation particulière et, bien entendu, fort désagréable pour nous ? C'est que, dans notre offensive économique, nous avons trop pris les devants, sans nous être assuré une base suffisante : les masses ont senti ce que nous ne savions pas encore formuler pertinemment à l'époque, mais que bientôt, quelques semaines plus tard, à notre tour, nous avons reconnu, savoir :

qu'il était au-dessus de nos forces de passer tout de suite aux formes purement socialistes, à la répartition purement socialiste ; et que si nous nous montrions incapables d'opérer la retraite de façon à nous borner à des tâches plus faciles, nous étions menacés de mort. La crise a commencé, je crois, en février 1921. Déjà au printemps de cette même année, nous avons décidé à l'unanimité — je n'ai pas observé de désaccords sensibles entre nous à ce sujet — de passer à la nouvelle politique économique. Aujourd'hui, à la fin de 1922, au bout d'un an et demi, nous pouvons déjà faire quelques comparaisons. Que s'est-il donc passé ? Comment avons-nous vécu cette période de plus de dix-huit mois ? Quel en est le résultat ? Cette retraite nous a-t-elle profité, nous a-t-elle réellement sauvés, ou bien le résultat est-il encore incertain ? Telle est la question principale que je me pose. J'estime qu'elle est d'une importance primordiale aussi pour tous les partis communistes. Car, si la réponse était négative, nous serions tous condamnés à périr. J'estime que nous pouvons tous répondre, la conscience tranquille, par l'affirmative, notamment en ce sens que les dix-huit mois écoulés prouvent, positivement et absolument, que nous avons triomphé de cette épreuve. J'essaierai maintenant d'en faire la démonstration. Il me faut pour cela énumérer en bref tous les éléments constitutifs de notre économie.

Je m'arrêterai tout d'abord à notre système financier et au fameux rouble russe. Je pense que l'on peut dire du rouble russe qu'il est fameux, ne serait-ce que parce que le nombre de ces roubles dépasse actuellement le quadrillion. (*Rires.*) C'est déjà quelque chose. C'est un chiffre astronomique. (*Rires.*) Je suis certain que tous ici ne savent pas même ce qu'il signifie. Mais nous ne tenons pas ces chiffres pour très importants, du point de vue de la science économique : des zéros, on peut toujours les biffer. (*Rires.*) Dès à présent nous enregistrons quelques succès en cet art qui, considéré sous l'angle de la science économique, est de même sans aucune importance. Et j'ai la certitude que, par la suite, nous ferons des progrès encore plus grands dans cet art. Ce qui importe réellement, c'est la stabilisation du rouble. Ce problème nous préoccupe, il préoccupe nos meilleurs cadres, et nous lui attribuons une portée décisive. Si nous arrivons à stabiliser le rouble d'abord pour une longue période, et puis pour toujours, nous aurons gain de cause. Alors tous ces chiffres astronomiques — tous ces trillions et quadrillions — ne seront plus rien. Nous pourrions dès lors assigner à notre économie une base solide et la développer sur cette base. Je crois pouvoir vous citer à ce sujet des faits assez marquants et décisifs. En 1921, la période de stabilité du cours du rouble-papier avait duré moins de trois mois. En cette année 1922, qui du reste n'est pas encore terminée, elle a duré plus de cinq mois. Je pense que cela seul suffit. Bien entendu, ce serait insuffisant si vous exigiez de nous la preuve scientifique que, dans l'avenir, nous résoudrions entièrement ce problème. Mais d'une façon générale il est impossible, à mon avis, d'en faire la preuve pleine et entière. Les chiffres cités montrent que, depuis l'an dernier, depuis que nous avons inauguré notre nouvelle politique économique, jusqu'à ce jour, nous avons déjà appris à marcher de l'avant. S'il en est ainsi, je suis sûr que nous saurons à l'avenir également progresser dans cette voie, à moins que nous ne commettions quelque grosse sottise. Mais ce qui importe le plus, ce qu'il nous faut surtout, c'est le commerce, ce sont les échanges. Et puisque nous nous en sommes tirés pendant deux ans, bien que nous fussions en état de guerre (*car, vous le savez, nous avons repris*

Vladivostok il y a quelques semaines seulement), bien que nous ne puissions aborder notre activité économique d'une façon vraiment méthodique qu'aujourd'hui, puisque malgré tout nous avons fait en sorte que la période de stabilité du rouble-papier est passée de trois à cinq mois, je crois pouvoir affirmer que nous avons des raisons d'être satisfaits. C'est que nous sommes seuls. Nous n'avons reçu ni ne recevons le moindre emprunt. Aucun de ces puissants États capitalistes, qui organisent leur économie « brillamment » au point d'ignorer jusqu'à présent où ils vont, ne nous est venu en aide. Par le traité de Versailles ils ont créé un système de finances dans lequel eux-mêmes ne peuvent se retrouver. Si ces grands États capitalistes mènent ainsi leurs affaires, j'estime que nous, pays arriéré et inculte, nous pouvons être contents d'avoir compris l'essentiel : les conditions de la stabilisation du rouble. Ce qui le prouve, ce n'est pas une analyse théorique quelconque, c'est la pratique ; et celle-ci, selon moi, importe plus que toutes les discussions théoriques du monde. Or, la pratique montre qu'ici nous avons obtenu des résultats décisifs. Savoir : nous commençons à orienter l'économie vers la stabilisation du rouble, ce qui a une portée majeure pour le commerce, pour l'échange libre de marchandises, pour les paysans et la grande masse des petits producteurs.

J'en viens maintenant à l'examen de nos objectifs sociaux. L'essentiel, bien entendu, c'est la paysannerie. En 1921, le mécontentement d'une partie considérable des paysans était un fait flagrant. Puis ce fut la famine. Épreuve la plus pénible pour les paysans. Rien de plus naturel que toute la presse de l'étranger se fût mise à clamer : « Vous voyez, voilà bien les résultats de l'économie socialiste. » Rien de plus naturel, bien entendu, qu'ils eussent passé sous silence que la famine était en réalité la conséquence monstrueuse de la guerre civile. Tous les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, qui avaient entrepris leur offensive contre nous en 1918, essayèrent de faire croire que la famine était le résultat de l'économie socialiste. La famine a été en effet un grand malheur, un malheur si grave qu'il menaçait d'anéantir toute notre œuvre d'organisation, toute notre œuvre révolutionnaire.

Eh bien, je demande maintenant : après cette calamité inouïe, inattendue, où en sont les choses aujourd'hui, depuis que nous avons institué la nouvelle politique économique, depuis que nous avons accordé aux paysans la liberté du commerce ? La réponse est claire, elle est évidente pour tous : en une année, la paysannerie n'a pas seulement eu raison de la famine ; elle a acquitté l'impôt en nature dans des proportions telles que nous avons déjà reçu des centaines de millions de pouds, et cela presque sans la moindre mesure de contrainte. Les soulèvements paysans qui, avant 1921, étaient pour ainsi dire un fait général en Russie, ont presque complètement cessé. La paysannerie est satisfaite de sa situation actuelle. Nous pouvons le dire sans hésiter. Nous estimons que ces preuves importent plus que toutes les démonstrations à coups de statistique. Que la paysannerie soit chez nous un facteur décisif, personne n'en doute. Elle est aujourd'hui dans une situation telle que nous n'avons pas à craindre de sa part un mouvement d'hostilité contre nous. Nous le disons en pleine conscience, sans exagération. C'est là un fait acquis. La paysannerie peut être mécontente de l'activité de notre pouvoir dans tel ou tel domaine, elle peut se plaindre. Certes, cela est possible et inévitable, puisque notre appareil d'état et notre économie nationale sont encore trop défectueux pour le prévenir. En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'un mécontentement sérieux de l'ensemble

de la paysannerie contre nous est absolument exclu. Ce résultat a été acquis en l'espace d'un an. J'estime que c'est déjà beaucoup.

J'en viens à l'industrie légère. Nous devons précisément faire le départ entre l'industrie lourde et l'industrie légère, puisque leur situation est différente. Pour ce qui est de l'industrie légère, je puis dire sans hésiter : on assiste ici à un essor général. Je n'entrerais point dans les détails. Et je ne me propose pas de produire des statistiques. Mais cette impression d'ensemble est fondée sur des faits, et je puis garantir qu'elle ne renferme rien de faux ou d'inexact. Nous pouvons constater un essor général de l'industrie légère et, partant, une amélioration notable de la condition des ouvriers de Pétrograd et de Moscou. Dans les autres régions, cela s'observe dans une mesure moindre parce que là prédomine l'industrie lourde. Il ne faut donc pas généraliser ce fait. Toujours est-il, je le répète, que l'industrie légère est incontestablement en progrès et l'adoucissement du sort des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est indéniable. Au printemps de 1921, il y avait du mécontentement parmi les ouvriers de ces deux villes. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Nous qui suivons au jour le jour la situation et l'état d'esprit des ouvriers, nous ne nous trompons pas en cette matière.

La troisième question concerne l'industrie lourde. Je dois dire qu'ici la situation reste encore difficile. Un certain changement s'y est produit en 1921-1922. Nous pouvons donc espérer, très prochainement, un tournant. À cet effet, nous avons déjà réuni, en partie, les moyens nécessaires. Pour améliorer l'état de l'industrie lourde dans un pays capitaliste, il aurait fallu emprunter des centaines de millions, sans lesquels le redressement eût été impossible. L'histoire économique des pays capitalistes montre que, dans les pays arriérés, seuls les emprunts à long terme de centaines de millions de dollars ou de roubles-or pourraient aider au relèvement de l'industrie lourde. Nous n'avons pas bénéficié d'emprunts de ce genre, et nous n'avons rien reçu jusqu'à ce jour. Tout ce qu'on écrit maintenant au sujet des concessions, etc..., c'est à peu près lettre morte. Ces temps derniers, nous avons beaucoup écrit à ce sujet et surtout à propos de la concession d'Urquhart. Cependant notre politique de concessions me paraît très bonne. Cela n'empêche que nous n'avons pas encore de concession rentable. Je vous prie de ne pas l'oublier. De la sorte, l'état de l'industrie lourde est réellement une question très grave pour notre pays arriéré, car nous ne pouvions espérer d'emprunts dans les pays riches. Néanmoins, nous observons déjà une amélioration notable, et puis nous voyons que notre activité commerciale nous a déjà rapporté un certain capital. Fort modeste, il est vrai, pour le moment : un peu plus de vingt millions de roubles-or. En tout cas, c'est un commencement : notre commerce nous procure des ressources que nous pouvons utiliser pour relever l'industrie lourde. De toute façon, à l'heure actuelle, notre industrie lourde se trouve encore dans une situation fort difficile. Mais j'estime que nous sommes déjà en mesure d'économiser quelque peu. Nous le ferons à l'avenir également. Bien que, souvent, cela se fasse aux dépens de la population, nous devons quand même économiser dès maintenant. Nous travaillons en ce moment à réduire notre budget d'état, à comprimer notre appareil d'état. Tout à l'heure, je dirai encore quelques mots de notre appareil d'état. Nous devons, en tout cas, le comprimer, nous devons économiser autant que faire se peut. Nous économisons sur tout, même sur les écoles, cela parce que nous comprenons que, si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la relevons pas,

nous ne pourrions construire aucune industrie, et à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant. Cela, nous le savons bien.

Le salut pour la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte, — cela ne suffit pas encore, — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les objets de consommation, — cela non plus ne suffit pas encore, — il nous faut également une industrie lourde. Or, pour la mettre en bon état, il faudra bien des années de travail.

L'industrie lourde a besoin de subventions de l'état. Si nous ne les trouvons pas, c'en est fait de nous comme état civilisé, je ne dis même pas socialiste. Donc, à cet égard nous avons fait un pas résolu en avant. Nous nous sommes procuré les ressources nécessaires pour mettre debout l'industrie lourde. La somme que nous nous sommes procurée jusqu'à présent dépasse à peine, il est vrai, vingt millions de roubles-or. En tout cas, cette somme existe, et son unique destination est de relever notre industrie lourde.

Je pense que, dans l'ensemble, je vous ai exposé brièvement comme je l'avais promis, les éléments essentiels de notre économie nationale. Et je pense qu'on peut conclure de tout cela que la nouvelle politique économique a donné, dès maintenant, un bon résultat. Nous avons, dès aujourd'hui, la preuve que nous sommes en mesure, en tant qu'état, de faire du commerce, de garder de solides positions dans l'agriculture et l'industrie et de marcher de l'avant. Notre activité pratique l'a démontré. Je pense que cela nous suffit pour le moment. Nous aurons encore beaucoup à apprendre, et nous avons compris qu'il nous était encore nécessaire d'apprendre. Nous sommes au pouvoir depuis cinq ans, et cinq années durant nous avons été en état de guerre. Donc nous avons remporté un succès.

Cela se comprend : c'est que les paysans étaient pour nous. Il serait difficile d'être pour nous plus qu'ils ne l'ont été. Ils comprenaient que, derrière les gardes blancs, se tenaient les grands propriétaires fonciers qu'ils haïssent plus que tout au monde. Aussi étaient-ils pour nous avec le plus grand enthousiasme, le plus grand dévouement. Il n'a pas été difficile de décider la paysannerie à nous défendre contre les gardes blancs. Les paysans qui, naguère, exécraient la guerre, faisaient tout pour la guerre contre les gardes blancs, pour la guerre civile contre les grands propriétaires fonciers. Néanmoins, ce n'était pas encore tout. Car, au fond, il ne s'agissait là que d'une chose : le pouvoir resterait-il aux grands propriétaires fonciers ou aux paysans ? Pour nous ce n'était pas assez. Les paysans comprennent que nous avons pris le pouvoir pour les ouvriers et que notre but est de créer le régime socialiste à l'aide de ce pouvoir. Aussi, le plus important pour nous, c'était la préparation de l'économie socialiste. Nous ne pouvions la préparer directement. Nous avons été obligés de le faire par voies détournées. Le capitalisme d'état, tel que nous l'avons établi chez nous, est un capitalisme d'état particulier. Il ne répond pas à la notion ordinaire de capitalisme d'état. Nous détenons tous les leviers de commande ; nous détenons la terre ; elle appartient à l'état. Cela est très important, encore que nos adversaires présentent les choses de façon à faire croire que cela ne signifie rien. C'est faux. Le fait que la terre appartient à l'état est de la plus haute importance et a également une grande valeur pratique du point de vue économique. Nous avons obtenu cela, et je dois dire que toute notre activité ultérieure doit se développer uniquement dans ce cadre. Nous avons déjà obtenu ce résultat que nos paysans sont satisfaits, que notre industrie revit, de même que notre commerce. J'ai déjà dit que notre capitalisme d'état se distinguait du capitalisme d'état pris à

la lettre, en ceci que notre état prolétarien détient non seulement la terre, mais aussi tous les éléments les plus importants de l'industrie. Avant tout nous avons donné à bail une certaine partie de la petite et moyenne industrie ; mais tout le reste demeure entre nos mains. Pour ce qui est du commerce, je tiens encore à souligner que nous nous efforçons de fonder des sociétés mixtes, que nous en fondons déjà ; ce sont des sociétés où une part du capital appartient aux capitalistes privés, aux surplus étrangers, et l'autre part, à nous. D'abord, nous apprenons ainsi à faire du commerce, — nous en avons besoin, — et, ensuite, nous avons toujours la possibilité, si nous le jugeons nécessaire, de liquider une telle société, de sorte que nous ne courons, pour ainsi dire, aucun risque. En revanche, nous nous instruisons auprès du capitaliste privé, nous tâchons de savoir comment nous pouvons progresser et quelles fautes nous commettons. Je crois pouvoir me borner à ce que je viens de dire. Je voudrais encore toucher quelques points secondaires. Il est certain que nous avons commis et que nous commettrons encore des sottises en quantité énorme. Personne n'est mieux placé que moi pour le voir et en juger. (Rires.) Pourquoi donc commettons-nous des sottises ? Cela se conçoit :

Premièrement, nous sommes un pays arriéré ;

Deuxièmement, l'instruction, dans notre pays, est minime ;

Troisièmement, nous ne sommes pas aidés ; aucun état civilisé ne nous aide. Au contraire, ils œuvrent tous contre nous.

Quatrièmement, la faute en est à notre appareil d'état. Nous avons hérité de l'ancien appareil d'état, et c'est là notre malheur. L'appareil d'état fonctionne bien souvent contre nous. Voici comment les choses se sont passées. En 1917, lorsque nous avons pris le pouvoir, l'appareil d'état nous a sabotés. Nous avons été très effrayés à ce moment, et nous avons demandé : « Revenez s'il vous plaît. » Ils sont revenus, et ce fut notre malheur. Nous avons maintenant d'énormes masses d'employés, mais nous n'avons pas d'éléments suffisamment instruits pour diriger efficacement ce personnel. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'état, l'appareil fonctionne tant bien que mal, tandis que là-bas, à la base, ce sont eux qui commandent de leur propre chef, et ils le font de telle sorte que, bien souvent, ils agissent contre nos dispositions. Au sommet nous avons, je ne sais combien au juste, mais de toute façon, je le crois, quelques milliers seulement, ou, tout au plus, quelques dizaines de milliers des nôtres. Or, à la base, il y a des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoise, et qui travaillent en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. On ne saurait y remédier dans un court laps de temps, cela est certain. Nous devons travailler durant de longues années pour perfectionner l'appareil, le modifier et y faire participer des forces nouvelles. Nous le faisons à un rythme assez rapide, trop rapide peut-être. Des écoles soviétiques, des facultés ouvrières ont été fondées ; des centaines de milliers de jeunes gens étudient. Ils étudient, peut-être trop vite, mais en tout cas, le travail a commencé, et je pense qu'il portera ses fruits. Si nous ne travaillons pas trop à la hâte, nous aurons dans quelques années une masse de jeunes gens capables de refondre radicalement notre appareil.

J'ai dit que nous avons commis une énorme quantité de sottises, mais, là-dessus, je dois dire aussi quelques mots de nos adversaires. Si nos adversaires nous reprennent et indiquent que, voyez-vous,

Lénine lui-même reconnaît que les bolcheviks ont fait une énorme quantité de sottises, je réponds à cela : oui, mais nos sottises, vous savez, sont quand même d'une tout autre espèce que les vôtres. Nous avons seulement commencé notre apprentissage, mais nous apprenons d'une façon assez systématique pour être certains d'obtenir de bons résultats. Et si nos adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la 2^e Internationale, soulignent les sottises faites par nous, je me permettrai, pour la comparaison, de citer ici, en les paraphrasant un peu, les paroles d'un célèbre écrivain russe : quand les bolcheviks font des sottises, ils disent : « Deux fois deux font cinq. » Mais quand ce sont leurs adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la 2^e Internationale, qui font des sottises, ils semblent dire : « Deux fois deux font une bougie. » Cela n'est pas difficile à démontrer. Prenez, par exemple, le traité conclu avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France, le Japon. Y a-t-il au monde, je vous le demande, des États plus éclairés et plus puissants ? Or, qu'est-il arrivé ? Ils ont promis leur aide à Koltchak, sans avoir calculé, ni réfléchi, ni observé. Ce fut un fiasco difficile même à concevoir, selon moi, du point de vue de la raison humaine. Et cet autre exemple, encore plus rapproché de nous et plus important : la paix de Versailles. Qu'est-ce que les « grandes » puissances, « couvertes de gloire » ont fait là, je vous le demande ? Comment peuvent-elles maintenant trouver une issue à ce chaos et à ce non-sens ? Je pense ne pas exagérer en répétant que nos sottises ne sont rien en comparaison de celles que commettent, ensemble, les États capitalistes, le monde capitaliste et la 2^e Internationale. C'est pourquoi j'estime que les perspectives de révolution mondiale — thème que je dois toucher brièvement — sont favorables. Et je présume qu'à certaines conditions, elles deviendront encore meilleures. C'est de ces conditions que je voudrais dire quelques mots.

En 1921, au 3^e Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des Partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là son bon mais aussi son mauvais côté. Son mauvais côté, parce que je suis persuadé que presque aucun étranger ne peut la lire ; avant de dire cela j'ai relu cette résolution : premièrement, elle est trop longue : 50 paragraphes ou plus. Les étrangers, d'ordinaire, ne peuvent aller jusqu'au bout de pareils textes. Deuxièmement, même s'ils la lisaient, pas un de ces étrangers ne la comprendrait, précisément parce qu'elle est trop russe. Non parce qu'elle a été écrite en russe, — on l'a fort bien traduite dans toutes les langues, — mais parce qu'elle est entièrement imprégnée de l'esprit russe. Et, troisièmement, si même quelque étranger, par exception, la comprenait, il ne pourrait l'appliquer. C'est là son troisième défaut. Je me suis entretenu avec quelques délégués venus ici, et j'espère, au cours du Congrès, sans y prendre part personnellement, — à mon grand regret, cela m'est impossible, — du moins causer de façon détaillée avec un grand nombre de délégués de différents pays. J'ai eu l'impression qu'avec cette résolution, nous avons commis une faute grave, nous coupant nous-mêmes le chemin vers de nouveaux progrès. Comme je l'ai dit, le texte est fort bien rédigé, et je souscris à tous ses 50 paragraphes ou plus. Mais nous n'avons pas compris comment il fallait présenter aux étrangers notre expérience russe. Tout ce qui est dit dans la résolution est resté lettre morte. Or, à moins de comprendre cela, nous ne pourrions aller de l'avant. J'estime que le plus important pour nous tous, tant pour les Russes que pour les camarades étrangers, c'est que, après cinq ans de révolution russe, nous devons nous instruire. C'est maintenant

seulement que nous pouvons le faire. Je ne sais combien de temps nous aurons cette possibilité. Je ne sais combien de temps les puissances capitalistes nous laisseront étudier tranquillement. Mais chaque instant libre, à l'abri des batailles, de la guerre, nous devons l'utiliser pour étudier, et cela par le commencement.

Tout le Parti et toutes les couches de la population de la Russie le prouvent par leur soif de savoir. Cette aspiration montre que la tâche la plus importante pour nous, aujourd'hui, est de nous instruire, encore et toujours. Mais les camarades étrangers, eux aussi, doivent apprendre, non pas dans le même sens que nous, c'est-à-dire à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu, — ce dont nous avons encore besoin. On discute pour savoir si cela se rapporte à la culture prolétarienne ou bourgeoise. Je laisse cette question en suspens. Une chose, en tout cas, est certaine : il nous faut, avant tout, apprendre à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers, eux, n'en ont pas besoin. Il leur faut quelque chose de plus élevé : notamment, et avant tout, comprendre aussi ce que nous avons écrit sur la structure organique des Partis communistes, et que les camarades étrangers ont signé sans lire ni comprendre. Telle doit être leur première tâche. Il faut appliquer cette résolution. On ne peut le faire en une nuit, c'est absolument impossible. Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin, comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Comment cela se passera, je l'ignore. Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendront un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti des Cent-Noirs ² ? Cela sera, peut-être, très utile. Nous autres, Russes, devons aussi rechercher les moyens d'expliquer aux étrangers les principes de cette résolution. Sinon, ils seront absolument incapables de la mettre en œuvre. Je suis persuadé que nous devons dire, à cet égard, non seulement aux Russes, mais aussi aux camarades étrangers, que le plus important, dans la période qui vient, c'est l'étude. Nous, nous étudions dans le sens général du terme. Ils doivent, eux, étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire. Si cela se fait, je suis persuadé qu'alors les perspectives de la révolution mondiale seront non seulement bonnes, mais excellentes. (*Vifs applaudissements prolongés. Les acclamations : « Vive notre camarade Lénine ! » provoquent de nouvelles ovations enthousiastes.*)

² Les *Cent-Noirs*, bandes monarchistes, formées par la police tsariste pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire. Elles assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes.